

L'Inspection du Travail

Thèse pour le Doctorat

présentée et soutenue le 18 décembre, à 14 heures

PAR

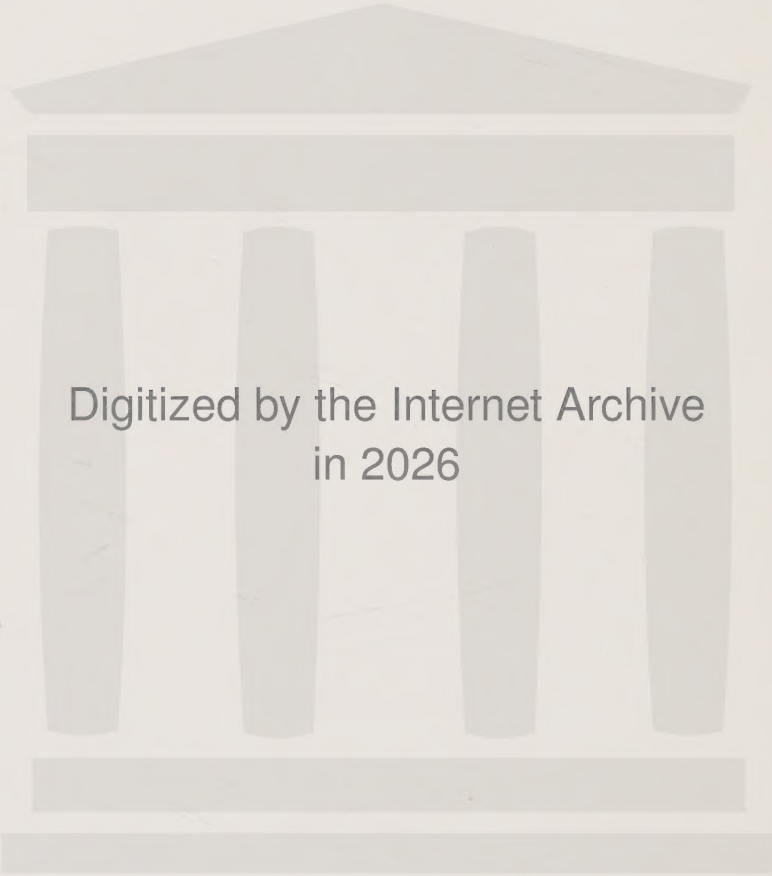
Lina MARINI

MEMBRES DU JURY :

Président : M. OUALID, professeur.
Suffragants : { M. NOGARO, professeur.
 M. AMIAUD, professeur.

PARIS
LES PRESSES MODERNES
96, Galerie Beaujolais - Palais Royal

1936



Digitized by the Internet Archive
in 2026

L'INSPECTION DU TRAVAIL

L'Inspection du Travail

Thèse pour le Doctorat

présentée et soutenue le 18 décembre, à 14 heures

PAR

Lina MARINI

MEMBRES DU JURY :

Président : M. OUALID, professeur.
Suffragants : { M. NOGARO, professeur.
 M. AMIAUD, professeur.

PARIS
LES PRESSES MODERNES
96, Galerie Beaujolais - Palais Royal

1936

*La Faculté n'entend donner aucune approbation
ni improbation aux opinions émises dans les thèses:
ces opinions doivent être considérées comme propres
à leurs auteurs.*



INTRODUCTION

« La force, la valeur des nations est faite de la valeur des individus, des familles qui la composent » ¹ déclare M. Jay. Or, il arrive que celle-ci soit bien compromise par la situation qui est faite à la classe laborieuse, à la classe dont le travail est un gagne-pain et qui, en raison de sa dépendance économique, est réduite à des conditions de vie inhumaines.

L'Etat a le droit et le devoir de sauvegarder l'intérêt public dont il est le seul défenseur, de prendre toute mesure destinée à prévenir la déchéance des forces vives du pays. Son intervention est aujourd'hui unanimement admise ; l'idéologie sociale a fait de grands progrès, l'amélioration du sort de la masse ouvrière est plus que jamais à l'ordre du jour.

Mais il est de toute évidence que son action demeurera vaine, s'il ne prend soin de confier à des agents spéciaux investis d'une autorité suffisante, la charge de surveiller l'application intégrale de ses prescriptions. Toute législation ne voudra qu'en raison de ce que sera le service qui doit en assurer l'exécution.

Sous l'ancien régime des ordonnances royales intervenaient fréquemment en vue de réglementer ou de modifier les conditions du travail pour chaque corporation du métier, déterminant les droits, les devoirs des apprentis, des compagnons et des maîtres. Des règlements détaillés et sévères étaient édictés dans les manufactures afin de réaliser la meilleure fabrication possible.

¹ Jay. Protection légale des travailleurs.

L'Etat intervenait en vue de la richesse à créer.

Cette organisation chrémastistique, qui avait pour résultat de paralyser les initiatives privées, devait nécessairement engendrer une réaction. Le mercantilisme devait céder la place au libéralisme.

Au XVIII^e siècle, philosophes et économistes furent unanimes à proclamer le droit de la nature. Les intérêts particuliers se confondant avec les intérêts généraux, il faut, disaient les physiocrates, laisser opérer la spontanéité de l'homme.

Ce courant d'opinion finit par s'imposer et le gouvernement décida de supprimer toute entrave : plus de corporations, plus de règlements tracassiers, l'individu fut déclaré libre d'agir à sa guise.

Mais bientôt, sous l'influence dominante de la transformation économique, cette expérience devait se révéler défavorable à la classe ouvrière et nécessiter l'intervention du législateur.

« Il y a, dit Lacordaire, des libertés qui oppriment et des lois qui affranchissent. »

L'impuissance du travailleur livré à ses propres moyens allait rendre sa condition misérable.

Sous ce régime de concurrence illimitée, la fièvre productrice engendrée par l'avènement du machinisme, gagna de plus en plus les esprits. Imbu des doctrines physocratiques, surexcité par l'appât du gain, le capitaliste ne vit dans l'ouvrier qu'une force productive. Son travail ne fut plus qu'une marchandise, son salaire un élément du prix de revient qu'il s'agissait de réduire autant que faire se peut, afin d'accroître la marge des bénéfices.

Aussi a-t-on vu dans ses premières années, le machinisme aggraver le sort du travailleur, au lieu de l'améliorer. Il était astreint à un labeur excessif, dans des locaux où se trouvaient méconnues les règles élémentaires de l'hygiène. Aucune limite n'était fixée à la durée de sa tâche.

« Tandis que la journée des forçats n'est que de 12 heures celle des travailleurs libres monte à 17, 18 et 20 heures »¹.

L'ouvrier devait être de très bonne heure à l'usine pour s'en aller le soir tardivement, et parcourir souvent de longues étapes avant d'arriver chez lui.

La misère, l'immoralité s'épalaient partout. La dégradation physique et morale des travailleurs était extrême. La machine avait simplifié le travail de l'homme à tel point que l'apprentissage était devenu inutile dans beaucoup d'emplois. Enfants et femmes furent utilisés pour certains travaux qui leur étaient jusque là inaccessibles. Leur substitution à la main-d'œuvre ordinaire beaucoup plus onéreuse, se généralisa. Aussi, les abus se firent-ils de plus en plus nombreux.

Mus par la pitié, beaucoup plus que par des considérations de principes, de nombreux ouvrages signalèrent au public les souffrances de la main-d'œuvre enfantine et demandèrent au législateur d'y apporter un remède urgent.

« Il faut, disait Emile Berès, qu'une autorité protectrice vienne mettre un terme au calcul des cœurs sans pitié qui ne voient dans de pauvres petites créatures qu'un des rouages de leurs mécaniques, ne mettant entre eux d'autres différences si ce n'est que pour en activer la marche, on fouette les uns et on graisse les autres. »

Le législateur se décida enfin à intervenir pour essayer de soustraire ces grêles énergies à l'exploitation odieuse dont elles étaient l'objet.

Il réglementa le travail des enfants, interdit de les admettre à un labeur quelconque avant un âge limite, de les faire travailler trop longtemps, de leur confier des besognes pénibles ou dangereuses, de les employer pendant les heures réservées au

¹ Villermé. Tableau de l'état physique et moral des ouvriers employés dans les manufactures, t. II, p. 88.

sommeil, mesures dictées par le souci d'atténuer les conditions anormales dans lesquelles s'effectue leur développement et de préserver autant que possible leurs forces physiques.

Après l'enfant, la mère fut jugée digne de protection. Elle a une mission domestique à remplir. D'autre part, la femme est plus faible et a droit à plus de ménagements que l'homme. Elle ne saurait s'exposer sans danger à un travail long et pénible. Débilisée, anémiée par un labeur excessif, effectué dans des locaux malsains, comment pourrait-elle donner le jour à des hommes valides?

De là toute une série de mesures édictées en sa faveur : limitation de la durée de travail, interdiction de travailler la nuit, interdiction de l'employer à certains travaux, etc.

Plus tard, ces mesures tutélaires vont atteindre l'ensemble des travailleurs. Elles ne furent pas sans soulever les protestations des libéraux qui se retranchaient derrière le principe de la liberté du travail. Leur opposition fut particulièrement vive quand il s'est agi de généraliser la limitation de la journée de travail. Celle-ci devait avoir pour conséquence une réduction inévitable de la production et par contre-coup engendrer une crise économique.

Malgré cette résistance, il fut admis que l'ouvrier, même adulte, pouvait être considéré dans un certain sens comme un mineur. Il est incapable de lutter à armes égales contre les forces et l'organisation du capital.

On n'invoque plus la liberté du contrat, la libre disposition de la personne, la liberté « de la propriété du travail ». Aucun économiste aujourd'hui ne voudrait justifier sous prétexte de liberté du travail les errements qui ont marqué les débuts de l'ère manufacturière.

« Exiger une somme de travail qui, en épuisant toutes les facultés de l'âme, écrase le corps et consume les forces jusqu'à

l'épuisement, c'est une conduite que ne peuvent tolérer ni la justice, ni l'humanité ». (Léon XIII).

Il importe que le travail ne soit pas une entrave au libre épanouissement des facultés de l'individu.

L'ouvrier ne doit pas être transformé en une machine, « à côté des heures où il gagne sa vie » il faut faire plus nombreuses celles où il « vit sa vie », où il goûte les joies du foyer, travaille à sa culture morale et intellectuelle. Or, un salaire insuffisant, un travail excessif, effectué dans des conditions malsaines et dangereuses, ne lui permettent pas de réparer ses forces et de mener cette vie humaine.

Les progrès qu'on admire le plus peuvent avoir des conséquences socialement déplorables. Les intérêts généraux et permanents de la société peuvent se trouver sérieusement atteints par la dégénérescence physique et morale de la classe laborieuse.

Sous la pression des faits et des idées, le législateur s'est intéressé à l'ouvrier adulte. Il lui a permis de s'organiser pour défendre ses intérêts. Il s'est préoccupé de ménager ses forces, de le préserver des risques inhérents à l'exercice de sa profession, de lui assurer un minimum de salaire, etc.

Cette évolution se retrouve dans la législation de tous les pays industriels; elle est aujourd'hui consacrée sur le terrain international par une organisation qui a pour but de l'uniformiser et de la généraliser.

Mais en se bornant à édicter des mesures sociales, le législateur ne peut assurer aux travailleurs qu'une protection illusoire. Les lois ne se suffisent pas à elles-mêmes, il est indispensable que leur observation soit imposée rigoureusement, sinon elles demeurent des formules abstraites et inutiles. Cela est vrai dans tous les domaines et plus particulièrement en matière sociale où sont mis en jeu des intérêts opposés.

Il est rare qu'une mesure ne soulève des objections de princi-

pe, des oppositions même éphémères. Elles ont été fort bien saisies par Dickens (¹). « Ils étaient ruinés, disait-il en parlant des manufacturiers de Cokeville, quand on les obligeait à envoyer à l'école les enfants des fabriques, ils étaient ruinés quand on nommait des inspecteurs pour examiner leurs ateliers, ils étaient ruinés quand ces inspecteurs malappris exprimaient dans leurs scrupules le doute que les filateurs eussent le droit d'exposer les gens à être hachés menus dans leurs machines; ils étaient perdus sans ressources quand on se permettait d'insinuer qu'ils pourraient, dans certains cas, faire un peu moins de fumée! »

Un organisme spécial est nécessaire pour vaincre les résistances et imposer le respect des dispositions protectrices.

On ne saurait confier cette tâche aux officiers de police judiciaire. Etant donné le champ d'application de plus en plus vaste de la législation industrielle, ils ne peuvent avoir les loisirs, ni la compétence voulue, pour en surveiller efficacement l'observation.

D'autre part, on ne saurait compter sur le bon vouloir de patrons animés de sentiments généreux. Ils ne pourraient accorder au personnel toute la protection à laquelle il a droit. En maintes circonstances, ils ignoreront les causes de danger qui le menacent et s'ils en ont conscience, n'y a-t-il pas lieu de redouter que la crainte de se voir en état d'infériorité vis-à-vis de leurs concurrents, ne les fasse reculer devant les sacrifices qu'exigerait le remède aux conditions d'hygiène et de sécurité défectueuses.

On ne pourrait songer à confier aux intéressés le soin de se prévaloir des dispositions édictées en leur faveur. L'expérience en a été faite en Angleterre: une prime était accordée à l'ouvrier ayant relevé une contravention. Cette tentative ne pouvait aboutir avec succès, en raison de son infériorité, l'ouvrier n'a-

¹ Dickens. Les temps difficiles.

vait-il pas à craindre les représailles du patron? Et de plus, le personnel se préoccupe avant tout de la question des salaires, de la durée du travail. Dans le domaine très important de l'hygiène et de la sécurité, ses revendications ont toujours été moins vives, car il ignore souvent les dangers qui le menacent.

L'Etat seul peut imposer une application générale et uniforme de la loi. L'Histoire et la leçon des faits ont suffisamment démontré le besoin qu'il y avait de créer à cet effet un organisme spécial. Tant qu'il n'a pas existé, la législation n'a été qu'un vain mot.

Au début, en France comme en Angleterre et dans d'autres pays, l'exécution des lois a été confiée à des personnes ou à des commissions agissant à titre gratuit. On a également essayé de faire appel à des agents exerçant d'autres fonctions: vérificateurs des poids et mesures, inspecteurs de l'instruction primaire, etc...

Ces pratiques ne donnèrent aucun résultat satisfaisant. Il fallut en venir à instituer des inspecteurs qui se consacraient à la surveillance de l'application des lois réglementant le travail.

« Les diverses excursions que nous avons faites, soit dans la législation étrangère, soit dans la législation française, nous ont démontré que là où l'inspection a été fermement constituée, la loi s'exécute, les mœurs industrielles s'y façonnent, le progrès se réalise; là, au contraire, où l'inspection n'a pas d'assiette fixe et déterminée et ne forme pas un corps spécial, la loi reste inexécutée, hésitante, inefficace » disait Tallon, rapporteur du projet de loi de 1874 sur le travail des femmes et des enfants.

Le développement de cette institution, partout où elle a été adoptée, a obéi aux mêmes nécessités.

Des divergences se relèvent dans la manière de concevoir la fonction de l'inspecteur. Il est dans certains pays un agent de police, uniquement chargé de faire exécuter les lois sociales. D'autres le considèrent plutôt comme un conseiller technique

en matière d'organisation industrielle. Sa mission est alors plus difficile, plus élevée. Il doit interpréter la loi, en constater les imperfections et proposer au législateur les modifications que lui suggère l'expérience.

Les organisations ouvrières sont parfois admises à collaborer avec lui, tandis qu'elles sont ailleurs systématiquement écartées.

Souvent viennent s'adjoindre à l'inspecteur, des spécialistes, des techniciens: médecins, ingénieurs, électriciens, chimistes, etc. Dans d'autres pays il est seul chargé de faire observer la loi et de résoudre les difficultés pratiques.

L'évolution industrielle ayant été rapide au cours de ces dernières années, les interventions législatives se sont multipliées dans le domaine social.

Aussi a-t-on vu, dans chaque pays, l'inspection se développer considérablement, se centraliser, se fortifier. — « Si l'on compare ce qu'elle est aujourd'hui avec les premières commissions locales, on ne peut qu'être frappé de la vigueur croissante de son évolution, de la place qu'elle s'est acquise, de la manière dont elle fait maintenant corps avec l'édifice industriel. » ⁽¹⁾.

Primitivement chargée de veiller à l'application de quelques mesures édictées en faveur des enfants et des femmes, l'inspection du travail en France a vu peu à peu sa tâche devenir plus complexe, sa mission devenir plus vaste et plus élevée.

La loi du 11 Novembre 1892 outre l'exécution de ses dispositions, lui avait confié le soin de veiller, concurremment avec les officiers de police judiciaire, à l'exécution de la loi du 7 Décembre 1874 sur la protection des enfants employés dans les professions ambulantes.

Postérieurement, elle dut assurer l'observation des dispositions

¹ B. I. T. L'Inspection du Travail, 1923.

relatives à: l'hygiène et la sécurité (lois du 12 Juin 1893 et 11 Juillet 1903), la durée du travail des adultes dans les établissements où travaillaient les enfants et les femmes (Loi du 30 Mars 1900), le repos hebdomadaire (Loi du 17 Juillet 1906), l'interdiction de certains travaux aux femmes et enfants (Loi du 20 Juillet 1909), l'emploi de la céruse dans la peinture (Loi du 20 Juillet 1909), le paiement des salaires aux ouvriers et employés (Loi du 7 Décembre 1909), les économats (Loi du 25 Mars 1910), les cautionnements (Loi du 2 Avril 1914), prescriptions insérées aux livres I et II du Code du travail auxquelles sont venues s'ajouter les nombreuses dispositions adoptées au lendemain de la guerre et au cours des années suivantes.

S'adaptant aux nécessités d'une vie économique sans cesse en évolution, l'inspection du travail a singulièrement changé d'aspect.

L'activité exercée aujourd'hui par les inspecteurs est bien différente de celle qu'ils exerçaient à l'origine, activité de simple police, n'exigeant aucune capacité spéciale.

Ils ont été appelés à de plus hautes fonctions dans le domaine de la sécurité et de l'hygiène industrielle. Des connaissances approfondies leur sont indispensables pour veiller à l'exécution des mesures techniques qu'exige la protection du travailleur contre les influences délétères et les dangers du machinisme. Ils ne doivent plus se borner à relever des infractions, mais ils doivent surtout convaincre l'industriel de l'utilité de ces mesures préventives.

Non seulement les inspecteurs ont obtenu, dans la mesure de leurs moyens, le respect des lois protectrices et contribué à l'amélioration du sort de la masse ouvrière, mais ils sont devenus de véritables informateurs sociaux. Ils signalent aux pouvoirs publics les conditions de vie économique, la situation de la classe laborieuse. Ils dénoncent les lacunes révélées par l'ex-

périence, facilitant ainsi le perfectionnement et l'extension de cette législation qui doit sauvegarder les forces vives du pays.

Ils ont fini par s'imposer et gagner la confiance des patrons et des ouvriers, dont l'accueil était à l'origine méfiant et hostile.

Les intéressés apportent aujourd'hui une collaboration très utile aux inspecteurs dans l'accomplissement de leur tâche et les patrons les considèrent de plus en plus comme leurs conseillers techniques.

Grâce à l'autorité morale ainsi acquise, ils ont été amenés à intervenir efficacement dans les conflits du travail.

Désormais, ils ne se contentent plus d'assurer une surveillance administrative de l'application des lois protégeant la classe laborieuse contre les abus du capitalisme, dépassant le cadre de leur mission primitive, ils tendent de plus en plus à jouer le rôle de pacificateurs sociaux, à prévenir les chocs, favoriser la bonne entente indispensable à la prospérité générale.

Après une rapide incursion dans le droit comparé, nous retracerons l'évolution de l'inspection du travail en France. Nous étudierons son organisation actuelle, ses attributions, ses pouvoirs. Nous essayerons de montrer les résultats obtenus grâce à sa vigilance, et comment elle a été amenée à jouer le rôle de médiateur dans les conflits du travail.

Nous essayerons enfin d'envisager les améliorations à apporter à l'état actuel du service, améliorations susceptibles d'en accroître les bienfaits.

Son étude méritant d'être beaucoup plus approfondie qu'il ne nous est possible de le faire, nous ne pourrons malheureusement donner qu'une idée très imparfaite de la grandeur du rôle social de cette institution dont l'importance est souvent méconnue.

PREMIERE PARTIE

DROIT COMPARE

L'économie considère de plus en plus le salarié sous son aspect humain et social. Tous les Etats désireux de sauvegarder la force vive de leur pays ont compris la nécessité de protéger la classe laborieuse.

Transposant ce problème sur le plan international, et lui accordant ainsi une importance de premier ordre, le traité de Versailles dans sa partie 13, art. 427, a déclaré que le travail ne devait plus être considéré comme une marchandise. Il a posé la nécessité d'une réglementation internationale. « Attendu, dit-il, que la non adoption par une nation quelconque d'un régime de travail réellement humain, fait obstacle aux autres nations désireuses d'améliorer le sort des travailleurs dans leur propre pays. » En vue d'édicter les mesures protectrices indispensables à l'ensemble des travailleurs, une organisation internationale a été créée. Elle comprend :

1^o — La Conférence internationale du Travail (C. I. T.) groupant les représentants des Etats membres, qui joue le rôle de parlement, d'organe délibérant;

2^o — Le Bureau International du Travail (B. I. T.), organe d'étude, de préparation, d'exécution;

3^o — Le Conseil d'administration, qui arrête l'ordre du jour des sessions, contrôle l'activité du Bureau.

Au cours de ses 19 sessions, qui se sont tenues de 1919 à 1935, la Conférence a adopté 49 projets de conventions relatives à

l'âge d'admission des enfants, l'interdiction du travail de nuit, de l'emploi de produits dangereux (phosphore, céruse), la réduction de la journée de travail, etc.

Une loi, une convention, n'est rien si on ne lui donne une méthode et un personnel chargé de veiller à son application. Ceci est vrai dans l'ordre interne, et plus encore dans le domaine international.

En 1905, ce problème avait déjà été abordé. Sir Samuel Herber proposa alors la création d'une commission dont le but serait de contrôler dans les divers pays l'exécution des mesures sociales adoptées conventionnellement. A la Conférence de Berne, il fut même question d'une procédure d'arbitrage. Ces projets n'eurent aucune suite. Les Etats craignaient que cette inspection ne vint entraver le fonctionnement de l'inspection nationale, qu'elle ne suscitât une sorte de méfiance, de répulsion. On prévoyait aussi la résistance des producteurs, redoutant une violation des secrets de leur fabrication.

En raison des nombreuses difficultés qu'auraient soulevé l'institution et le fonctionnement d'une inspection du travail internationale, le traité de Versailles adopta un système moins rigoureux. Il se borna à exiger des membres de l'organisation internationale (O. I. T.) un rapport annuel sur l'exécution des conventions ratifiées par chacun d'eux, les résultats obtenus, les lacunes révélées par la pratique. Cette méthode a donné des résultats heureux. Elle facilite les progrès de la législation internationale, en permettant une application plus uniforme des conventions et en évitant les difficultés d'interprétation.

L'O. I. T. pénétrée de l'importance capitale d'une inspection bien organisée dans chaque pays, a étudié en 1923, lors de la Vème session, à quels principes généraux il était désirable que répondit cette institution pour être efficace.

Dans un texte adopté à l'unanimité, elle recommanda à ses

membres la prise en considération d'un certain nombre de règles communes qui faciliteraient le contrôle de l'application des lois sociales.

Tout d'abord, ce texte invite les Etats à n'attribuer à l'inspecteur du travail aucune autre charge susceptible de porter atteinte à l'accomplissement de sa mission essentielle, qui est la protection des travailleurs. Il doit posséder les connaissances et les qualités indispensables pour assurer un contrôle technique en matière d'hygiène et de sécurité, pour donner à l'industriel tous renseignements utiles. Ses prescriptions doivent prendre la forme d'injonctions susceptibles de recours. Il doit acquérir par ses aptitudes et qualités morales la confiance de tous, jouer le rôle de médiateur dans les conflits du travail.

Son droit de visite jour et nuit doit être consacré par un texte formel et sanctionné pénalement. La prudence exige qu'il prête serment de ne pas révéler les secrets de fabrication dont il peut avoir connaissance.

En vue d'assurer l'uniformité dans l'application de la loi, il est désirable que tous les inspecteurs soient placés sous la surveillance générale d'un inspecteur capable et expérimenté. Autant que possible, le service doit être unifié et indépendant des autorités locales.

Vu la complexité des problèmes scientifiques et techniques qui se posent dans l'industrie moderne, il est souhaitable que des experts médecins, électriciens, mécaniciens ou autres soient désignés pour assister l'inspecteur.

Il est également nécessaire de faire appel aux femmes pour l'exécution de ce service.

Il est utile enfin que les inspecteurs rédigent périodiquement des rapports d'après une méthode commune, pour être internationalement comparables.

Ces préoccupations de l'O. I. T. ne sont que la généralisation de celles qu'ont éprouvées les grandes puissances industrielles au XIXème siècle. L'apparition et le développement de l'inspection du travail y ont marché de pair avec les progrès de l'industrialisation. Nous n'en prendrons comme exemple que l'Angleterre et la Belgique: la première parce qu'ayant été la première à constater les conséquences du machinisme de l'industrialisation et de la concentration, elle a été la première à tenter d'en atténuer les défauts; la seconde parce que sa mentalité est voisine de la nôtre et que les réformes qu'elle accomplit peuvent plus facilement nous servir de guide ou de modèles.

CHAPITRE I.

L'INSPECTION DU TRAVAIL EN ANGLETERRE

C'est en Angleterre qu'apparut d'abord le machinisme. Dès la fin du 18^{ème} siècle, né de l'industrie du coton avec l'intervention de la machine à filer, puis des métiers à tisser, il se répandit très vite dans toutes les industries textiles. La houille étant venue remplacer le bois, permit à la métallurgie de prendre un grand essor.

Enfin, la découverte de la machine à vapeur constitua la révolution qui devait bouleverser le régime de la production demeuré jusqu'alors essentiellement artisanal.

La première à essayer le machinisme, l'Angleterre devait en subir la première les conséquences néfastes. Chez elle, les abus se firent effroyables. La main-d'œuvre juvénile devint une source inépuisable et fort avantageuse pour les industriels qui spéculaient sur la modicité du salaire octroyé, pour exiger d'elle un travail d'une durée excessive au dessus de ses forces. De très jeunes et chétifs enfants étaient astreints à un labeur épuisant, dans une continuelle terreur des punitions corporelles qui ne leur étaient pas ménagées.

Le mouvement de protection en leur faveur débuta en 1796 avec le rapport d'un bureau sanitaire établi à Manchester, qui souleva l'indignation publique. Une épidémie chez les apprentis du Nord ayant causé de grands ravages, le législateur se décida à intervenir. Le *Mortal and Health act* du 22 juin 1802 vut voé,

ayant pour objet la protection sanitaire et morale des apprentis et autres personnes employées dans les filatures, tissages de coton et autres fabriques.

Cette loi, en outre, interdisait le travail nocturne aux apprentis, limitait la durée de leur travail à 12 heures par jour, et rendait obligatoire la fréquentation scolaire pendant les quatre années d'apprentissage. Son exécution fut confiée à des visitors, personnes disposées à remplir ces fonctions à titre honorifique, mais le résultat fut négatif.

De 1819 à 1833, diverses lois furent votées, mais demeurèrent inutiles faute d'un système de surveillance bien organisé.

Les intéressés eux-mêmes devaient dénoncer les infractions et la moitié de l'amende encourue devant leur être allouée à titre de récompense. Cela devait nécessairement aboutir à un échec, l'ouvrier n'osant entamer une semblable procédure et encourir le risque de perdre sa place.

Ces deux tentatives n'ayant pas réussi, la loi de 1833 décida la création d'un corps spécial chargé de veiller à l'exécution de toute mesure protectrice. Cette loi, dont l'objectif était la limitation de la durée du travail des enfants, conféra à 4 inspecteurs des pouvoirs importants. Ils eurent le droit de visiter tout établissement industriel, d'interroger, de condamner. Ils pouvaient promulguer des ordonnances en vue de l'application des lois, communiquer aux employeurs dans les cas particuliers les instructions nécessaires en vue de la prévention des accidents, intenter une action en dommages-intérêts en faveur des blessés en cas de sinistres.

Cette loi fut mal accueillie. Les restrictions qu'elle apportait au salaire familial en limitant la durée du travail des enfants, la firent blâmer dans les milieux ouvriers qui ne pouvaient concevoir une atteinte à leur liberté de travailler.

Les fabricants, de leur côté, n'admettaient pas les investiga-

tions de l'inspecteur et luttèrent contre cette loi qui, tout en légitimant leurs intérêts « constituait un danger national et devait finir par ruiner l'industrie anglaise sur le marché du monde. »

Les économistes eux aussi réprouvaient les interventions législatives « auxquelles les faits devaient donner tort puisqu'elles étaient établies contre les lois naturelles ».

Le gouvernement, sous l'influence de ces considérations diverses, n'osait prendre le parti d'imposer énergiquement le service qu'il avait créé.

Sans se décourager, les inspecteurs entreprirent de désarmer l'opposition qu'ils rencontraient de toutes parts. Grâce à leurs efforts intelligents, à la méthode persuasive et tenace qu'ils adoptèrent, l'hostilité s'évanouit peu à peu, l'opinion publique finit par s'habituer à ce régime nouveau et à souhaiter même son perfectionnement.

Une nouvelle loi fut édictée en 1844, elle assimilait les femmes âgées de plus de 18 ans aux young persons de 13 à 18 ans ; interdisait le travail de nuit de 8 h. 1/2 du soir à 5 1/2 du matin, en limitait la durée à 69 heures par semaine.

Cette loi précisait les attributions des inspecteurs et renforçait leurs pouvoirs, tout en restreignant leurs prérogatives administratives et judiciaires.

Une loi du 8 juin 1847 vint encore réduire le nombre d'heures de travail pour les femmes et les adolescents.

Malgré les progrès accomplis, les inspecteurs eurent encore beaucoup de luttes à soutenir. Des fabricants persuadaient leurs ouvriers que ces mesures législatives étaient contraires à leurs intérêts, les dressaient contre les inspecteurs, les forçaient à signer des pétitions destinées au parlement.

Pour aboutir plus efficacement, ils allèrent jusqu'à mettre en doute la probité de ces derniers, les accusèrent de tromper l'opinion en fournissant des rapports inexacts.

Ils congédièrent, d'autre part, les femmes, les enfants et eurent recours au système des faux relais.

A force de patience et d'énergie, les inspecteurs vinrent à bout de ces pratiques déplorables. Des lois survenues postérieurement renforcèrent à nouveau leurs pouvoirs et leur permirent de lutter sérieusement. Ils s'attaquèrent aux producteurs les plus importants ou les plus rebelles, les surveillèrent constamment, et finirent ainsi par obtenir l'exécution stricte de la loi. Redoutant la concurrence, ceux-ci devenaient leurs auxiliaires et réclamaient sans cesse une application uniforme des mesures protectrices.

Le service fut également secondé par les organisations ouvrières et l'opinion publique qui s'étaient ralliées à leur cause devant l'évidence des bienfaits engendrés par l'exécution de cette législation.

De plus en plus, se faisait sentir le besoin d'une application uniforme. Dans ce but fut centralisée l'inspection en 1871. La direction fut confiée à deux inspecteurs, Redgrave et Baker, auxquels on adjoint deux suppléants chargés des rapports immédiats avec le personnel de district. Plus tard, en 1878, Baker ayant résigné ses fonctions, Redgrave demeura seul directeur du service. Le pays fut divisé en cinq grandes sections, à la tête de chacune il y eut un *superintending inspector* ayant le devoir de contrôler les *inspectors of factories*.

En 1893, on créa une classe d'assistants recrutés parmi les ouvriers, à la suite d'un examen plus facile que celui imposé aux *inspectors*, et dont la principale attribution était la visite des ateliers. Ils pouvaient par la suite accéder au grade d'*inspectors*. La même année, furent créées des inspectrices qui, d'abord chargées d'enquêtes sur les conditions du travail féminin, furent par la suite assimilées aux *inspectors*. En 1898, on nomma un inspecteur médical placé immédiatement sous les ordres de l'inspecteur en chef.

ORGANISATION ACTUELLE

Au sommet de la hiérarchie, se trouve le chief inspector. Il réside à Londres, prépare tout le travail du ministre de l'intérieur dont il relève directement. Il rédige un rapport annuel sur l'application des lois, après examen de ceux émanant des superintending inspectors et des inspectors. Trois inspecteurs en chef adjoints le secondent, dont une inspectrice. Viennent ensuite les inspecteurs généraux placés à la tête des dix grandes subdivisions du pays.

A la tête de chacun, il y a un inspecteur général assisté d'une inspectrice. Quand c'est une femme qui a ce titre, elle est assistée d'un inspecteur. Les régions qu'ils administrent sont divisées en quatre-vingt-trois districts dont chacun possède un inspecteur principal responsable de l'administration, assisté d'autres inspecteurs. Des inspecteurs spécialistes: médecins, électriciens, techniciens, dépendent directement du chief inspector.

Dans les centres textiles, on trouve également des inspecteurs uniquement chargés de veiller à l'application de l'article 116 de la loi de 1901 sur les fabriques, qui a pour but de permettre aux ouvriers de vérifier leurs salaires, en exigeant de l'employeur des renseignements détaillés.

Les inspecteurs spéciaux d'accord avec l'inspecteur principal font des enquêtes dans son district et lui communiquent les copies de leurs rapports. Les inspecteurs divisionnaires effectuent des visites pour des missions déterminées, selon un programme convenu d'avance avec l'inspecteur principal, ce qui permet d'éviter le double emploi.

Grâce aux rapports régulièrement communiqués, aux rapports sur des problèmes spéciaux, aux conférences périodiques réunissant les inspecteurs généraux, l'inspecteur en chef est renseigné sur le fonctionnement du service.

Des médecins « Certifying surgeons », nommés par ce dernier, délivrent aux enfants, après examen, un certificat d'aptitude au travail. Ils font des enquêtes dans les industries insalubres, dans les cas d'empoisonnement professionnel, d'accidents, et veillent à la santé des travailleurs.

Les inspecteurs sont nommés après concours. Les candidats doivent de préférence avoir une culture scientifique et une expérience pratique des travaux industriels. Ceux qui sont admis, « les juniors », ne deviennent inspecteurs que deux ans après, à la suite d'un nouvel examen.

Les inspecteurs des fabriques sont chargés d'assurer l'application:

1^o) des lois sur les fabriques et les ateliers de 1901 à 1911, telles qu'elles ont été modifiées par la loi sur la notification des accidents de 1906;

2^o) la loi de 1916 sur la police des fabriques (disposition diverses);

3^o) la loi de 1920 sur l'emploi des femmes, des adolescents et des enfants;

4^o) la loi de 1920 sur l'emploi des femmes et des enfants dans les travaux du plomb;

5^o) les lois sur les écomats (Truck acts), dans la mesure où elles s'appliquent aux ouvriers des ateliers et des fabriques.

Ces lois sur les ateliers et fabriques ont une portée très étendue. Elles distinguent les fabriques (factories) des ateliers (workshops); tout local où l'on fabrique, prépare, etc... un article dans un but professionnel ou lucratif est une « factory » ou un « workshop ». En général, est une « factory » l'endroit où l'on utilise une force motrice, sinon il s'agit d'un « workshop ». Cette distinction a une importance : c'est aux autorités locales qu'incombe le soin de veiller aux conditions sanitaires des ateliers.

Ainsi, la compétence des inspecteurs s'étend en général des entreprises industrielles les plus importantes au travail à domicile. Pour ce dernier, en ce qui concerne les conditions sanitaires, ils sont remplacés par les autorités locales et ils peuvent être appelés à intervenir sur ce point lorsque celles-ci ne font pas leur devoir.

Ils sont chargés d'assurer l'application des Trucks Acts qui réglementent le paiement des salaires en espèces et les déductions effectuées sur les salaires.

Les inspecteurs doivent être informés de tous les accidents pour lesquels la loi prévoit la déclaration obligatoire. Ils sont tenus d'effectuer des enquêtes, d'en rechercher les causes et aussi les moyens d'en éviter le retour.

Tout en conservant sa mission primitive, qui est d'assurer l'observation de la loi, l'inspecteur a été amené à jouer de plus en plus un rôle d'expert en matière d'hygiène et de sécurité professionnelle. Non seulement les accidents, mais aussi les maladies professionnelles, rentrent dans son ressort.

Les inspecteurs peuvent entrer dans toute fabrique lorsqu'un travail s'y effectue. Avant d'infliger toute contrainte, ils doivent recourir aux tribunaux. Ils doivent poursuivre l'employeur délinquant en vue de lui faire infliger une amende, lorsque la violation est flagrante. Mais il leur est souvent nécessaire de s'en remettre au juge pour savoir si le fait incriminé est en contradiction avec la loi.

Avant de réprimer, l'inspecteur doit tâcher de conseiller, persuader l'industriel de l'avantage qu'il a à se mettre en règle. Il n'a pas le pouvoir de tolérer ou de défendre certains actes de sa propre initiative. C'est au secrétaire d'Etat qu'il appartient d'agir quand il est nécessaire de développer ou de modifier la législation, quand il est indispensable d'adopter des mesures pour protéger la santé ou la vie des ouvriers.

A côté du service officiel de l'inspection existe un système d'inspection facultatif. L'Association britannique pour la sécurité industrielle collabore dans une certaine mesure avec l'inspectorat des fabriques en ce qui concerne la prévention des accidents. Un ingénieur visite les usines de ses membres et suggère toute mesure préventive utile. Les chaudières à vapeur sont vérifiées par les organismes volontaires. Ceci n'exclut pas le contrôle des inspecteurs officiels qui ont le pouvoir d'apprécier la valeur des certificats présentés en se basant sur la compétence des experts.

CHAPITRE II.

L'INSPECTION DU TRAVAIL EN BELGIQUE

Comme dans les pays voisins, l'avènement du machinisme en Belgique modifia beaucoup la situation économique et son influence fut d'autant plus grande qu'elle se trouvait dans des conditions exceptionnelles dues à la richesse de ses gisements houillers.

Le principe de non intervention étant admis, de grands abus résultèrent d'un régime de liberté illimitée. Ceci provoqua une enquête en 1843 sur la condition des classes ouvrières, et plus particulièrement sur le travail des enfants. Dans le rapport publié en 1848 fut abordé le problème de l'inspection du travail. Pour que les lois ne demeurent pas impuissantes il faut une surveillance active. Il importe d'organiser une inspection sérieuse confiée à des agents rétribués, ayant libre accès dans toutes les entreprises, spécialement chargés de veiller à l'exécution des lois et règlements sur la police des manufactures, des fabriques et usines, de veiller à l'accomplissement de toutes les conditions de sécurité et de celles qui concernent le maintien du bon ordre, la santé des jeunes ouvriers et leur instruction.

Le projet de loi présenté à la suite de ce rapport n'aboutit pas. Vers 1882, une crise générale se produisit, engendrant la misère et de nombreuses grèves qui s'organisant sur divers points du territoire inspirèrent au gouvernement de vives craintes.

Une commission fut chargée d'étudier les mesures susceptibles

de donner satisfaction à la classe ouvrière. Une loi du 9 mai 1888 répondit aux propositions de cette commission. Elle était relative « à l'inspection des établissements dangereux, insalubres ou incommodes et à la surveillance des machines et chaudières à vapeur.

Les délégués du gouvernement avaient droit d'entrée dans tous les établissements et de constater les infractions par des procès-verbaux.

De nouveaux fonctionnaires furent créés par la loi du 13 décembre 1889 sur le travail des femmes et des enfants.

Mais cette inspection confiée à des agents exerçant d'autres fonctions (ingénieurs des mines ou des ponts et chaussées, commissions locales, agents de la police judiciaire) ne pouvait être efficace.

Le corps fut complètement réorganisé par un arrêté royal du 22 octobre 1895 complété par celui du 30 mars 1921 sur l'intervention des inspecteurs pour la conciliation en matière de litiges du travail.

Aux termes de l'arrêté de 1895, le service devait comprendre :

1 — des ingénieurs des mines chargés de veiller à la loi de 1889 sur le travail des femmes, des adolescents et des enfants dans les mines et carrières.

2 — un service d'inspecteurs comprenant des inspecteurs à l'administration centrale, des inspecteurs et des délégués résidant en province.

Sous le contrôle des inspecteurs à l'administration centrale, ces derniers eurent la surveillance de tous les établissements assujettis, le droit de relever les infractions, faire des rapports sur l'application de la loi.

Le 25 juin 1919 un arrêté institua un service médical du travail. La compétence relative à l'application des diverses mesures concernant la protection des ouvriers fut partagée entre les

ingénieurs et les inspecteurs médecins. Les premiers eurent le droit de demander la collaboration des inspecteurs médecins, ainsi que de les avertir des dangers au point de vue de l'hygiène, se révélant à eux.

Un nouvel arrêté du 20 septembre 1919 créa à la place des délégués un corps de contrôleurs placés sous les ordres des inspecteurs, mais ayant des droits identiques quant à l'accès des établissements et la constatation des infractions.

Leur compétence fut très limitée en matière d'hygiène et de sécurité. Ils devaient s'occuper principalement du travail des femmes, des enfants, du repos hebdomadaire, des règlements d'atelier, du paiement des salaires et du mesurage du travail.

Comme dans la plupart des pays au lendemain de la guerre, en Belgique l'évolution industrielle a été rapide et nécessité de multiples interventions étatiques en faveur de la masse ouvrière.

Le développement de la législation sociale nécessitant un contrôle plus étendu, un arrêté du 6 mars 1936 réorganisa le service qui en était chargé. Le but de cet arrêté est de lui donner une plus grande homogénéité, de grouper les différents services spécialisés sous une seule direction technique. Aux termes de l'art. 1^{er}, il est institué « une direction générale pour la protection du travail, au ministère de la Prévoyance Sociale ».

Elle se compose:

- 1 — d'un service technique,
- 2 — d'un service social,
- 3 — d'un service médical,
- 4 — d'un service des relations industrielles,
- 5 — d'un conseil de la protection du travail.

Ces services sont placés sous l'autorité d'un directeur général issu du service technique.

Le Service Technique comprend des ingénieurs appelés « ingénieurs pour la protection du travail » et des délégués techni-

ciens. Le service des ingénieurs, divisé en administration centrale à Bruxelles et en services dans les districts, est placé sous la direction d'un inspecteur général, ingénieur chef du service technique.

L'administration centrale a une mission de coordination, d'études et de contrôle. Les ingénieurs qui en font partie sont chargés de préparer ou modifier les règlements. Ils étudient le classement d'industries nouvelles, s'occupent de la prévention des accidents. Ils doivent procéder à des enquêtes de nature spéciale, centraliser la documentation technique utile au service dans les districts, centraliser les relevés des établissements, contrôler le service dans les districts.

A la tête de chaque district est un ingénieur en chef, directeur du travail, qui a sous ses ordres des ingénieurs principaux, des ingénieurs et des délégués ouvriers techniciens.

L'ingénieur en chef veille à la bonne marche du service, visite les établissements pour se tenir au courant de l'évolution industrielle, fournit à l'administration centrale les renseignements qui lui sont demandés.

Les ingénieurs principaux et les ingénieurs visitent les établissements, instruisent les demandes en autorisation qui leur sont confiées, pourvoient à l'application des clauses des arrêtés d'autorisation et des règlements généraux, et relèvent s'il y a lieu les infractions constatées par des procès-verbaux.

Le recrutement du corps des ingénieurs se fait par concours. Un diplôme d'ingénieur, dont l'obtention exige 5 années d'études au moins, délivré par une des facultés techniques, est nécessaire pour concourir.

Afin de seconder les ingénieurs dans le contrôle de l'application des lois, l'arrêté prévoit la nomination par le ministre de délégués pour les industries où leur utilité est reconnue (travaux dans les ports, le bâtiment, les industries électriques, du lin).

Les attributions de ces délégués consistent dans :

1° — l'examen des exploitations au point de vue de la sécurité et de la salubrité.

2° — la constatation des accidents et la recherche des causes les ayant provoqués;

3° — le signalement à l'ingénieur des infractions aux prescriptions légales;

4° — la suggestion des améliorations et les mesures préventives utiles.

Les délégués consacrent au moins 18 jours par mois pour visiter les établissements. Ils doivent, après chaque visite, consigner les résultats sur un registre spécial tenu au chef de l'exploitation, et adresser copie des observations insérées à l'ingénieur. Tout délégué doit subir un examen de capacité.

Service social des contrôleurs du Travail

Le corps des contrôleurs dépendant de la direction générale pour la protection du travail, est placé sous l'autorité d'un chef du service social à Bruxelles, qui est le conseiller juridique du directeur général. Il porte le titre d'inspecteur général, chef du service social pour la protection du travail.

Chaque district est dirigé par un contrôleur principal ou un contrôleur, qui a pour rôle de centraliser la surveillance de l'application des lois dévolue aux contrôleurs et contrôleuses placés sous ses ordres. Ceux-ci doivent lui signaler les infractions aux lois sur les pensions de vieillesse, les pensions des employés, les allocations familiales.

Le recrutement des contrôleurs se fait par voie de concours, parmi les ouvriers ou employés ayant fait un stage de 10 ans au moins dans une ou plusieurs entreprises soumises au contrôle du service social.

Service médical.

Les fonctionnaires du service médical, porteurs du diplôme de docteur en médecine-chirurgie, et accouchement, forment le corps des médecins pour la protection du travail, dépendent de la direction générale pour la protection du travail, et sont placés sous l'autorité d'un chef de service médical.

Le corps comprend des fonctionnaires de l'administration centrale et des fonctionnaires résidant en province.

Il a pour mission:

1^o — de surveiller et contrôler l'organisation par les chefs d'entreprise, de la tutelle sanitaire des apprentis et dont les modalités seront déterminées par un arrêté royal;

2^o — de collaborer à la bonne orientation professionnelle des apprentis;

3^o — d'étudier la physiologie et la pathologie du travail dans toutes ses modalités;

4^o — d'apporter le concours des connaissances particulières de ses agents à toutes les œuvres de prévoyance sociale;

5^o — de procéder au moins une fois par an à la visite médicale des personnes occupées dans les entreprises ou exerçant une profession reconnue comme étant susceptible de provoquer une maladie professionnelle réparée par la loi du 24 juillet 1927, et de tenir à jour un carnet de santé individuel portant le résultat de l'examen.

6^o — de propager dans le monde du travail les notions les plus utiles de prophylaxie professionnelle et de promouvoir l'emploi des moyens d'assainissement rationnel;

7^o — de surveiller l'exécution des dispositions réglementaires d'ordre médical.

Il peut être assisté d'infirmières visiteuses.

Service des relations industrielles.

Il forme une section du service social des contrôleurs du travail. La direction en est assumée par l'inspecteur général du service social.

Ce service a pour but d'établir des relations entre les organisations ouvrières et patronales par la constitution de commissions paritaires, de comités de conciliation et la conclusion de conventions collectives.

Conseil de la protection du travail.

Il est chargé de faire des propositions ou de donner son avis sur les réglementations nouvelles intéressant la sécurité des travailleurs.

Il se compose en nombre égal de représentants des ouvriers et de représentants des patrons, choisis parmi les organisations professionnelles les plus représentatives. Il est présidé par le directeur général de la protection du travail, ou par le chef du service intéressé.

Les agents chargés du contrôle ont droit d'accès dans tous les établissements assujettis et partout où les ouvriers peuvent travailler.

Les infractions sont constatées par des procès-verbaux qui doivent être transmis aux Procureurs du roi et qui font foi jusqu'à preuve contraire. Il incombe au patron de prouver que la poursuite est mal fondée.

Les autorités de police sont compétentes à côté des inspecteurs, pour relever et poursuivre les infractions aux lois sociales.

DEUXIEME PARTIE

L'INSPECTION DU TRAVAIL EN FRANCE

CHAPITRE I.

FAUT-IL CONSIDERER LES INSPECTEURS DES MANUFACTURES COMME LES ANCETRES DES INSPECTEURS DU TRAVAIL ACTUELS ?

Faut-il considérer notre inspectorat du travail comme une innovation récente? En remontant le cours des âges, nous trouvons également des agents gouvernementaux, gardes jurés, inspecteurs des fabriques, dont la fonction paraît avoir quelque analogie avec celle des inspecteurs modernes.

Au XIII^{ème} siècle, nous voyons apparaître cette institution qui, selon Bacquie, peut être considérée comme la préface historique de notre service actuel.

Sous Philippe-Auguste, une charte de 1204 nomme quatre gardes jurés chez les tisserands d'Etampes. Ceux-ci, après avoir prêté serment au roi, devront administrer les affaires du métier, veiller à ce que la fabrication soit loyale, à ce que le travail commence et cesse à des heures réglementaires.

Leur nombre fut accru par la suite sous Jean le Bon, Henri III, Henri IV. Ils eurent pour mission de communiquer aux maîtres les règlements édictés, d'aller en vérifier l'application, et de transcrire sur des registres les résultats de leurs enquêtes.

Dans les communautés de femmes, ces attributions furent confiées à des maîtresses jurées ou preudes femmes. Colbert devait plus tard faire de ces gardes jurés les auxiliaires des inspecteurs. Sous Richelieu, l'inspection des manufactures était un office héréditaire. Les marchands ne tardèrent pas, en 1645, à se débarrasser du contrôle des auneurs, inspecteurs de toile, marqueurs visiteurs de drap, en rachetant l'office.

Ce fut seulement le 13 août 1669 que fut créée par Colbert un véritable service d'inspecteurs, d'abord connus sous le nom de commis, appelés plus tard inspecteurs des manufactures ou inspecteurs des fabriques.

L'industrie française, prospère sous Henri IV, périlait sans cesse. Aussi, Colbert, désireux de lui donner un nouvel essor, de rétablir la balance du commerce, de concurrencer l'industrie étrangère, entreprit de réglementer minutieusement la production. Pour discipliner les fabricants rebelles, qui supportaient malaisément de pareilles entraves à leur liberté, le ministre de Louis XIV confia à ces agents la tâche délicate et ardue de veiller à l'observation stricte des nouveaux règlements.

Des inspecteurs généraux avaient pour charge, en dehors de la préparation des règlements, de renseigner le pouvoir central sur l'importance de chaque industrie et les lieux les plus propres à la création de nouvelles manufactures.

Un arrêt du conseil, du 21 décembre 1736, les remplaça par des inspecteurs ambulants, qui devaient veiller à l'exécution des règlements par de fréquentes visites.

Des inspecteurs techniciens devaient surveiller et améliorer la technique de l'industrie dans tout le royaume.

Des inspecteurs ordinaires enregistraient les nouveaux règlements, vérifiaient la quantité, la qualité des étoffes, contrôlaient les registres des gardes jurés. Ils s'assuraient si les fabricants étaient membres de la corporation et possédaient un certificat

de maîtrise. Ils percevaient les droits de marque, ce qui engageait leur responsabilité. Ces inspecteurs s'occupaient également du paiement des salaires aux ouvriers, intervenaient dans des grèves.

Des inspecteurs particuliers, dont la nomination pouvait être faite par des états provinciaux ou des pays d'élection, étaient spécialisés dans la surveillance des papiers, l'industrie des cuirs, du savon, etc...

Vers 1740, furent créés des sous-inspecteurs, sortes de s'agiaires, appelés à devenir inspecteurs. Ils contrôlaient toutes les matières servant à la fabrication des étoffes et dressaient des procès-verbaux de saisie de tout ce qui était en contravention aux règlements.

Il y avait aussi des é'èves inspecteurs qui devaient faire une sorte d'apprentissage. Ils devaient commencer par s'instruire de ce qui concerne les fabriques en général. Ils pouvaient être placés dans quelque petite inspection en qualité de sous-inspecteurs, en attendant d'acquérir les connaissances suffisantes pour accéder au grade d'inspecteur.

En 1671, Colbert fit des gardes jurés de véritables agents de l'autorité royale. Ils durent faire des visites et adresser des rapports aux inspecteurs des manufactures. Ils exerçaient une surveillance directe chez les marchands et fabricants. Chacun avait une marque, portant son nom, qu'il devait apposer sur la toile contrôlée. Leur responsabilité pouvait être mise en jeu par les inspecteurs chargés de les surveiller. Aussi en résultait-il entre eux des relations peu courtoises et des heurts fréquents.

Un examen était nécessaire pour être nommé inspecteur. Il arrivait cependant que la nomination était faite par recommandation.

L'inspecteur recevait de l'intendant une commission qui con-

tenait le dénombrement des lieux la composant. La prestation de serment était nécessaire.

Toutes les instructions, règlements ou circulaires intéressant le service lui étaient communiqués. Il devait les conserver et les remettre à son successeur avec un inventaire.

Sauf dans quelque régions manufacturières importantes, il n'y eut qu'un seul inspecteur par intendance.

Les inspecteurs n'étaient pas rétribués directement par l'Etat. Lors de l'apposition sur les étoffes du plomb de contrôle et de garantie, les gardes jurés percevaient un droit de marque (droit de bouillie en Languedoc). Ils étaient rémunérés sur le montant global de la recette et cela n'allait pas sans soulever de grandes difficultés avec les gardes. Dans certaines régions, dans les pays d'élection, par exemple, les Etats fournissaient eux-mêmes les appointements nécessaires.

Pour mettre un terme aux conflits suscités par ce mode de rétribution, il fut créé une caisse générale du droit de marque, dont la perception fut confiée à des agents particuliers.

Les inspecteurs pouvaient en outre recevoir des gratifications. Ils bénéficiaient de la franchise postale, de congés, d'une retraite. Ils étaient exempts d'impôts et de toute charge publique.

Comme nous l'avons vu, leur tâche essentielle était la surveillance de l'application des règlements édictés en vue de la meilleure fabrication possible :

« L'inspecteur est l'homme envoyé dans les provinces pour examiner l'état des arts et du commerce, pour observer les causes de la lenteur des progrès dans les différentes parties, pour indiquer et rechercher les moyens propres à leur donner de l'extension et à les conduire à la perfection dont elles sont susceptibles. » (Encyclopédie méthodique).

Ils s'occupaient aussi du paiement des salaires, de la limitation des heures de travail, du règlement des conflits. Ils devaient

avoir une compétence très vaste, leurs fonctions étant très étendues. Elles s'appliquaient non seulement à l'industrie textile, mais à toutes les fabrications.

Ils effectuaient des visites nombreuses dans toutes les fabriques publiques ou privées, à toute heure du jour et de la nuit. Une ordonnance du 28 juillet 1731 leur conférait même le droit de forcer les portes quand l'accès d'un établissement leur était refusé. Accompagnés de gardes jurés, ils visitaient les foires et donnaient à leur suite toutes sortes de renseignements.

En cas d'infraction, ils dressaient procès-verbal. La répression des contraventions appartenait à la juridiction administrative.

Les inspecteurs des manufactures, au cours de leurs tournées recueillaient une documentation précise et détaillée relative à chaque industrie et à la production de chaque établissement. Ils devaient aussi fournir des rapports, des états périodiques de leurs visites, dresser des statistiques, faire des enquêtes.

L'exercice de cette fonction nécessitait de sérieuses qualités intellectuelles. Les inspecteurs devaient s'intéresser à la technique industrielle, exercer leur esprit inventif, chercher de nouvelles méthodes susceptibles d'améliorer les procédés de fabrication. Ils faisaient en outre œuvre de vulgarisation, en essayant de répandre chez les fabricants les nouvelles machines dont ils avaient connaissance, en publiant des ouvrages sur des questions industrielles ou commerciales.

Ces inspecteurs ont soulevé de nombreuses critiques. Ils ne furent pas, dit-on, à la hauteur de la tâche qui leur était dévolue. Les grands employeurs achetaient leur silence ou déroutaient habilement leurs investigations. Il faut reconnaître cependant que leur mission était pénible. On s'en prenait à eux des règlements qu'ils étaient chargés d'appliquer. Ils avaient à subir toutes sortes d'injures et de mauvais traitement même.

Les juges, d'autre part, loin de les seconder, les blâmaient

parfois, ou bien ne se conformaient pas aux règlements et se prononçaient avec une partialité évidente.

Du côté des pouvoirs publics, le service ne trouva pas non plus, l'aide qu'il était en droit d'attendre. Des instructions souvent contradictoires, le manque d'unité de direction, paralysèrent son activité.

Cependant, malgré toutes ces difficultés, ils firent œuvre utile. Grâce à la mise en application des règlements, aux conseils qu'ils surent donner aux fabricants, la production française atteignit un degré remarquable de perfection.

A la fin du XVIII^{ème} siècle, le service n'existait plus que de nom. Une loi du 27 septembre 1791 supprima alors les bureaux établis pour la visite et la marque des étoffes, ainsi que les inspecteurs préposés à ce service. Un demi siècle plus tard, on devait essayer de reconstituer la fonction, lors du vote de la loi de 1841. On n'y parvint définitivement qu'après le vote de lois nouvelles en 1874, puis en 1892.

Il existe entre le corps actuel des inspecteurs et celui de l'ancien régime des ressemblances frappantes, tant au point de vue de leur mission générale que de leurs droits, de leurs pouvoirs et du fonctionnement du service.

L'un et l'autre ont une mission de surveillance, une mission d'intérêt général. Pour s'en acquitter ils ont le droit de pénétrer dans tout établissement assujéti et de constater les infractions par des procès-verbaux.

Comme leurs prédécesseurs, nos agents inspectoraux doivent avoir une compétence étendue. Dans les questions d'hygiène, ils exercent aussi leur surveillance sur la technique industrielle. Ils doivent également fournir des états mensuels de leurs visites, des travaux, des mémoires, faire des enquêtes, dresser des statistiques.

Ils ont eu aussi à vaincre dans les débuts l'hostilité des patrons

et leurs rapports avec les juges et l'administration n'ont pas toujours facilité leur tâche. Ils ont su néanmoins user de patience, de courage, pour triompher des difficultés et répondre admirablement au vœu du législateur.

Malgré ces analogies, il est une différence profonde entre ces deux institutions, différence qui vient de ce que l'état d'esprit ayant inspiré leur création n'est pas le même. Sous l'ancien régime, le but poursuivi était d'ordre économique, mercantile ; de nos jours, le but est social, humanitaire.

Sans doute, l'inspecteur des fabriques ne demeurerait-il pas indifférent au sort des ouvriers. Il s'occupait du paiement des salaires, intervenait dans les conflits. Mais ce n'était là qu'une tâche accessoire. L'Etat se préoccupait avant tout, à cette époque, de la production. Les divers règlements, minutieux, extrêmement variés, dont l'exécution devait être contrôlée par les inspecteurs, avaient tous pour but de réaliser la meilleure qualité du produit, et lui assurer la primauté sur le marché international.

Aujourd'hui, au contraire, sous l'influence croissante des idées démocratiques, le travailleur est protégé avant tout. L'inspecteur du travail doit faire respecter les lois tutélaires édictées en sa faveur.

« Ce n'est plus la fabrication qui est réglementée, c'est le travail. Ce n'est plus le consommateur qui est protégé, c'est l'ouvrier. » (Lenoble).

CHAPITRE II

HISTORIQUE DE L'INSPECTION DU TRAVAIL

Avant d'arriver à sa forme actuelle, le service de l'inspection en France dut subir diverses transformations correspondant à des besoins nouveaux.

De même qu'en Angleterre, on essaya primitivement de confier le soin de faire observer les prescriptions légales à des agents non spécialisés et non rétribués. Cette tentative échoua. On comprit alors la nécessité qu'il y avait, pour obtenir de bons résultats, de créer un corps de fonctionnaires salariés, uniquement chargés de faire respecter la législation protectrice des travailleurs. La loi du 19 mai 1874, réalisa ce progrès et fut ensuite complétée par la loi du 11 novembre 1892 qui a été incorporée dans le code du travail, livre II, art. 93 et suivants.

Essai d'une organisation de l'inspection

C'est avec la loi du 22 Mars 1841 que furent posées les premières assises du régime social contemporain. Elle fut un premier pas, timidement esquissé, dans la voie de la régénération physique et morale des classes laborieuses.

Un grand mouvement de propagande et de lutte entrepris par des philanthropes et des manufacturiers, précéda cette loi. Dès 1827, la Société industrielle de Mulhouse avait jeté un cri d'alarme. Une enquête fut décidée auprès des chambres de com-

merce, des conseils de prud'hommes, des conseils généraux de l'Agriculture et du commerce. De son côté, l'Académie des Sciences morales et politiques, chargea d'enquêter sur le sort de la classe laborieuse, deux de ses membres, Benois-on et Villermé.

Les travaux de ce dernier eurent une influence considérable. Ils firent ressortir l'urgence d'une loi destinée à prévenir le dépérissement effrayant de la population infantile. Des enfants de 6, 7 et 8 ans « restent de 16 à 17 h. debout, sans presque changer de place, ni d'attitude, ce n'est plus là un travail, une tâche, c'est une torture. » Pour arriver à l'usine et retourner le soir chez eux, ils doivent souvent parcourir de longues distances. « Il faut voir cette multitude d'enfants, maigres, haves, couverts de haillons, qui s'y rendent pieds nus par la pluie et la boue, portant à la main, et quand il pleut sous leur vêtement devenu imperméable par l'huile des métiers, tombée sur eux, le morceau de pain qui doit les nourrir jusqu'au retour ». (1).

Ces quelques lignes suffisent à nous donner une idée des conditions inhumaines dans lesquelles se trouvaient ces enfants à un âge où ils devaient jouir des sollicitudes maternelles, s'ébattre en liberté, développer harmonieusement leurs facultés morales et physiques.

Misère de l'enfance, dépérissement de la race, développement de la criminalité, voilà ce qui ressortait des enquêtes.

La simple humanité commandait d'agir. L'avenir du pays, menacé de la disparition d'hommes forts et valides, exigeait un remède immédiat à ces abus. Aussi, le gouvernement se décida-t-il à intervenir. L'élaboration de la loi fut pénible, elle dura 14 mois. Le projet présenté à la chambre des Députés, puis à la chambre des Pairs, subit diverses modifications.

¹ Villermé. Tableau de l'état physique et moral des ouvriers employés dans les manufactures, tome II.

La discussion fut particulièrement vive sur la question de savoir à qui serait confié le soin de faire respecter la loi nouvelle. Chacun était d'accord sur la nécessité, mais de profondes divergences s'accusaient quant au choix des inspecteurs. La mission était délicate et l'on manquait d'expérience.

La Chambre des Pairs désirait qu'elle fut confiée aux Préfets, aux sous-Préfets, ou aux Maires, ou encore aux Inspecteurs de l'instruction primaire — solution qui avait l'avantage de permettre des économies. D'autres proposaient les conseillers d'arrondissement, les officiers de police judiciaire.

La majorité se prononçait en faveur de l'institution d'un corps d'agents spéciaux qui se consacraient entièrement à leur tâche. Mais leur choix soulevait encore un problème délicat, cette fonction exigeait beaucoup de souplesse, de tact, de discrétion.

Enfin, ces agents seraient-ils rétribués ou non ?

L'accord ne pouvant se réaliser, la Chambre adopta l'art. 10 du projet dont la généralité de rédaction donnait au gouvernement toute latitude.

« Le gouvernement, disait cet article, établira des inspecteurs pour surveiller et assurer l'exécution de la présente loi. Les inspecteurs pourront dans chaque établissement se faire représenter les registres, les règlements intérieurs, les livres des enfants et les enfants eux-mêmes; ils pourront se faire accompagner par un médecin commis par le Préfet, en cas de contravention ils dresseront des procès-verbaux qui feront foi, jusqu'à preuve du contraire. »

Conçu en termes très vagues, ce texte laissait donc au gouvernement le soin d'organiser l'inspection chargée de veiller à l'exécution de la loi.

Celle-ci apportait des tempéraments à l'emploi des enfants dans les manufactures, usines, ateliers à moteur mécanique ou à feu continu. « Les enfants de 8 ans au moins ne devront pas

être employés plus de 8 heures ; de 8 à 12 ans, pas plus de 12 heures ; de 12 à 16 ans ne pourront travailler que de 5 h. du matin à 9 h. du soir. »

Cette loi très imparfaite ne devait pas être appliquée, faute d'une inspection sérieusement organisée.

Cunin Gridaine recommandait, dans une circulaire, de choisir « des inspecteurs haut placés dans l'estime et la confiance de leurs citoyens, qui feraient bénévolement leur travail et agiraient surtout par prestige de leur personne. ».

Le gouvernement, en effet, adopta le système de la gratuité, créa des commissions composées d'hommes réputés par leur honorabilité et leur bienfaisance, fonctionnaires, anciens industriels, ministres du culte, etc. . . Ceux-ci firent preuve de bonne volonté mais leur action demeura inefficace, car ils étaient incompétents et d'autre part soucieux de ménager les susceptibilités.

Le gouvernement fit alors appel aux vérificateurs des poids et mesures, aux inspecteurs de l'instruction primaire, mais le rôle de ceux-ci, déjà surchargés de besogne, fut stérile.

Plusieurs inspecteurs, en présence de la vanité de leurs efforts, se découragèrent. Sur 48 inspecteurs, 20 donnèrent leur démission.

De sorte qu'en 1847, M. Dupin pouvait dire à la Chambre des Députés : « Depuis six ans la loi échoue, d'abord exécutée un peu, puis de moins en moins, on a fini par la déclarer inexistante parce que nous n'avons pas institué des inspecteurs puissants, indépendants et respectés comme ceux de l'Angleterre. »

Un nouveau projet de loi fut alors conçu, qui posait le principe d'une inspection salariée, mais les événements politiques de 1848 firent obstacle à sa réalisation.

En 1860, le Conseil d'Etat, après une enquête, conclut également à la nécessité de rétribuer les inspecteurs, si l'on voulait en obtenir un rendement efficace. Son projet soumis au ministre du Commerce et des Travaux publics ne fut pas retenu.

Après avoir à nouveau demandé leur avis aux chambres consultatives des arts et manufactures, et aux conseils généraux, le gouvernement prit un décret en décembre 1868 par lequel il confiait aux inspecteurs des mines la surveillance et l'inspection du travail des enfants dans les manufactures. Mais ceux-ci, dont les occupations étaient multiples, ne donnèrent pas satisfaction.

En 1870, le gouvernement impérial déposait un projet, mais la guerre en empêcha la discussion.

Ainsi donc, la tentative faite en 1841 échoua. Les départements du Nord, du Pas de Calais, de la Somme, de la Seine-Inférieure, prirent l'initiative d'organiser l'inspection locale salariée, qui donna des résultats significatifs. Mais partout ailleurs la loi ne fut pas appliquée, et l'insuffisante protection accordée par le législateur fut loin d'être réalisée.

Première organisation du service.

En juin 1871, Joubert soumettait à l'Assemblée nationale un projet ayant pour but de réglementer le travail des enfants et des femmes.

Pour surveiller l'exécution de la nouvelle mesure protectrice, Tallon, rapporteur, demandait que l'on instituât à l'exemple de l'Angleterre une inspection spéciale. Le projet divisait la France en 15 circonscriptions, à la tête desquelles seraient placés des inspecteurs salariés. Ceux-ci devaient être secondés par des commissions locales. Au-dessus, une commission supérieure devait assurer l'unité de vues et de direction nécessaire au bon fonctionnement du service.

Plusieurs délibérations eurent lieu et divers amendements furent proposés. Monnet proposa la nomination d'un inspecteur général chargé de surveiller, de contrôler, de diriger le service. D'autres proposèrent de confier l'inspection aux officiers de police judiciaire, aux inspecteurs primaires, aux ingénieurs des mines.

Joubert déclara que la loi nouvelle ayant un but préventif non seulement répressif, on ne pouvait investir ces fonctionnaires d'une mission exigeant beaucoup de loisirs et des connaissances industrielles variées. Celles-ci ne manquaient certainement pas aux ingénieurs des mines, mais leur nombre déjà insuffisant ne leur permettait pas d'assumer de nouvelles fonctions.

Pour que la loi proposée ne demeura pas lettre morte, il était indispensable de nommer des agents spéciaux. Cette loi fut enfin votée le 19 mai 1874. Elle instituait des agents d'exécution et des commissions de contrôle.

Au premier rang des agents d'exécution venaient 15 inspecteurs divisionnaires « du travail des enfants et des filles mineures ». Nommés par le gouvernement, ils étaient choisis sans examen préalable sur une liste de présentation, composée d'ingénieurs civils, d'élèves diplômés de l'école centrale des arts et manufactures, de l'école des mines, d'industriels qui avaient dirigé des établissements importants, d'inspecteurs départementaux ayant exercé au moins trois ans.

L'inspecteur divisionnaire avait accès dans tous les établissements, manufactures, usines, chantiers, ateliers, visitait les enfants, exigeait la présentation du registre, des livrets prévue par l'art. 10 de la loi. Toute contravention était constatée dans un procès-verbal qui faisait foi jusqu'à preuve contraire ; des rapports mensuels rendaient compte de la manière dont étaient observées les prescriptions légales.

Pour seconder les inspecteurs divisionnaires, la loi avait prévu,

dans son art. 21, des inspecteurs départementaux nommés et rétribués par les conseils généraux et relevant du Préfet. En vue d'assurer l'unité d'action, ils devaient communiquer aux inspecteurs divisionnaires leurs procès-verbaux avant de les transmettre au Parquet.

A côté des inspecteurs, le législateur de 1874 conservait les commissions locales, mesure dictée par des raisons à la fois budgétaires et décentralisatrices. Elles étaient composées de 5 à 7 membres recrutés par le Préfet sur une liste de présentation arrêtée par le conseil général. Renouvelables tous les 5 ans, elles devaient comprendre au moins un ingénieur de l'Etat-civil, un inspecteur primaire, un ingénieur des mines.

Elles avaient pour but, aux termes de l'art. 20:

1^o) de veiller à l'exécution de la loi;

2^o) de contrôler le service de l'inspection;

3^o) d'adresser au Préfet des rapports concernant le service, qui devaient être transmis au ministre et communiqués à la commission supérieure.

Eveiller dans les milieux ouvriers et patronaux le sentiment de l'utilité de la loi, telle était leur mission, beaucoup plus préventive que répressive. Elles devaient être les auxiliaires des inspecteurs et avaient à leur égard un droit de contrôle purement moral.

L'art. 23 prévoyait enfin la création d'une commission supérieure, chargée de compléter en dernier ressort les moyens de contrôle du service et d'assurer l'uniformité dans l'application de la loi.

Ses membres, au nombre de 9, élus pour trois ans, étaient désignés par le Président de la République, sur la présentation du ministre du Commerce.

Son rôle était:

1^o) de veiller à l'application uniforme de la loi;

2°) de donner son avis sur tous les règlements à faire et généralement sur les diverses questions intéressant les travailleurs protégés;

3° d'arrêter les listes de présentation des candidats pour la nomination des inspecteurs divisionnaires.

Elle devait enfin adresser tous les ans un rapport au Président de la République sur les résultats de l'inspection.

Après avoir étudié l'organisation nouvelle donnée à ce service, nous allons examiner les résultats obtenus.

En 1875, la commission supérieure, dans son rapport déclarait : « Quoique les résultats obtenus après une expérience de quelques mois ne soient pas encore très appréciables, on peut dire que cette première application de la loi du 19 mai 1874 marque un pas définitif. Dans un avenir prochain, grâce au travail coordonné des inspecteurs aidés du concours des commissions locales, et surtout grâce à l'esprit patriotique éclairé qui anime les industriels eux-mêmes, les bienfaits de la loi auront pénétré partout ».

Au cours des années suivantes, de sérieux progrès furent constatés.

« Aujourd'hui, disait la commission supérieure en 1877, l'expérience est faite. La loi de 1874 est entrée dans les mœurs de la grande industrie, et elle y a désormais droit de cité ».

Sur cent mille établissements environ soumis aux lois de 1848 et 1874, 65.259 ont été visités en 1888, et il a été procédé à 11.630 contre-visites. Depuis l'organisation du service, le nombre de visites opérées avait augmenté régulièrement.

La Commission supérieure rendait hommage au zèle déployé par les inspecteurs divisionnaires auxquels incombait une lourde tâche. La loi du 16 Février 1833 avait étendu leurs attributions en leur donnant le soin de veiller à l'exécution de la loi du 9 Septembre 1848, jusque là demeurée en fait inappliquée.

Pour suppléer à l'inertie des auxiliaires que la loi leur avait assignés et à leur insuffisance numérique, ils firent de très louables efforts. La Commission supérieure réclamait sans cesse l'augmentation de leur nombre, qui, porté à 21 en 1885, demeurait cependant très insuffisant, eu égard à l'étendue du territoire et au nombre des établissements soumis à leur contrôle.

De nombreux départements s'étaient abstenus de répondre au vœu du législateur et n'avaient pas nommé d'inspecteurs, de sorte que les petits ateliers se trouvaient échapper à toute contrainte.

Il faut signaler l'heureuse initiative que prit le Conseil général de la Seine en nommant des femmes inspectrices. Cette désignation, non prévue légalement, fut contestée, mais par la suite approuvée par un arrêt de la Cour de Paris, qui leur reconnut le droit de pénétrer dans les ateliers au même titre que les inspecteurs. Cette innovation fut d'ailleurs couronnée de succès, les inspectrices témoignèrent d'un zèle fort éclairé et rendirent d'incontestables services.

Les commissions locales furent loin de répondre à l'attente du législateur. Sauf sur quelques points, leur fonctionnement demeura insuffisant. En 1875 et 1876, elles étaient organisées presque partout, mais beaucoup ne furent pas reconstituées à l'expiration des cinq ans. Quelques-unes, cependant, notamment celles de la Seine, Reims, Troyes, Rouen, Toulouse, remplirent convenablement leur mission et apportèrent aux inspecteurs un concours efficace.

Le Conseil général de la Seine créa des commissions de dames spécialement destinées à la surveillance des ateliers composés de jeunes ouvrières. Ces commissions rendirent de grands services. Leur collaboration fut précieuse aux inspectrices. Elles s'occupèrent avec beaucoup de dévouement, des intérêts matériels et moraux de l'enfance.

La Commission supérieure apporta un concours important en publiant régulièrement des rapports sur l'activité du service, en stimulant le zèle des agents. Grâce à son initiative, furent pris des règlements complémentaires de la loi. Elle ne cessa de rechercher les progrès et les améliorations nécessaires.

Sans aucun doute, en 1874, un progrès très sensible a été réalisé sur la législation antérieure. Mais l'expérience révéla de nombreuses lacunes qu'il était nécessaire de combler.

Outre l'insuffisance numérique des agents, la Commission supérieure dénonçait comme cause de faiblesse, le manque d'homogénéité du service.

Les inspecteurs divisionnaires dépendaient des autorités centrales, les inspecteurs départementaux des autorités décentralisées, ceci créait une dualité fort préjudiciable à l'unité de vue et d'action.

Ayant une tâche trop lourde, l'inspecteur divisionnaire ne pouvait contrôler l'inspecteur départemental, qui se trouvait ainsi abandonné à lui-même, à ses propres inspirations. Il en résultait une grande inégalité dans l'application de la loi; dans certaines régions, les procès-verbaux étaient dressés fréquemment, alors qu'ils étaient très rares dans d'autres.

Par ailleurs, les commissions locales en activité n'ont pas toujours bien compris leur rôle. Sous prétexte de contrôler les inspecteurs, elles s'immisçaient dans leur service, énervaient les industriels par des visites trop fréquentes et trop formalistes, donnaient des interprétations souvent fantaisistes et contradictoires. Leur action devenait ainsi néfaste et préjudiciable à l'application de la loi.

Des heurts se produisaient entre les industriels membres des commissions et les industriels soumis à leur surveillance; ceux-ci redoutant à juste titre l'investigation de concurrents susceptibles d'utiliser ou de divulguer leurs procédés de fabrication. Il

était en outre deux défauts inhérents à la composition de ces commissions, qui en faisaient des auxiliaires très imparfaits. Leurs membres recherchaient plutôt une distinction honorifique qu'une mission sociale à remplir. Recrutés dans des localités où ils exerçaient, ils ne pouvaient avoir l'autorité, l'indépendance voulues pour agir efficacement :

« Ces hommes influents, aux puissantes relations de famille, engagés dans de multiples compromissions politiques ou personnelles, peut-on les imaginer suffisamment courageux et impartiaux pour qu'ils sacrifient leurs amitiés, leurs parents, leurs relations, leur popularité, leur influence au scrupuleux accomplissement d'un devoir pour lequel aucune reconnaissance, ou rémunération, ne leur reviendra ». ⁽¹⁾

Ces agents, d'autre part, avaient des occupations personnelles; ils n'avaient pas les connaissances techniques indispensables pour le contrôle d'un établissement industriel, et puis, enfin, totalement dépourvus de responsabilité, non rétribués, pouvait-on les supposer assez consciencieux dans l'exercice de leurs fonctions?

Sans doute, au début, pleins d'enthousiasme, de désintéressement, trouvèrent-ils dans la satisfaction du bien accompli une suffisante rémunération de leurs peines. Mais cet enthousiasme peu à peu dut s'évanouir en présence des nombreux obstacles à vaincre et ils ne tardèrent pas à se détourner de cette œuvre.

En 1892, la plupart des commissions ne fonctionnaient plus. Leur inaction était évidente et leur abolition ne souleva aucune difficulté.

¹ Overberg's. L'Inspection du Travail.

CHAPITRE III

ORGANISATION ACTUELLE DU SERVICE DE L'INSPECTION

En présence des lacunes que révélait l'application de la loi de 1874, diverses propositions furent émises en vue de la modifier.

Une commission, dont le rapporteur fut M. Wadington, se chargea de les étudier et soumit un projet à la Chambre en 1881.

Les amendements proposés essayèrent d'établir l'inutilité du service de l'inspection, et de confier ses attributions aux officiers de police judiciaire, ou bien encore aux délégués mineurs qui, élus par les ouvriers, étaient les plus aptes à surveiller l'exécution des prescriptions légales.

Le mode de nomination et de rétribution des inspecteurs suscita aussi des controverses. En vue d'établir un lien entre l'inspecteur départemental et le Ministre, on proposa la création d'un inspecteur général qui veillerait à l'interprétation uniforme de la loi. Aucune des modifications suggérées ne fut réalisée et la Chambre adopta presque intégralement le texte du projet.

Cette loi du 2 novembre 1892 allait donner à l'inspection du travail une impulsion nouvelle. Elle réorganisa le service sur des bases beaucoup plus larges, tout en lui assurant une plus grande homogénéité. Inspecteurs divisionnaires et départementaux auront désormais une origine commune, recevront une même impulsion du pouvoir central.

Consacrant et généralisant l'initiative du Conseil général de la Seine la loi de 1892 a admis les femmes au même titre que les hommes à l'exercice de cette fonction. Ceci n'alla pas sans soulever maintes critiques. La femme, disait-on, est inapte à l'accomplissement d'une telle mission qui exige beaucoup de tact, de patience, de fermeté. Elle manque de sang-froid, est facilement irritable. Elle a tendance à être partiiale, tracassière, trop préoccupée du détail. Or, la femme inspectrice s'est révélée à l'expérience comme une auxiliaire précieuse. Elle a fait preuve de beaucoup de souplesse, de doigté et de zèle. Les services qu'elle avait rendus pour la découverte extrêmement difficile et le contrôle des ateliers féminins, et l'extension de la législation ouvrière à la femme adulte, justifièrent suffisamment son maintien dans ce service.

Les art. 17 à 22 de cette loi, relatifs à l'organisation du corps, ont été incorporés avec quelques modifications dans le Code du Travail, Livre II, art. 93 et suivants. Cette réglementation elle-même a été complétée par de nombreux décrets.

Le corps des inspecteurs comprend :

1^o) des inspecteurs divisionnaires;

2^o) des inspecteurs ou inspectrices départementaux, placés sous l'autorité de l'inspecteur divisionnaire. (Art. 100 du Code du Travail. Livre II).

La direction administrative de l'inspection est assurée par le directeur du travail, qui remplit en quelque sorte à l'égard des inspecteurs divisionnaires le rôle d'inspecteur général. Il exerce vis-à-vis d'eux un contrôle comparable à celui que ceux-ci ont sur les inspecteurs départementaux, mais moins fréquent. Sous sa présidence ou celle des chefs de services, ont lieu des conférences annuelles réunissant des inspecteurs divisionnaires, en vue d'assurer l'uniformité dans l'application des lois et faire disparaître les divergences d'interprétation.

L'inspecteur divisionnaire a pour rôle de contrôler, centraliser, diriger l'activité des inspecteurs départementaux. C'est par son intermédiaire que ceux-ci reçoivent les instructions du ministère et transmettent au Parquet leurs procès-verbaux.

Il a droit d'accès dans tous les établissements en vue de vérifier le fonctionnement du service. Il peut aller rejoindre un inspecteur au cours de sa tournée, se réserver un certain nombre de visites particulièrement difficiles, certaines enquêtes, le contrôle de l'installation d'outillages nouveaux, etc... S'il constate des irrégularités dans le service, il a le devoir de provoquer les explications du fonctionnaire en faute et au besoin de lui adresser un blâme.

L'inspecteur divisionnaire communique au ministre du travail des notes signalétiques exposant la manière dont les inspecteurs qu'il a sous ses ordres exercent leur fonction. Il lui adresse aussi des communications relatives aux difficultés qu'il rencontre dans l'accomplissement de sa mission, aux réclamations qu'il reçoit, aux doutes qui peuvent naître dans son esprit sur l'interprétation d'une loi ou d'un règlement.

Il est également tenu à l'envoi :

- 1^o) d'un état trimestriel des accidents;
- 2^o) d'un état trimestriel des procès-verbaux dressés ;
- 3^o) un rapport annuel relatif au fonctionnement du service et à l'application des lois.

A ce rapport doit être annexé, l'état récapitulatif des établissements visités au cours de l'année.

L'inspecteur départemental doit faciliter le contrôle de son chef hiérarchique en lui communiquant un état des visites qu'il fera dans le mois, en lui soumettant les procès-verbaux avant de les transmettre au Parquet, en lui donnant des rapports périodiques sur la marche de son service.

En 1874, les inspecteurs divisionnaires étaient choisis parmi

des ingénieurs, ou élèves diplômés de l'Ecole centrale ou de l'Ecole des mines. Les inspecteurs départementaux étaient désignés, sans examen préalable, par les conseils généraux.

La loi de 1892, posa le principe de la nécessité d'un concours et en facilita l'accès aux élèves diplômés de l'Université en leur accordant 30 points d'avance. Ceci avait pour résultat d'écarter les ouvriers ce qui souleva de violentes critiques.

La question fut discutée en 1900 au congrès international pour la protection légale des travailleurs et en 1909 au sein de la section française de l'Association internationale pour la protection des travailleurs.

Afin d'admettre les ouvriers à l'inspection on proposa d'instituer deux concours, dont un plus facile leur serait réservé.

M. Millerand et M. Laporte, entre autres, tout en reconnaissant les avantages qui résulteraient, à raison de leur expérience pratique, en facilitant aux ouvriers l'accès de cette carrière, se prononcèrent contre la dualité des concours.

Il fut alors décidé que le niveau en serait abaissé, de façon à ce que des travailleurs bien doués et bien préparés puissent les affronter. Le bénéfice des trente points fut enlevé aux diplômés, on réduisit l'importance des notions juridiques exigées, et on les favorisa en leur donnant la possibilité d'effectuer à titre d'épreuve facultative un travail manuel pratique dans un atelier du métier de leur choix.

Au début un certain nombre d'ouvriers affrontèrent ce concours avec succès. Ils devinrent plus rares par la suite.

Le recrutement des inspecteurs s'effectue en général parmi des instituteurs, des avocats, des ingénieurs.

Les inspecteurs divisionnaires sont choisis parmi les inspecteurs départementaux. Ceux-ci sont nommés par arrêté du ministre du commerce et de l'industrie, après un concours dont la commission supérieure arrête les conditions et le pro-

gramme. Les épreuves portent sur la série de connaissances qui peuvent être utilisées par l'inspecteur dans l'exercice de ses fonctions: la législation réglementant le travail; des éléments d'hygiène professionnelle, de mécanique, d'électricité; des questions de prévention des accidents; des notions de législation ouvrière et industrielle; une épreuve pratique des accidents, subie au Conservatoire des Arts et Métiers, devant les appareils eux-mêmes; une épreuve facultative pratique de travail industriel, subie par les candidats justifiant de 10 années, au moins, de pratique industrielle.

Les candidats inspectrices ont le même programme, sauf en matière d'électricité, de mécanique, de prévention des accidents où des notions moins étendues leur sont demandées.

Les candidats admis sont nommés inspecteurs stagiaires. Après un stage de un an, ils sont titulaires, s'il y a lieu, à la dernière classe des inspecteurs départementaux (5^e classe) et ils gravissent ensuite successivement les échelons de la hiérarchie.

Les promotions de grade ou de classe ont lieu d'après un tableau d'avancement arrêté à la fin de chaque année par le ministre du Travail et de la Prévoyance sociale, sur la proposition d'une commission spéciale de classement instituée à cet effet.

Les inspecteurs ou inspectrices ne peuvent être relevés de classe qu'après trois ans de service dans la classe immédiatement inférieure. Ils peuvent être désignés pour assister dans son contrôle l'inspecteur divisionnaire et le suppléer en cas d'absence. Ces inspecteurs et inspectrices, chargés du contrôle, continuent à assurer le service dans leur section, et sont choisis parmi ceux qui sont inscrits au tableau d'avancement pour le grade d'inspecteur divisionnaire.

Le législateur s'est préoccupé de donner une garantie aux industriels qui, dans la crainte de voir divulguer leurs secrets de fabrication, auraient pu entraver le fonctionnement du service. Une prestation de serment est exigée de l'inspecteur avant son entrée en fonction. Au serment professionnel s'ajoute un serment spécial. Il doit s'engager à ne pas révéler les secrets de fabrication et en général les procédés d'exploitation dont il prendra connaissance — (art. 102, Livre II. CT). Cette prestation est reçue par le Préfet. Toute infraction à un pareil engagement est réprimée, conformément à l'art. 378 du Code Pénal, d'un emprisonnement de un à six mois et d'une amende de 100 à 500 frs.

Pour le fonctionnement du service, le pays est divisé en circonscriptions. A la tête de chacune d'elles se trouve un inspecteur divisionnaire. Chaque circonscription, selon son importance économique, est divisée en un nombre plus ou moins grand de sections qui sont attribuées aux inspecteurs départementaux.

Ceux-ci ont leur résidence dans la ville désignée par le décret d'institution des circonscriptions territoriales. La condition de résidence n'est pas sans importance juridique. Elle doit être fixe. L'inspecteur reçoit à domicile les citations à témoins, les avis de la Préfecture dans les cas d'accidents, les plaintes etc. Il doit à peine de nullité mentionner son adresse en tête des procès-verbaux qu'il rédige. Elle ne doit pas être ignorée des chefs d'entreprises qui peuvent avoir besoin de lui. Il est nécessaire que l'adresse de l'inspecteur soit, dans tout établissement assujetti, affichée de manière à ce qu'elle soit connue du personnel, ayant une plainte à faire ou des renseignements à solliciter.

Le corps de l'inspection comprend actuellement 162 agents,

dont 12 inspecteurs divisionnaires, 120 inspecteurs départementaux, 30 inspectrices départementales.

Pour déterminer dans quels département il y a lieu de créer des inspecteurs, le gouvernement doit prendre l'avis de la commission supérieure et celui du Comité consultatif des arts et manufactures.

L'entretien de ce service n'est plus à la charge des budgets départementaux. Agents de l'Etat, comme les inspecteurs divisionnaires, les inspecteurs départementaux sont désormais rétribués par lui. Les traitements des inspecteurs et inspectrices vont de 16.000 à 40.000 frs, ceux des inspecteurs divisionnaires de 45.000 à 60.000. Aux appointements s'ajoutent des frais de bureau et de mission dont le montant varie selon la section. Ils bénéficient en outre des avantages relatifs au congé annuel et à la retraite, accordés à tous les fonctionnaires.

Circonscriptions	Départements	Résidence des Inspecteurs départementaux	Résidence des Inspecteurs divisionnaires
1 ^{re}	Seine, Seine-et-Oise et Seine-et-Marne.	Paris, Versailles.	Paris.
2 ^e	Haute-Vienne, Loiret, Loir-et-Cher, Indre-et-Loire, Vienne, Indre, Creuse, Allier et Cher.	Limoges, Orléans, Tours, Poitiers, Montluçon, Bourges.	Limoges.
3 ^e	Yonne, Nièvre, Aube, Haute-Marne, Côte-d'Or, Haute-Saône, territoire de Belfort, Doubs, Jura et Saône-et-Loire.	Nevers, Troyes, Dijon, Belfort, Besançon, Chalon-sur-Saône.	Dijon.
4 ^e	Meurthe-et-Moselle, Aisne, Ardennes, Marne, Meuse et Vosges.	Saint-Quentin, Reims, Charleville, Nancy, Epinal.	Nancy.
5 ^e	Nord, Pas-de-Calais, Somme.	Lille, Roubaix, Tourcoing, Douai, Valenciennes, Maubeuge, Cambrai, Dunkerque, Calais, Arras, Amiens.	Lille.
6 ^e	Oise, Seine-Inférieure, Eure, Eure-et-Loir, Orne, Calvados et Manche.	Creil, Rouen, Le Havre, Elbeuf, Chartres, Caen, Cherbourg.	Rouen.
7 ^e	Sarthe, Mayenne, Ille-et-Vilaine, Côtes-du-Nord, Finistère, Morbihan,	Le Mans, Nantes, Rennes, Angers, Brest, Lorient, Laval.	Nantes.
Circonscriptions	Départements	Résidence des Inspecteurs départementaux	Résidence des Inspecteurs divisionnaires
8 ^e	Loire-Inférieure, Vendée, Deux-Sèvres et Maine-et-Loire. Charente-Inférieure, Gironde, Lot-et-Garonne, Landes, Gers, Basses-Pyrénées, Charente, Dordogne, Corrèze et Lot.	Bordeaux, Agen, Pau, La Rochelle, Angoulême.	Bordeaux.
9 ^e	Aude, Pyrénées-Orientales, Hérault, Aveyron, Cantal, Lozère, Tarn, Haute-Garonne, Tarn-et-Garonne et Ariège.	Carcassonne, Montpellier, Rodez, Castres, Toulouse.	Toulouse.
1 ^{re}	Bouches-du-Rhône, Var, Alpes-Maritimes, Corse, Vaucluse, Basses-Alpes, Drôme, Hautes-Alpes, Gard et Ardèche.	Marseille, Toulon, Nice, Avignon, Valence, Nîmes.	Marseille.
11 ^e	Rhône, Ain, Isère, Savoie, Haute-Savoie, Puy-de-Dôme, Loire et Haute-Loire.	Lyon, Grenoble, Chambéry, Saint-Etienne, Roanne, Clermont-Ferrand.	Lyon.
12 ^e	Moselle, Bas-Rhin, Haut-Rhin.	Strasbourg, Metz, Mulhouse, Colmar.	Strasbourg.

ORGANISMES CONCOURANTS

Le rapport Washington (1) sur l'application de la loi de 1874 constatait l'inaction quasi complète des commissions locales qu'elle avait instituées pour suppléer à l'insuffisance du corps des inspecteurs. Aussi, lors du vote de la loi du 11 février 1892, leur abolition ne souleva aucune difficulté, d'autant plus qu'en fait la plupart avaient cessé d'exister. On reconnut néanmoins l'utilité de créer des organismes qui seconderaient les inspecteurs dans l'accomplissement de leur tâche.

COMMISSION SUPERIEURE

En raison des services qu'elle avait rendus, on décida de maintenir, auprès du ministre du Commerce et de l'Industrie, la Commission supérieure du Travail. Sa composition seulement en fut modifiée par l'introduction de représentants gouvernementaux. Elle comprend désormais (art. 112, Livre II du Code du Travail) 9 membres dont 5 sont nommés par décret du président de la République pour 4 ans. Les autres sont désignés par le Parlement pour un temps illimité. Leurs fonctions sont gratuites.

Le rôle de cette commission est de :

1°) veiller à l'application uniforme et vigilante de la loi, à ce que son interprétation soit identique par tous les inspecteurs; à ce que les dérogations accordées le soient toujours dans les limites légales.

2°) donner son avis sur les règlements à faire et généralement sur les diverses questions intéressant les travailleurs protégés.

Le gouvernement est tenu de prendre son avis, non de le suivre. Elle peut le donner sous diverses formes : en faisant un rapport sur les règlements élaborés par le conseil d'Etat ou en préparant les projets de règlements à soumettre à ce dernier.

¹ Annexe au procès-verbal de la séance du 17 juin 1890.

3°) arrêter les conditions d'admissibilité des candidats à l'inspection divisionnaire et départementale et le programme du concours qu'ils doivent subir. Cette attribution remplace celle qui consistait sous la loi de 1874 à arrêter les listes de présentation des candidats pour la nomination des inspecteurs divisionnaires. Ses délibérations doivent être prises sous forme d'un arrêté ministériel ou tout au moins être visées par un arrêté ministériel.

Aux termes de l'art. 114 (Livre II, Code du Travail) le Président de la commission doit présenter annuellement un rapport sur le fonctionnement du service et les résultats, qui doit être publié dans le mois de son dépôt au Journal Officiel. Des rapports très intéressants ont été fournis jusqu'en 1913. Pendant la guerre, leur publication a été suspendue et n'a jamais été reprise depuis.

COMMISSIONS DEPARTEMENTALES

Pour remédier aux inconvénients soulevés par le contrôle des commissions locales composées d'industriels, le législateur de 1892 décida de créer des commissions purement consultatives.

Les conseils généraux n'auront plus la faculté, mais l'obligation d'en instituer une au moins par département. Il peut en être créées plusieurs si l'importance industrielle de la région l'exige.

La loi de 1892 ne précisait ni la composition ni les attributions de ces commissions. Le conseil général avait le droit de les composer. En dehors des membres par lui nommés, devaient en faire partie les inspecteurs divisionnaires et départementaux, les présidents et vice-présidents du Conseil de Prud'hommes du chef-lieu ou du principal centre industriel et s'il y avait lieu l'ingénieur des mines.

Nombre de départements négligèrent de réunir les commissions prévues. Ce rouage, dont l'utilité pouvait être grande, ten-

devenait à disparaître. Pour y remédier, on vota une loi du 16 juillet 1932, qui modifia les art. 115 et 116 (Livre II, Code du Travail) relatifs aux commissions départementales et créa les art. 115 a et 116 a. nouveaux.

Il y a désormais dans ces commissions:

1°) des membres de droit : préfet, inspecteurs, divisionnaire et départementaux, directeur de l'Office départemental de placement.

2°) des membres élus : conseillers généraux, conseillers prud'hommes, conseillers municipaux, représentants en nombre égal des organisations ouvrières et patronales du département. La durée du mandat est de six ans.

Elles sont chargées de présenter, sur l'exécution de la réglementation du travail et les réformes utiles, des rapports qui doivent être transmis au ministre du Travail.

Leur compétence s'étend à tous les travailleurs du commerce de l'industrie et de l'agriculture. Le Ministre ou le Préfet peuvent les charger d'études relatives à l'application des lois ouvrières. Elles peuvent apporter à l'administration un concours très efficace en donnant leur avis sur les projets ou propositions législatives, en émettant des vœux sur les améliorations qu'elles jugent utiles, mais, elles ne doivent pas contrôler l'application des mesures légales, ni surveiller la conduite des inspecteurs.

Ces commissions se réunissent annuellement en un congrès où chacune d'elles délègue plusieurs de ses membres, dont au moins un représentant patronal et un représentant ouvrier.

COMITES DE PATRONAGE

La loi de 1892 avait prévu également pour seconder les inspecteurs la création de comités de patronage, ayant pour objet :

1°) la protection des apprentis et des enfants employés dans l'industrie.

2)° le développement de leur instruction professionnelle.

Il peut exister dans un département plusieurs comités. Leur nombre et leurs circonscriptions sont fixés par le conseil général. Ils sont administrés par une commission qui comprend 7 membres renouvelables tous les trois ans, dont quatre sont désignés par le conseil général, trois par le préfet. Un inspecteur peut en faire partie ou se rendre aux séances auxquelles il est invité à assister (lettre ministérielle du 10 mars 1898).

Leur création est obligatoire, leurs statuts doivent être approuvés par le préfet, dans la Seine par le ministre de l'Intérieur et le ministre du commerce et de l'industrie.

Le rôle de ces patronages est essentiellement de sauvegarder les intérêts de l'enfance. Leur tutelle doit s'étendre à tous les enfants employés dans les industries de leur ressort et non à telle ou telle branche. Ils n'ont aucune attribution consultative, mais uniquement la protection matérielle et morale des apprentis.

OFFICIERS DE POLICE JUDICIAIRE

Concurremment avec les inspecteurs, les lois du 12 juin 1893, 2 novembre 1892, 30 mars 1900, 11 juillet 1903, ont accordé le droit de poursuivre les infractions à leurs dispositions, aux officiers de police judiciaire: commissaires de police, maires, adjoints aux maires, procureurs de la République et leurs substituts, juges de paix, juges d'instruction, officiers de gendarmerie.

Ce droit leur a été reconnu dans les limites du droit commun. Ils ne peuvent pénétrer dans les établissements en vue de relever une contravention que lorsqu'elle leur a été dénoncée, qu'elle est connue d'eux, dans le cas de flagrant délit ou de mandat décerné par un juge d'instruction.

A diverses reprises, des instructions ministérielles ont appelé l'attention des administrations préfectorales sur le concours

important que pourraient apporter au service de l'Inspection, les agents de police dans les villes, les gendarmes et les garde-champêtres dans les campagnes, en relevant les infractions qu'ils pourraient constater au cours de leurs tournées, tant en ce qui concerne les infractions aux dispositions réglementaires qui fixent le maximum des charges qu'il est permis de faire traîner ou pousser par les enfants et les femmes, qu'à celles qui visent le travail des enfants sur les échafauds et leur protection contre les accidents.

D'autre part, la loi de 1906 sur le repos hebdomadaire décide dans son article II que les officiers de police judiciaire sont chargés de veiller à son exécution, conjointement avec les inspecteurs du travail.

Concurremment avec ceux-ci, ils doivent encore assurer l'exécution des dispositions du Livre I énumérées à l'article 107 relatives au contrat d'apprentissage, aux cautionnements, aux salaires des ouvriers à domicile, aux économats, aux allocations familiales, à l'emploi de la main-d'œuvre étrangère.

CHAPITRE IV.

ATTRIBUTIONS ET POUVOIRS DES INSPECTEURS

Comme nous l'avons vu, il appartient aux inspecteurs du travail de veiller à l'exécution des mesures qui dictées par l'humanité et le souci de la race, apportent des tempéraments au labeur de l'enfant, de la femme, de l'ouvrier adulte.

Depuis la première organisation du service par la loi de 1874, leurs attributions se sont considérablement accrues au fur et à mesure que se développait la législation protectrice.

Pour l'accomplissement de leur tâche, ils ont accès dans toute les entreprises assujetties; ils peuvent visiter, se faire présenter les registres, les livrets, les certificats d'aptitude physique, les règlements intérieurs. Ils constatent les infractions par des procès-verbaux, sauf en matière d'hygiène et de sécurité où une mise en demeure préalable est nécessaire.

Les inspecteurs doivent veiller à l'observation des dispositions du Livre II du Code du Travail concernant :

l'hygiène et la sécurité (art. 65 à 70 complétés par des règlements d'administration publique) ;

la protection des femmes et des enfants en ce qui concerne l'âge d'admission (art. 2 à 5), le travail de nuit (art. 21 à 29), les dangers auxquels ils peuvent être exposés (art. 55 à 56) ;

la durée du travail des ouvriers ou employés de l'un ou l'autre sexe, employés dans les établissements industriels et commerciaux (art. 6 à 13 modifiés par la loi récente du 21 juin 1936).

l'interdiction du travail de nuit aux ouvriers dans les boulangeries et pâtisseries (art. 20).

le repos hebdomadaire des ouvriers et employés dans les établissements industriels et commerciaux (art. 30 à 51) et celui des jours fériés pour les femmes et enfants (art. 52 à 54).

le repos des femmes en couches et des femmes allaitant leurs enfants (art. 54a à 54e).

la surveillance des enfants employés dans les professions ambulantes et les théâtres (art. 58 à 63).

l'emploi des étrangers (art. 64a à 64c).

les congés payés (art. 54f à 54j).

les allocations familiales (art. 74a à 74e).

le placement des travailleurs étrangers (art. 79 à 82a).

Les inspecteurs doivent aussi veiller à l'exécution des dispositions du Livre I énumérées à l'art. 107, relatives au contrat d'apprentissage (art. 7a à 8), aux cautionnements (art. 32 à 32f), aux salaires des ouvriers à domicile dans l'industrie du vêtement (art. 33 à 33c), aux paiements des salaires (art. 43 à 45), aux économats (art. 75 à 77).

Outre la surveillance de l'observation des multiples prescriptions réglementant le travail, les inspecteurs ont à s'acquitter d'un certain nombre de tâches accessoires.

Ils doivent enregistrer les déclarations d'accidents qui leur sont faites (art. II, loi du 4 Avril 1898). Cette obligation les amène à faire des enquêtes sur les causes des accidents survenus.

Ils doivent accorder aux chefs d'entreprises les dérogations aux prescriptions que le législateur a autorisées en tenant compte des nécessités industrielles et sociales.

Ils sont tenus de communiquer à l'inspecteur divisionnaire :

1°) l'itinéraire de leurs tournées.

2°) un état mensuel des visites effectuées.

3°) un état trimestriel des accidents déclarés.

4°) un état trimestriel des procès verbaux dressés.

5°) des statistiques portant notamment sur le nombre des établissements de la région, sur le personnel, les salaires, la durée du travail dans chaque branche.

6°) Des rapports mensuels relatifs à l'activité des divers établissements compris dans leur circonscription; des rapports annuels ayant pour but de faire connaître la manière dont les lois sont appliquées; conçus selon un plan identique ces rapports sont, le cas échéant, publiés au bulletin de l'inspection du Travail. Dans ce bulletin figurent aussi des travaux personnels des inspecteurs, études fort intéressantes sur des questions techniques ou autres.

Ils entretiennent par ailleurs une correspondance volumineuse avec l'administration, avec les industriels sollicitant des renseignements ou des dérogations.

Ils doivent tenir soigneusement pour les transmettre à leurs successeurs des archives comprenant des textes de lois, de règlements, de circulaires; un relevé complet des établissements soumis à leur contrôle avec des fiches particulières pour chacun d'eux; des dossiers relatifs aux affaires spéciales qu'ils ont à traiter (plaintes, procès-verbaux, enquêtes, etc.).

« Les inspecteurs ont accès dans tous les établissements visés par les dispositions dont ils ont à assurer l'exécution, à l'effet d'y procéder à la surveillance et aux enquêtes dont ils sont chargés » (art. 105, Livre II CT).

Ce droit s'applique à tous les établissements publics et privés, industriels et commerciaux, de bienfaisance ou d'enseignement professionnel et à leurs dépendances.

Les manufactures d'Etat qu'on hésitait autrefois à soumettre à l'inspection le sont aujourd'hui. Il en est de même des chantiers de travaux publics effectués pour le compte de l'Etat, des départements, des communes.

Les colonies pénitentiaires sont soumises à la même règle.

En raison du caractère confidentiel des opérations, les établissements de la guerre et de la marine étaient soustraits à toute immixtion étrangère. La surveillance y était exercée par l'inspecteur général du génie maritime et le fonctionnaire du contrôle de l'administration et de la marine. Ils sont maintenant assujettis à l'inspection du travail.

Pour ce qui est des chemins de fer, des circulaires ministérielles des 8 septembre 1894 et 20 janvier 1904 distinguent entre l'entreprise de transports proprement dite et les établissements annexes, magasins, chantiers, ateliers, qui sont seuls soumis à l'inspection du travail.

Tout ce qui se rapporte d'une façon directe au service de transports est contrôlé par les ingénieurs des Ponts et Chaussées et des Mines, placés sous l'autorité de l'ingénieur en chef du contrôle, et par des contrôleurs du travail, des agents de chemins de fer recrutés au concours.

Ces restrictions ne sont pas absolues cependant. L'inspecteur accède dans ces divers établissements pour constater les infractions aux articles 11 et 31 de la loi du 9 avril 1898.

La surveillance du travail souterrain est assurée par les ingénieurs et contrôleurs du corps des mines (art. 95 C. T. Livre II).

Echappent également à l'inspection du travail, les exploitations forestières, les travaux agricoles, le travail domestique, le travail scientifique, les ateliers de famille. Dans ces derniers, l'inspecteur peut s'y rendre pour vérifier si le travail n'est pas effectué par des personnes étrangères à la famille. En fait, ceci soulève beaucoup de difficultés et ce contrôle est illusoire.

Ils ont d'autre part le droit d'y prescrire des mesures de sécurité et de salubrité « si le travail s'y fait à l'aide de chaudières à vapeur ou de moteurs mécaniques ou si l'industrie exercée est dangereuse ou insalubre » (art 65, C. T. Livre II). Dans ces ateliers, la réglementation se trouve réduite au minimum.

Pour faciliter le contrôle de la réglementation des conditions du travail, la loi du 30 juin 1928, par une disposition incorporée au Code du Travail (nouvel article I Livre II et article I A) a imposé à tout employeur ouvrant un établissement industriel ou commercial quelconque, une déclaration préalable.

Cette déclaration est aussi nécessaire quand on introduit du personnel dans un établissement qui n'en occupait pas jusqu'alors ou lorsqu'une force motrice, un outillage mécanique, y est installé.

Echappent seules à ce recensement les petites exploitations artisanales, dans lesquelles l'artisan travaille seul, sans apprenti, ou avec le seul concours des membres de sa famille.

Le droit d'accès conféré aux inspecteurs est absolu, et ne comporte aucune restriction, quand le travail s'effectue à toute heure du jour ou de la nuit.

On ne saurait assimiler à ce point de vue l'inspecteur à l'officier de police judiciaire qui est admis à perquisitionner le jour seulement. Il s'agit pour lui de constater une infraction perpétrée. La visite de l'inspecteur peut être motivée par une dénonciation, mais le plus souvent elle est une mesure de surveillance administrative qui a pour objet de contrôler d'une manière générale et permanente les conditions d'exécution des lois.

Ce droit, fait remarquer Rouquet, ⁽¹⁾ est à la fois plus restreint et plus étendu que le droit de visite domiciliaire. L'officier de police a des pouvoirs de saisie, et même d'information

¹ Rouquet. *Traité de l'Inspection du Travail*.

préliminaire que la loi n'accorde pas à l'inspecteur. Mais il ne doit par contre effectuer de perquisition que pendant le jour, au domicile du prévenu et en cas de flagrant délit.

La question s'est maintes fois posée de savoir, alors qu'un établissement ne fonctionne pas la nuit, si un inspecteur peut en requérir l'entrée afin de s'assurer si la cessation de travail apparente est réelle. De profondes divergences d'opinion se sont révélées. Les lois du 2 nov. 1892, du 12 juin 1893, modifiées par celle du 11 juillet 1903, donnent formellement le droit d'entrée aux inspecteurs dans tous les établissements qu'elles visent. Ces textes ne disent rien de plus, et ne précisent pas que ce droit leur est accordé la nuit comme le jour.

Par un arrêt du 12 juillet 1902, demeuré célèbre et controversé, la Cour de Cassation eut à se prononcer sur le refus d'entrée opposé vers 9 heures du soir à l'inspecteur du travail dans un établissement religieux possédant un ouvroir (Communauté du Bon Pasteur, de Nancy). La Cour déclara que cet établissement étant placé sous la sauvegarde de l'inviolabilité du domicile, l'inspecteur n'aurait pu y pénétrer qu'en présence de signes extérieurs laissant présumer une infraction. Cela lui aurait été, dans ce cas, bien difficile, s'agissant d'une communauté religieuse entourée de murs qui rendaient invisibles de l'extérieur les locaux où s'effectuait le travail. Celui-ci étant par ailleurs silencieux, aucun bruit ne pouvait permettre de le déceler.

Cet arrêt fut rendu contrairement aux observations du rapporteur et aux conclusions de l'avocat général, qui firent observer le défaut de base légale à la restriction admise. ⁽¹⁾.

¹ Dalloz, 1903, p. 427.

« Attendu que l'art. 20 de la loi du 2 Novembre 1892 confère aux inspecteurs du travail le droit d'entrée dans tous les établissements visés par l'art. 1er, que chargés de veiller à l'observation des prescriptions de cette loi, tant en ce qui concerne le travail de jour qu'en ce qui touche le travail de nuit, ils peuvent, pour l'accomplissement de leur mission, pénétrer à toute heure du jour et de la nuit dans les

La Cour posa le principe de la nécessité d'indices extérieurs; elle demanda des présomptions convaincantes, des faits graves et précis: lumière dans le local, fumée, bruit de machines, etc. Une plainte ne serait pas un motif suffisant pour agir. Les Tribunaux restent libres d'apprécier la valeur de ces indices.

En 1900, la Commission supérieure faisait remarquer dans son rapport, que cette solution adoptée par la Cour avait pour résultat d'assurer une impunité regrettable à des infractions très graves. Il est en effet aisé aux contrevenants de dissimuler tout indice extérieur. Souvent même, des précautions sont inutiles. Nombre de petits travaux s'effectuent sans bruit dans des ateliers s'ou-

établissements où le travail est organisé pendant le jour et pendant la nuit, mais qu'on ne saurait, sans étendre abusivement la portée de l'art. susvisé, décider qu'il confère le même droit à ces fonctionnaires quand il s'agit d'établissements où le travail n'est organisé que pendant le jour.

Attendu en effet que ces établissements sont pendant la nuit placés sous la sauvegarde de l'inviolabilité du domicile, qui est de droit public, que les inspecteurs ne peuvent dès lors y pénétrer en violation de ce principe, dans le seul but de les visiter à l'effet de rechercher s'il ne s'y commet pas une contravention aux prescriptions de la loi de 1892.

Attendu que le pourvoi soutient vainement qu'en déniant aux inspecteurs le droit de visiter pendant la nuit les établissements où le travail n'est organisé que pendant le jour, on s'exposerait à assurer l'impunité aux infractions qui y seraient commises; que les inspecteurs pourront toujours pendant la nuit réclamer l'ouverture de ces établissements quand ils auront recueilli des indices leur permettant de croire à une contravention du travail, mais qu'il appartiendra dans ces cas aux tribunaux d'apprécier si, à raison des présomptions de fraude à la loi résultant des circonstances de fait relatées au procès-verbal ou régulièrement établies, la réquisition d'ouverture de l'établissement a été légalement faite, et si le refus d'y obtempérer a constitué une infraction possible des pénalités édictées par l'art. 29 susvisé de la dite loi.

Et attendu qu'il ne résulte pas du procès-verbal et que, d'autre part, l'arrêt ne constate pas qu'il ait été établi que l'inspecteur qui s'est présenté à 9 heures du soir à l'établissement du Bon Pasteur, et à qui l'on a refusé l'entrée de cet établissement, eut recueilli des indices justifiant son intervention, que, par suite, en relaxant la prévenue, la Cour de Nancy n'a commis aucune violation du texte visé au moyen.

vrant sur des cours. Il est dans ces cas difficile, ou plutôt impossible, à l'inspecteur de saisir une contravention. Aussi, la Commission supérieure estimait-elle « que si cette jurisprudence était maintenue, le législateur devrait intervenir en vue de concilier l'inviolabilité du domicile privé avec la nécessité d'assurer efficacement l'interdiction du travail de nuit dans les établissements industriels. »

La question s'est posée plus tard de savoir si la loi de 1906 sur le repos hebdomadaire accordait aux inspecteurs la prérogative de pénétrer la nuit dans le domicile d'un individu, qui a toujours été refusée aux officiers de police judiciaire.

Cette loi décide que les inspecteurs sont chargés, concurremment avec officiers de police judiciaire, de constater les infractions à ses prescriptions.

La Chambre criminelle, dans un arrêt du 18 novembre 1909, (1) statuant sur un pouvoir contre un arrêt rendu par la Cour d'appel de Montpellier, admit que l'inspecteur, pour l'accomplissement de sa mission, pouvait pénétrer à toute heure dans les établissements soumis à sa surveillance, et notamment la nuit dans ceux où le travail est organisé, pendant la nuit. Il s'agissait en l'espèce d'un refus opposé par un nommé Galtier à l'entrée d'un inspecteur agissant pour l'exécution de la loi de 1906. La Cour de Montpellier avait relaxé l'industriel de la poursuite, se fondant sur ce que la loi du 13 juillet 1906 ne contenait aucune dérogation au principe de l'inviolabilité du domicile.

La Chambre criminelle a cassé et annulé cet arrêt, renvoyant la cause et le prévenu devant la Cour d'Appel de Nîmes. L'arrêt rendu sur renvoi par la Cour de Nîmes fut attaqué par les mêmes moyens que l'arrêt de la Cour de Montpellier. Les chambres réunies ayant à statuer décidèrent, par arrêt du 29

1 Sirey, 1910-1-593.

juin 1911, ⁽¹⁾ que la loi de 1906 n'accordant aux inspecteurs pour la constatation des infractions d'autres droits que ceux que possèdent, d'après le droit commun, les officiers de police judiciaire, ils ne pourraient en conséquence pénétrer la nuit sans le consentement du propriétaire dans les établissements visés par l'art. 1er de la loi de 1906.

La Cour d'appel de Toulouse, statuant le 13 nov. 1912 sur un arrêt rendu par le tribunal correctionnel d'Albi en date du 31 juillet 1912, conclut dans le même sens et décida qu'un tex-

¹ Arrêt du 29 juin 1911. Sirey 1911-1-593.

« Attendu que le principe qui garantit l'inviolabilité du domicile des citoyens ne peut recevoir exception que dans les cas expressément prévus par la loi.

Attendu que la loi du 17 juillet 1906 n'a établi aucune exception de ce genre en faveur des inspecteurs, que si le droit d'entrée dans les établissements assujettis leur a été reconnu au cours de la discussion de la loi, il a été à la suite d'une nouvelles délibération, définitivement supprimé et remplacé par la disposition de l'art. 11 qui se borne à déclarer que les inspecteurs du travail sont chargés concurremment avec les officiers de police judiciaire de constater les infractions à la présente loi ; que de ce texte il résulte que les inspecteurs du travail n'ont, pour la constatation des infractions à la loi sur le repos hebdomadaire, d'autres droits que ceux que possèdent, d'après le droit commun, les officiers de police judiciaire, qu'ils ne peuvent dès lors pénétrer la nuit sans le consentement des propriétaires dans les établissements visés par l'art. 1er de la loi du 13 juillet 1906.

Attendu en fait que des constatations de l'arrêt attaqué, il résulte que l'inspecteur du travail du département de l'Hérault s'est présenté le 21 février 1909 à minuit 45 minutes, à la porte du magasin de Galtier, boulanger à Montpellier, et a demandé à y rentrer pour remplir la mission qu'il tenait de la loi du 13 juillet 1906, que Galtier s'y est opposé parce que, disait-il, l'inspecteur n'avait pas le droit d'y pénétrer la nuit.

Attendu que l'arrêt déclare que le refus opposé dans les circonstances sus rappelées ne constitue pas un obstacle à l'accomplissement du service de l'inspection prévu par l'art. 16 de la loi précitée, et renvoie Galtier des fins de la poursuite, qu'en statuant ainsi, l'arrêt attaqué n'a violé aucune prescription de la loi.

Par ces motifs, rejette...

te formel était nécessaire pour permette à l'inspecteur de pénétrer la nuit dans les établissements assujettis. ⁽¹⁾.

Cet arrêt, confirmant le jugement du tribunal d'Albi, semblait avoir épuisé la controverse.

Cependant, la jurisprudence postérieure ne devait pas se ranger à cette doctrine.

Un arrêt du tribunal correctionnel de Moulins condamnait peu après le 18 avril 1913 un boulanger, ayant refusé d'ouvrir à l'inspecteur, qui s'était présenté un dimanche à 5 heures 15 du matin, à l'ouverture du fournil. La poursuite ne reposait plus sur les dispositions de la loi du 13 juin 1906, relative au repos hebdomadaire, mais sur les textes inscrits au Code du Travail promulgué par la loi du 21 novembre 1912 qui a abrogé expressément toutes les lois antérieures sur la matière, et spécialement la loi précitée. ⁽²⁾.

L'art. 11 de la loi de 1906 qui ne reconnaissait pas aux inspecteurs plus de droit qu'aux officiers de police judiciaire, d'après le droit commun, a été abrogé par l'art. 3 de la loi du 26 nov. 1912 qui, prenant place dans le Code du Travail, est devenu l'art. 105. Aux termes de ce dernier, les inspecteurs du travail paraissent désormais avoir d'autres droits que les officiers de police judiciaire, notamment en ce qui concerne le travail de nuit et le nouveau Code prend soin de dire que ces dispositions ne dérogent pas au droit commun quant à la constatation et à la poursuite des infractions par des commissaires de police et autres officiers de police judiciaire. (art. 111).

La Chambre criminelle adopta la même attitude dans deux arrêts rendus le 6 août 1921 ⁽³⁾ et le 24 juin 1922. ⁽⁴⁾. Elle se

¹ S et P, 1913 - 2 - 59.

² Gazette du Palais, 1913 - 1 - 636.

³ Bulletin Criminel n° 338.

⁴ Arrêt du 24 juin, Sirey, 1922 - 1 - 397.

« Attendu que la disposition de la loi du 28 Mars 1919 interdisant le travail de nuit dans les boulangeries a été incorporée au livre 2 du

fonde sur l'art. 105 qui donne aux inspecteurs le droit d'entrée dans tous les établissements assujettis. Or, ces dispositions, qui proviennent de la loi du 2 novembre 1892, interprétées avant que cette loi ne fut incorporée au Code du Travail, ne conféreraient aux inspecteurs le droit d'accès que lorsque le travail était organisé jour et nuit. Dans les autres établissements, avait décidé la Cour de cassation en 1902, des visites nocturnes ne devraient pouvoir être effectuées que lorsqu'il existe des présomptions de fraude.

Les deux arrêts précités du 6 août 1921, du 24 juin 1922, en reconnaissant aux inspecteurs le droit de visiter la nuit les boulangeries où, cependant, le travail nocturne est interdit par la loi du 28 mars 1919, n'ont pas subordonné ce droit à la constatation préalable de circonstances suspectes.

La solution adoptée en 1911 par les chambres réunies se trouve donc en opposition avec celle qui a été adoptée par la Chambre criminelle dans ces derniers arrêts. Si cette doctrine devait être suivie : « on serait conduit à admettre que des visites

Code du Travail et de la Prévoyance Sociale dont elle constitue l'article 20, qu'aux termes de l'art. 93 du même code les inspecteurs du travail sont chargés d'assurer l'exécution des prescriptions contenues au livre 2, qu'enfin l'art. 105 donne à ces fonctionnaires le droit d'entrée dans tous les établissements visés par les textes dont ils ont à assurer l'exécution à l'effet d'y procéder à la surveillance et aux enquêtes dont ils sont chargés. Attendu que l'art. 111 n'a pas eu pour effet de restreindre le droit que les inspecteurs tiennent des articles 93 et 105 précités qu'il en résulte uniquement que la compétence qui leur est attribuée pour la constatation des infractions aux dispositions du livre 2 du C. du Tr. n'est point exclusive de celle qui appartient aux officiers de police judiciaire. ,

Attendu en conséquence que les inspecteurs ont le droit de pénétrer pendant la nuit dans les boulangeries pour assurer l'application de la disposition qui y interdit le travail de nuit.

Attendu dès lors qu'en relaxant Charbonel, par ce motif que le prévenu avait pu également interdire l'accès de sa boulangerie à l'inspecteur venu pour y constater si le travail de nuit y était pratiqué, l'arrêt attaqué a violé les textes visés au moyen.

nocturnes pourraient être faites par les inspecteurs du travail pour rechercher les contraventions aux prescriptions légales sur le repos hebdomadaire. » (1).

La jurisprudence de la Chambre criminelle a pour effet d'étendre le droit de visite des inspecteurs. L'inviolabilité du domicile est sauvegardée, les locaux où s'effectuent le travail étant généralement distincts. En aucun cas d'ailleurs, l'inspecteur ne saurait agir par voie de contrainte et requérir la force publique. S'il lui arrivait de pénétrer par force, le procès-verbal dressé serait valable, mais il aurait à répondre du moyen employé comme d'un abus de pouvoir.

L'inspecteur régulièrement investi, muni de sa carte de service lui permettant de justifier son identité à tout moment, peut exercer dans l'entreprise son droit de surveillance. Seul ou accompagné du patron, il visite tous les locaux, inspecte les machines, vérifie si elles sont munies des dispositifs protecteurs exigés, si toutes les prescriptions relatives à l'hygiène sont observées : aération, ventilation, aspiration de poussière, etc., se rend compte des procédés de fabrication, etc... A ces divers points de vue, toute infraction peut lui être directement révélée par une inspection attentive.

Mais il en est d'autres dont la constatation est moins directe et qui nécessitent le contrôle de livrets, registres, règlements, etc...

« Les inspecteurs peuvent se faire représenter le registre prescrit par l'art. 90, les livrets, les règlements intérieurs et s'il y a lieu le certificat d'aptitude physique mentionné à l'art. 3. » (art. 106, Livre I, C. T.).

Le patron ne peut employer que des enfants munis de livrets. Les mentions inscrites porteront sur la date de nais-

¹ Note 1 et 2, arrêt du 24-6-1922. S, 1922 - 1 - 397.

sance de l'enfant, son domicile, l'adresse de ses parents, sa date d'entrée chez l'industriel. En cas d'inaction du père et de la mère, c'est à ce dernier qu'incombe le soin de le retirer à la mairie. Il doit toujours s'assurer de la véritable identité du mineur qu'il emploie. Pour les jeunes ouvriers étrangers, le maire ne peut, afin d'éviter les fraudes, fournir de livrets que lorsqu'ils établissent d'une manière certaine leur âge et leur identité par des pièces délivrées par le consulat de leur pays.

La production du livret, du certificat d'aptitude physique, permet à l'inspecteur de vérifier si l'enfant a bien l'âge légal et n'est pas asreint à un travail au-dessous de ses forces. Il peut, à cet effet, requérir un examen médical.

L'industriel est tenu d'avoir un registre qui consiste en un gros livre, sur lequel se trouvent toutes les indications relatives aux enfants.

Aux termes de l'art. 83, Titre III, Livre II, du Code du Travail, « les patrons ou chefs d'entreprises et loueurs de force motrice, sont tenus de faire afficher dans chaque atelier les dispositions du Livre II concernant le travail des enfants et des femmes, ainsi que les règlements d'administration publique relatifs à l'exécution de ces dispositions et concernant plus particulièrement leur industrie. »

Des affiches portant les noms et adresses des inspecteurs doivent se trouver dans tous les ateliers et en des lieux tels que les ouvriers puissent en prendre connaissance.

Cette obligation ne s'applique pas aux locaux servant de lieux de dépôt aux marchandises, et dans lesquels aucun personnel régulier n'est habituellement occupé. ⁽¹⁾.

L'affichage doit porter aussi sur les heures de travail et la durée des repos, le jour du repos hebdomadaire, quand ce n'est pas le dimanche. Lorsque ce repos est donné par roulement, le

¹ Tribunal de la Seine, 4 juillet 1933. Gazette du Palais, 1932-2-539.

patron doit tenir un registre indiquant le jour affecté à chaque employé.

Sous peine de contravention, un duplicata de ces affiches doit être adressé à l'inspecteur, et un à la mairie.

Au cours de sa visite, l'inspecteur est tenu en principe de dresser procès-verbal dès qu'il constate une violation des prescriptions légales. (art. 107 du Code du Travail, Livre II). Dans certains cas, cependant, une mise en demeure préalable est envisagée. Elle est nécessaire toutes les fois qu'il existe des infractions aux règles dont la loi a confié la détermination ultérieure aux pouvoirs réglementaires. Elle ne s'impose que pour l'application des règlements d'administration généraux ou spéciaux pris en vertu de l'art. 67, Livre I du Code du Travail. (1).

Les prescriptions que la loi elle-même a formulées restent soumises à la possibilité d'une constatation et d'une poursuite immédiate.

Cette différence de procédé répond à des nécessités pratiques. L'évolution incessante de la technique ne permet d'édicter que des mesures de sécurité assez larges qui nécessiteront des modifications à chaque nouvelle transformation d'outillage ou de méthode. On ne saurait équitablement poursuivre, sans l'avertir au préalable, le chef d'entreprise qui, de bonne foi, croit avoir pris toutes mesures préventives utiles. En le supposant averti, n'est-il pas légitime de lui accorder un délai qui lui permettra d'apporter les améliorations prescrites, souvent très coûteuses et longues à réaliser.

La mise en demeure doit être signifiée à l'industriel lui-même. Aucune forme spéciale n'a été prévue. Le Comité consultatif des arts et manufactures, se basant sur le texte de la

¹ Tribunal de Simple Police (Tarn) (29-11-1923 Bulletin Spécial des décisions des Juges de Paix 1925 - 36.

loi, a exprimé l'avis que la mise en demeure doit viser les prescriptions des décrets qui n'ont pas été observées et préciser les contraventions qui ont été relevées. Pour donner lieu à des poursuites judiciaires il importe qu'elle soit parfaitement caractérisée. Cette condition n'ayant pas été remplie, il en est résulté souvent des acquittements.

Ce procédé a l'avantage de fixer l'industriel sur les transformations qu'il est tenu d'apporter à son outillage: « Il n'aura pas à se plaindre de n'avoir pu, faute d'explications, se mettre en règle avec la loi, et ne sera plus fondé à dire qu'une mise en demeure générale, par suite toujours menaçante, le met dans une situation intolérable, que le législateur n'a jamais eu l'intention de lui créer. » (Circulaire ministérielle du 13 avril 1898).

La mise en demeure datée et signée doit être consignée sur un registre spécial décerné par l'industriel (art. 9, Livre II, Code du Travail).

L'inspecteur fixe un délai, qui ne peut, en aucun cas, être inférieur à 4 jours, et qui doit tenir compte des circonstances à partir du minimum établi pour chaque cas par le règlement d'administration publique.

En même temps, il informe l'industriel du droit qu'il a, dans un délai de quinze jours, d'adresser au ministre du Commerce et de l'Industrie une réclamation, à laquelle doit être jointe une copie de la mise en demeure, ainsi que les documents, notes, plan des ateliers et des machines, qui seraient de nature à éclairer le Comité.

L'inspecteur fournit un rapport, avec une copie de la mise en demeure signifiée, et le ministre statue, après avis du Comité consultatif des arts et manufactures.

Il existe pour certains établissements une procédure spéciale. Pour les compagnies de chemins de fer, la mise en demeure

est d'abord communiquée à l'ingénieur du contrôle de l'exploitation technique, et l'inspecteur doit ajourner son inscription jusqu'à ce que le ministre des Travaux publics se soit prononcé sur les projets de modification et les dépenses devant en résulter.

Pour tous les autres établissements publics, une procédure spéciale a été instituée par le décret du 2 mars 1905. L'inspecteur doit consigner ses observations sur un registre tenu par le directeur de l'établissement, et en transmettre copie à l'inspecteur divisionnaire.

Quand ce dernier ne peut se mettre d'accord avec le directeur de l'établissement, le ministre intéressé doit en être saisi. La question s'est posée de savoir s'il était nécessaire qu'une infraction soit perpétrée pour que l'inspecteur consignât sa mise en demeure. Il semble que doit suffire pour cela l'existence d'un état de fait laissant présumer une infraction imminente.

Le tribunal correctionnel de Lille s'est prononcé en sens contraire dans un jugement du 11 mai 1904. Cependant, la Cour de cassation paraît adopter une solution affirmative ; ayant à statuer sur la validité d'un procès-verbal dressé pour défaut d'installation de chauffage en hiver, dans un atelier, un jour où la température pouvait rendre le chauffage inutile, elle conclut affirmativement. On peut, à *foriori*, en déduire qu'une mise en demeure est valablement faite dans les mêmes conditions. ⁽¹⁾.

Toutes les fois que l'inspecteur se trouve en présence d'une inexécution de la mise en demeure, à l'expiration du délai fixé ou d'une violation flagrante des lois répressives, il doit dresser

¹ Cour de Cassation, 20 avril 1912. Bulletin Inspection du Travail 1912, page 174.

un procès-verbal, acte authentique, qui servira de base aux poursuites, en double exemplaire dont un est destiné au préfet et l'autre au Parquet.

L'inspecteur doit avoir compétence. Il ne peut instrumenter en dehors de sa circonscription et ne relever que des infractions aux lois dont il a la charge d'assurer l'application. Il doit être à même de prouver sa qualité par la production de sa carte de service. Une telle omission n'entraîne pas cependant la nullité de l'acte accompli. Sa qualité d'inspecteur devra toujours figurer en tête du procès-verbal. En principe, il doit le rédiger de sa main, mais l'apposition de sa signature suffit. La loi n'a prescrit ni une forme spéciale, ni un délai de rédaction. La jurisprudence exige des énonciations précises ; après avoir mentionné chaque contravention et rappelé l'article qui s'y rapporte, l'inspecteur donnera des explications sommaires sur les incidents et reproduira les explications du contrevenant. Pour plus de certitude, il convient que le procès-verbal soit rédigé aussitôt après la vérification des faits.

L'envoi doit en être effectué dans les trois jours à l'inspecteur divisionnaire. Celui-ci doit en saisir, dans la quinzaine, le Parquet s'il y a lieu. Il peut faire apporter à des procès-verbaux qu'il approuve en principe des modifications de forme lui paraissant répondre à une application plus exacte des circonstances de fait et de droit.

Le procès-verbal régulièrement daté et signé doit être enregistré dans les quatre jours.

Cet acte ne fait foi que des faits matériels constitutifs de l'infraction. Les appréciations émises par l'inspecteur n'ont aucune force probante. ⁽¹⁾

Les aveux et déclarations des contrevenants sont considé-

¹ Cassation 12 nov. 1910. Bulletin du Travail 1910, page 230. — Cassation 8 mars 1913. Bulletin Inspection 1913, page 280.

rés par la jurisprudence comme des faits matériels dont le procès-verbal doit faire foi. La preuve contraire peut être faite par tous les moyens. Le tribunal les apprécie souverainement et reste libre de suivre le témoignage de l'inspecteur contredit. (1).

Le procès-verbal n'étant qu'un mode de preuve, l'action ne peut être paralysée par les irrégularités qui l'entachent. Toute autre preuve susceptible d'éclairer les faits peut être admise. En cas de récidive, les dates du procès-verbal et du jugement, doivent être rappelées.

L'inspecteur doit toujours être informé des suites données aux procès-verbaux. A cet effet, une circulaire du 30 octobre 1895 a ordonné qu'une formule soit annexée à chacun des actes transmis au parquet. Ces bulletins mentionnent le numéro du procès-verbal, le tribunal compétent, les nom et qualité du rédacteur, le nom du délinquant, sa profession, sa résidence, la nature de la contravention. Cette première partie est remplie par l'inspecteur divisionnaire qui appose sa signature.

Le ministère public renvoie cette formule à l'inspecteur, en y indiquant la date et le dispositif du jugement, en spécifiant s'il est définitif ou s'il y a eu appel.

Quand il s'agit d'une décision grave, ou fixant un point de jurisprudence, les inspecteurs doivent s'en faire délivrer une copie et l'adresser au ministre.

Ceux-ci ont le droit de verbaliser, mais non de poursuivre en justice les contrevenants. Ils doivent toujours recourir au ministère public. Dans des cas exceptionnels, ils peuvent être appelés comme témoins devant les tribunaux.

Le ministère public peut mettre l'action publique en mouvement contre un chef coupable que l'inspecteur n'aurait pas signalé par négligence ou omission.

¹ Cassation 12 janvier 1912. Bulletin Inspection 1912, page 172.

Ce pouvoir de constater des infractions dans les procès-verbaux ne confère pas aux inspecteurs la qualité d'agents de police judiciaire. Le code d'instruction criminelle en effet ne les mentionne pas dans son art. 9. Ils ne peuvent requérir la force publique pour agir par contrainte. Ils n'exercent leurs attributions répressives que dans le domaine industriel ou commercial.

La loi du 12 juillet 1893 et celle du 12 décembre 1900 déclarent qu'en cas d'outrage et de violence les inspecteurs comme les officiers de police judiciaire peuvent se prévaloir des art. 224, 230, 31, 33 du Code Pénal. Mais lorsqu'ils se rendent coupables de crime ou délit dans l'exercice de leur fonction, ils ne peuvent se prévaloir du privilège de juridiction établi par l'art. 483 du Code d'instruction criminelle.

Aux termes de l'art. 159, les chefs d'établissements, directeurs ou gérants, qui ont commis une infraction, sont poursuivis devant le tribunal de simple police et passibles d'une amende de 5 à 15 francs.

Le tribunal de simple police est la juridiction la plus habituellement saisie. Le tribunal correctionnel, et même la Cour d'assises, peuvent l'être à l'occasion des lois sur le travail, quand des faits graves : rébellion, violences ou voies de fait, ont été commis.

Le cumul est ici impossible. C'est ainsi que deux contraventions seront dressées à l'industriel qui a, d'une part, omis d'inscrire sur le livret la date d'un mineur de 18 ans, et, d'autre part, de mentionner sur le registre les indications le concernant. ⁽¹⁾.

Quand il est relevé des infractions pour un travail excédant la durée quotidienne légale, le nombre des amendes partielles à établir pour former l'amende totale se détermine seulement

F.

¹ Cour de Cassation 9-11-1895.

par le nombre de personnes soumises à un emploi régulier, et non par le nombre des journées où la contravention s'est produite à l'égard du même ouvrier. (1).

Un même fait peut constituer deux contraventions consistant, l'une, en ce que la durée du travail a dépassé les limites légales, l'autre en ce que les ouvriers ont été occupés après l'heure fixée par l'horaire régulièrement affiché (2).

Si une contravention identique, mais répétée à l'encontre de plusieurs personnes, entraîne un nombre d'amendes égal à celui des personnes irrégulièrement employées, cette multiplication des amendes par le nombre des dites personnes ne peut se concevoir que pour des infractions dont les éléments tels que l'âge ou le sexe de l'ouvrier, l'excès ou le danger du travail s'envisagent dans sa personne, mais non pour celles dont les éléments sont indépendants de celle-ci, tel que l'omission des affiches prescrites par la loi.

Ainsi, le défaut d'affichage d'un horaire précisant la répartition de chaque période de travail, sanctionné par l'art. 4 du décret du 10 mai 1925, doit se décomposer en autant de contraventions identiques et donner lieu à autant d'amendes qu'il y a d'ateliers privés des dites affiches, mais non pas se multiplier par le nombre d'ouvriers qui travaillent dans chacun d'eux. (3).

Il est possible que l'industriel soit de bonne foi lorsque, par exemple, on lui a donné des actes de naissance, des livrets, des certificats contenant de fausses énonciations.

Les chefs d'entreprises sont civilement responsables des condamnations prononcées contre leurs directeurs ou gérants ou patrons. (art. 184 Livre II, Code du Travail).

¹ Cour de Cassation 31-3-1898.

² Cour de Cassation 2-5-1930. Gazette du Palais, 1930, 2 - 126.

³ Cour de Cassation, 26-6-1933. Gazette du Palais, 1932 - 2 - 1035.

Dans l'exercice de ses fonctions, l'inspecteur peut rencontrer des difficultés de toutes sortes. Elles sont le fruit de la méfiance, l'hostilité, la mauvaise volonté du patron, de l'ouvrier, ou d'un tiers étranger à l'établissement.

L'art. 178, Livre II, Code du Travail, punit d'une amende de 100 à 500 Francs et, en cas de récidive, de 500 à mille francs « qui-conque aurait mis obstacle à l'accomplissement d'un devoir quel-conque de l'inspecteur du travail. »

A son entrée, par exemple, dans un établissement ou l'une de ses dépendances, l'industriel, sans lui refuser l'accès, pourra le faire stationner longuement à la porte afin de réparer, si possible, une violation flagrante.

Les rapports de la Commission supérieure signalent les ruses innombrables inventées par les industriels pour déjouer la surveillance de l'inspecteur : mise en action de sonnerie électrique pour faire disparaître le personnel employé à des heures indues, fuite par des escaliers dérobés, dissimulation dans les vestiaires, les placards. Constituent également des délits d'obstacle : une fausse déclaration écrite ou verbale¹, le refus de présenter des ouvriers².

L'obstacle à l'exercice des fonctions prévu par l'art. 178 ne peut résulter que de faits matériels ou physiques susceptibles d'entraver la surveillance de l'inspecteur.

Une déclaration mensongère, non accompagnée de manœuvres frauduleuses, ne constitue pas un délit. (3).

Pour qu'il y ait délit d'obstacle, il n'est pas nécessaire que la résistance opposée, ou la manœuvre, aient réussi à entraver l'inspecteur. Une simple tentative est ici punissable. (4).

¹ Tribunal cor. Dinan 6 janvier 1910, D. P. 1910 - 5 - 24. — Tribu-

² Trib. corr. Marseille, 4 mai 1922, Bul. Ins. 1922, p. 103.
nal cor. de Paris, 17 nov. 1910, Bul. Insp. 1910.

³ Trib. cor. Carcassonne, 31 mai 1934, Gaz. Palais 1934, 2. p. 237.

⁴ Trib. cor. Dinan 6 janvier 1910, Bul. Ins. 1910, p. 39.

L'inspecteur qui se heurte à de pareilles difficultés ne peut requérir la force publique, mais peut faire appel au commissaire de police, au juge de paix, au maire qui ont la qualité d'officier de police judiciaire.

L'art. 179, Livre II, Code du Travail, déclare que sont passibles des peines édictées par l'art. 224 du Code Pénal en faveur des officiers de police judiciaire, les personnes coupables d'injures, d'outrages, de violences à l'égard d'un inspecteur. ⁽¹⁾.

Après avoir étudié les moyens donnés à l'inspection pour surveiller l'application des lois, il convient de se demander dans quelle mesure elle a su répondre au vœu du législateur et contribuer à l'amélioration des conditions faites à la classe ouvrière.

¹ Trib. cor. Marseille, 4 mai 1922, Bull. Insp. Travail 1922, page 103.

CHAPITRE IV.

FONCTIONNEMENT

Pour remplir la mission extrêmement délicate qui lui est confiée l'inspecteur doit avoir de sérieuses aptitudes physiques, intellectuelles, morales. Sa fonction est essentiellement active. De continuels déplacements, la fréquentation des ateliers peu aérés, malsains, les visites nocturnes et par surcroît un travail de bureau très absorbant, nécessitent une santé robuste.

Il doit avoir une certaine maturité d'esprit, un jugement sûr. Des connaissances étendues et solides sont indispensables au bon accomplissement de la tâche qui lui incombe.

Il importe enfin que l'inspecteur possède certaines qualités morales. En contact permanent avec les représentants des diverses classes, il lui faut savoir ménager les intérêts et les susceptibilités de chacun. Ceci exige beaucoup de souplesse, de tact. Il doit agir avec fermeté, équité, afin d'inspirer confiance et acquérir un ascendant moral.

Il lui faut demeurer intègre et indépendant, éviter tout soupçon de partialité ou de favoritisme qui l'entraverait dans l'exercice de sa fonction. Les ingratitude, les tracasseries, de toutes sortes auxquelles il se heurte, les luttes qu'il doit soutenir, requièrent beaucoup d'énergie et de persévérance; pour triompher, il doit conquérir le respect et la confiance de tous.

La réalisation parfaite de sa mission exige enfin un certain

oubli de soi, un sentiment profond de la grandeur de la tâche qui lui est dévolue.

Ces diverses qualités, le corps de l'inspection les a possédées au suprême degré. Malgré le obstacles particulièrement nombreux dans les débuts, il a toujours fait preuve d'une inlassable activité et rempli avec persévérance le devoir qui lui a été confié de vulgariser la loi et d'en assurer l'exécution.

Le service réorganisé en 1892, ne commença à fonctionner qu'en 1894. Il fit dès le début preuve de beaucoup de zèle.

La Commission supérieure le constatait annuellement dans ses rapports. Bien qu'il fut mal accueilli par les ouvriers et les patrons, très peu soutenu par les autorités judiciaires, il ne se découragea pas.

L'œuvre de protection des enfants et des femmes se poursuivait sans relâche et chaque année qui s'écoulait constituait un pas en avant dans la voie du progrès.

Cependant, le personnel était très insuffisant pour remplir sa tâche convenablement et, par ailleurs, mal secondé par les commissions départementales et les comités de patronage dont l'activité était des plus insignifiantes. En 1897, il ne put visiter que 43,32% des établissements soumis à son contrôle.

La Commission supérieure émettait le vœu que les crédits fussent augmentés pour permettre un élargissement des cadres, la création d'agents spéciaux, sous-inspecteurs ou inspecteurs adjoints chargés de visiter les ateliers de la petite industrie.

En 1899, elle faisait remarquer que malgré le surcroît de besoin résultant pour les inspecteurs, à la suite de la loi du 9 avril 1898, des déclarations d'accidents, des nombreuses statistiques sollicitées par l'administration, ceux-ci avaient effectué 1426 visites de plus que l'année précédente. Depuis la mise en vigueur de la nouvelle loi, leurs rapports avec les ouvriers étaient devenus plus fréquents. De persuasive qu'elle était, leur attitude

commença à devenir coercitive, devant l'indifférence de certains industriels.

La promulgation de la loi du 30 mars 1900 sur la durée du travail, les obligea à s'occuper spécialement des établissements dans lesquels elle était applicable; en 1900, sur 309.377 établissements assujettis, occupant 2.802.006 ouvriers, 118.946 seulement furent contrôlés, soit 38,3%.

La Commission supérieure constatait que les attributions du service s'étaient accrues dans une proportion qui ne pouvait être comparée avec l'augmentation de ses cadres et que cet état de chose ne pouvait se prolonger sans compromettre l'exercice de sa mission primordiale qui était la protection des femmes et des enfants. Cependant, l'examen des statistiques révèle les efforts accomplis par les inspecteurs en vue d'assurer l'application des lois.

En 1901, le nombre des établissements visités s'élevait à 146.180

» 1902	»	»	152.185
» 1903	»	»	170.116
» 1904	»	»	177.224
» 1905	»	»	166.751

La loi de 1906 sur le repos hebdomadaire est venue étendre leur champ d'investigation. Tandis que le nombre des établissements assujettis a presque doublé, ayant été porté à 548.225, le corps des inspecteurs n'a subi qu'un timide renforcement de 28 membres.

Au cours des années qui suivirent, leurs efforts ne se relâchèrent pas, leur activité alla toujours croissant.

Pendant la guerre, ils durent agir avec beaucoup d'indulgence. En raison des nécessités de la défense nationale, il fallut tolérer maintes infractions aux lois protectrices. Mais au lendemain de la guerre, on assista à une recrudescence de l'activité législative dans le domaine social. De nombreuses mesures furent édic-

tées en vue d'assurer un minimum de protection devenu indispensable à la classe ouvrière: lois sur la durée du travail, sur le travail de nuit des adultes, loi réglementant l'emploi de la main-d'œuvre étrangère, loi sur les assurances sociales, les allocations familiales, les congés payés, la semaine de 40 heures, etc.

Bien que les attributions des inspecteurs soient considérablement accrues, que le travail de bureau soit considérablement augmenté, leur activité ne s'est pas ralentie, ainsi que nous permettent de le constater les statistiques suivantes:

	Inspecteurs	Visites	Ets. visités	Personnel visité
1920	144	123.273	92.488	2.492.171
1921	144	141.007	109.748	2.252.168
1922	—	146.169	112.396	2.715.800
1923	—	149.064	111.454	2.843.322
1924	—	150.989	113.667	2.995.945
1925	—	147.328	109.463	3.018.250
1926	—	149.420	109.566	3.146.403
1927	145	151.907	110.133	3.195.719
1928	—	160.524	116.274	3.194.176
1929	164	159.893	117.716	3.809.331
1930	174	170.308	123.887	3.561.728

La progression annuelle du nombre des visites témoigne des efforts réalisés par le service pour réduire la proportion sans cesse croissante des entreprises assujetties et non contrôlées. En 1892, 105 inspecteurs devaient veiller à l'application des lois du 2 novembre 1892 et, du 9 septembre 1848 dans 145.006 établissements. La loi du 13 juillet 1893 sur l'hygiène et la sécurité avait porté leur nombre à 291.839. Puis vint la loi de 1906 suivie de nombreux décrets, la loi du 7 décembre 1909, du 25 mars 1910, de sorte qu'en 1911 la situation était la suivante: 139 inspecteurs devaient surveiller 507.557 établissements.

Aujourd'hui, les prescriptions légales atteignent 6 à 700.000 en reprises ayant 7 à 8 millions de salariés et par voie de décrets leur champs d'application va toujours en augmentant. Malgré tout leur zèle, les inspecteurs ne parviennent pas à assurer le contrôle de tous les établissements assujettis.

Il est matériellement impossible à 150 agents, non seulement d'y assurer une surveillance constante, mais de les visiter tous une fois par an. A Paris, un inspecteur fait environ 120 visites et 30 contre-visites par mois. Cela est énorme, si l'on songe au temps qu'exige une visite consciencieuse dans une usine, un grand magasin, un établissement quelconque et ses dépendances: examen des registres, des livrets, interrogatoire du personnel, contrôle de l'affichage, contrôle de l'observation des multiples dispositions relatives à l'hygiène et la sécurité, à la durée du travail, aux allocations familiales, à l'emploi de la main-d'œuvre étrangère, etc.

L'inspecteur doit en outre écouter les doléances du patron, lui donner tous renseignements utiles concernant l'interprétation des lois. Il doit s'efforcer de le convaincre, de lui montrer les avantages moraux et pécuniaires qu'il tirerait de leur observation intégrale.

Le nombre des visites effectuées ne peut être un criterium suffisant de l'activité du service. Il est fonction de l'importance économique de la section, des distances séparant les diverses entreprises, de l'ampleur, du genre de chacune, de la complexité des installations, etc.

Il faut tenir compte par ailleurs de tout le travail accessoire que doit assumer l'inspecteur. Le nombre des déclarations d'accidents qui lui sont faites est considérable. Cela entraîne pour lui l'obligation de faire des enquêtes, de dresser des statistiques en vue de la prévention des accidents. Il peut être appelé à un procès en qualité de témoin. Il doit entretenir des relations avec

les autorités départementales et municipales, leur donner des renseignements sur l'application des lois. Il doit enfin répondre, avons-nous vu, aux demandes de renseignements, de dérogations sollicitées par les industriels, faire des rapports, etc.

En présence d'une tâche aussi considérable, aussi disproportionnée avec ses moyens, le service ne peut réaliser intégralement l'œuvre poursuivie par le législateur.

« Nous avons conscience, nous disait une inspectrice fort expérimentée, d'une valeur technique et d'un dévouement exceptionnels, de ne pas faire plus du dixième de ce qui devrait être fait ».

Cela se conçoit. Un très grand nombre d'établissements échappent à tout contrôle et une partie considérable de la masse laborieuse se trouve ainsi privée d'une tutelle bienfaisante.

En vue de seconder les inspecteurs, la loi du 11 novembre 1892 avait institué des commissions départementales mais elle n'avait précisé ni leur composition, ni leurs attributions, ni leur mode de convocation. Aussi, leur fonctionnement s'en ressentit. Elles devaient fournir des rapports sur l'exécution des lois sociales et les réformes désirables. Leur activité fut insignifiante et ne répondit pas au vœu du législateur. Quelques années après la promulgation de la loi de 1892, les commissions départementales étaient constituées presque partout, mais en 1896 cinq seulement avaient été réunies. Leur fonctionnement, dans les années qui suivirent, laissa beaucoup à désirer. Le ministre du Commerce attribua cette inaction à leur composition, des industriels seuls figuraient aux côtés des membres de droit. Aussi invita-t-il, par une circulaire du 17 avril 1899, les conseils généraux à comprendre dans ces commissions, à côté des membres de droit et des hygiénistes, un certain nombre de représentants des associations patronales et ouvrières des chambres de commerce et des bourses du travail.

Dans 63 départements, les commissions furent réorganisées sur ces bases nouvelles. A la suite d'une circulaire ministérielle du 31 mars 1900, les conseils généraux avaient accordé sur le budget départemental une somme suffisante pour couvrir les frais de ces commissions et indemniser les délégués ouvriers.

Le législateur n'ayant pas déterminé à qui revenait l'initiative de leur convocation, un grand nombre ne se réunirent pas. Seule, la commission de la Seine se réunit tous les mois et fit preuve d'une activité réelle.

Leur rôle se borna à émettre des vœux tant sur leur propre organisation et leurs attributions que sur l'ensemble de la législation ouvrière.

Une circulaire du 28 juillet 1912 constatait leur inertie ; « bien que la loi leur fasse une obligation de présenter des rapports qui devaient être transmis en mon département et communiqués à la Commission supérieure du Travail, un très grand nombre n'ont manifesté jusqu'à ce jour qu'une faible vitalité ».

Le ministre, rappelant les circulaires précédentes du 17 août 1899 et du 31 mars 1900, invita les conseils généraux à s'y conformer et à reconstituer les commissions.

Les diverses tentatives faites en vue de leur donner un regain d'activité n'aboutirent pas. Dans nombre de départements on négligea de les convoquer, et ce rouage cependant très utile tendait à disparaître. La loi du 16 juillet 1932 décida de combler cette lacune en rendant leur création obligatoire dans chaque département, en fixant leur composition et en précisant leur compétence, désormais plus large que celle qui leur avait été reconnue par la loi de 1892.

Il ne semble pas que, depuis cette réforme, l'activité des commissions départementales soit devenue plus grande. Comme autrefois, elles se bornent principalement à émettre des vœux.

L'action des comités de patronage n'a pas été bien efficace et n'a pas produit les bienfaits que l'on pouvait en attendre. Il appartenait, comme nous l'avons vu, aux conseils généraux d'instituer une commission directrice pour centraliser leur action, et faire appel au dévouement de personnes animées d'un esprit philanthrope, de voter les fonds nécessaires pour parer aux premiers besoins de la mise en train, mais les conseils généraux négligèrent de les former.

Les rapports de la Commission supérieure signalent en général, là où ils existaient, leur inaction, leur indifférence. Seuls, les comités de Bordeaux et de la Seine fonctionnèrent d'une manière satisfaisante.

Les difficultés éprouvées dans la création et le fonctionnement de ces comités tiennent à des causes diverses.

Les termes vagues de la loi de 1892 ne précisaient pas suffisamment leur mode de recrutement et leurs moyens d'action. Elles proviennent aussi de l'existence d'organismes dûs à l'initiative privée poursuivant le même but, du développement des œuvres post-scolaires, cours d'adultes, patronages, etc... qui rendent à peu près inutile l'intervention des conseils généraux pour la création de ces comités officiels.

Dans le département de la Seine, et plus particulièrement à Paris, ces comités de patronage apportent un concours utile. Ils facilitent l'admission des enfants dans les établissements en se chargeant de leur faire délivrer les livrets et les certificats prescrits. Certains d'entre eux s'occupent même d'orientation professionnelle. C'est là une initiative très heureuse, et dont la généralisation est fort souhaitable.

Sans doute le nombre de visites, les rapports, les enquêtes, les statistiques, les travaux de toutes sortes effectués permettent-ils d'apprécier la valeur des efforts réalisés par l'Ins-

pection. Mais, c'est plutôt par les résultats que l'on peut acquérir la conviction que les lois sur le travail réalisent des effets salutaires et que, par suite, ce service a rempli fidèlement sa mission.

Nous allons examiner quels sont les résultats obtenus dans certaines matières particulièrement importantes. Les rapports de la Commission Supérieure donnaient avant la guerre de précieux renseignements sur la manière dont étaient appliquées les prescriptions légales. Il est vraiment regrettable que leur publication ait été suspendue, nous ne pourrions ainsi donner qu'une idée très imparfaite de l'œuvre accomplie par ce service.

CHAPITRE VI.

RESULTATS

La législation protectrice de la classe ouvrière ne doit avoir rien de vexatoire au regard de l'industriel. L'inspecteur doit veiller à cela tout en conservant la fermeté, l'autorité qui doit s'attacher à sa fonction.

Obtenir une application progressive et uniforme de la loi, tel est son but. On ne saurait exiger une adaptation immédiate, il faut que le patron ait eu le temps de s'informer. L'inspecteur écouterá ses plaintes, s'efforcera de lui faire comprendre les bienfaits de la législation, lui donnera tous renseignements utiles concernant son interprétation. Une pareille méthode est indispensable pour agir avec succès.

Il pourra user de tolérance, mais avec beaucoup de circonspection. Cette pratique doit consister simplement en une mesure de faveur provisoire accordée à l'industriel de bonne foi. Il ne pourra se dispenser de sévir, de dresser procès-verbal. Une indulgence excessive mettrait en échec le but visé par le législateur; elle serait aussi préjudiciable aux patrons respectueux de la loi, qu'au bien-être de la classe ouvrière.

L'action des inspecteurs fut tout d'abord persuasive. Ils commencèrent par instruire les industriels et les ouvriers de leurs devoirs et leurs droits respectifs. Plus tard, les lois étant mieux connues, ils durent, pour vaincre les résistances, adopter une attitude répressive. Leur méthode persuasive échoua plus par-

ticulièrement dans le domaine de l'application des lois relatives à la durée du travail.

Ils eurent beaucoup moins de difficultés en matière de sécurité et d'hygiène, où la réalisation des mesures prescrites n'est à satisfaire qu'une fois et ne se traduit en somme que par une augmentation de frais généraux.

Rares sont les mesures sociales qui n'ont pas soulevé, au moment de leur adoption, un tolle général de protestations. La plupart du temps ceux qui les ont combattues, ont fini non seulement par ne plus les critiquer mais par en reconnaître les bienfaits.

Dans l'ensemble la législation est beaucoup mieux observée, les progrès sont incontestables. Le nombre global des contraventions relevées va diminuant:

37.415 en 1930

33.833 en 1931

29.998 en 1932

L'action des inspecteurs est particulièrement féconde dans les grands centres; elle s'y trouve facilitée par le fait que lorsqu'un patron a encouru une condamnation, les autres ne l'ignorent pas et prennent toutes mesures utiles pour éviter le même risque.

Age d'admission des enfants.

Comme nous l'avons vu, le premier souci du législateur dans le domaine social fut de réprimer les abus les plus criants engendrés par le machinisme et qui consistaient dans l'emploi généralisé de la main-d'œuvre juvénile à un travail hors de proportion avec ses forces.

L'âge d'admission des enfants successivement fixé à 8, puis à 12 ans par les lois du 22 Mars 1841 et du 19 Mai 1874 fut ensuite porté à 13 ans par la loi du 11 Novembre 1892.

Exceptionnellement, celle-ci permit de les employer à 12 ans

lorsqu'ils seraient munis d'un certificat d'aptitudes physiques et du certificat d'études primaires.

De nombreux abus subsistaient lors du vote de cette loi. Aussi les inspecteurs essayèrent de concentrer leurs efforts sur ce point. En 1900 le nombre des contraventions se trouva réduit à 783, alors qu'il s'élevait à 1076 en 1899. C'est surtout dans la verrerie que les infractions se commettaient plus nombreuses. Au cours des années suivantes, la Commission Supérieure signalait leur diminution, et attribuait ces progrès à la rigueur avec laquelle les inspecteurs veillaient à l'application de cette disposition.

Ils avaient le droit de requérir un examen médical et d'exiger le renvoi des enfants soumis à des travaux excédant leurs forces. Ils constataient ainsi la facilité avec laquelle étaient délivrés, souvent avec la complicité des parents, les certificats d'aptitude physique.

L'emploi des enfants en sous-âge n'était pas toujours pratiqué par les chefs d'entreprises en connaissance de cause et la faute en incombait aux maires qui délivraient indûment des livrets.

Après la guerre la loi a été en général respectée. Les industriels ont compris qu'il était difficile d'obtenir un travail sérieux d'un enfant trop jeune et que sa présence en certains milieux pouvait être la cause d'accidents.

Les statistiques accusent une diminution sensible du nombre des infractions:

	Contraventions relevées	Procès-verbaux dressés
en 1920	241	168
en 1925	175	116
en 1930	164	101
en 1931	71	63
en 1932	90	69
en 1933	62	44
en 1936	43	27

En général les patrons n'acceptent des enfants n'ayant pas encore l'âge légal, que lorsqu'ils appartiennent à une famille nécessaire et sont vraiment dans l'obligation de subvenir à leurs besoins.

D'autre part, la mentalité a beaucoup changé. Les parents, même ceux dont les ressources sont modiques, s'imposent volontiers des sacrifices pour ne pas obliger leurs enfants à travailler avant 14 ans.

Une loi du 9 Août 1936, depuis longtemps réclamée, est venue consacrer cette heureuse évolution pratique. La plupart des physiologistes en effet estimaient qu'un enfant ne devait pas être astreint à un travail industriel quelconque avant 14 ans. Le service de l'inspection avait de son côté émis à diverses reprises des vœux en faveur du recul de l'âge limite.

La plupart des pays étrangers avaient, en exécution de la convention internationale du 13 juin 1921, porté l'âge d'admission des enfants à 14 et 15 ans.

La Grèce, la Yougoslavie, la France étaient les seuls pays, qui n'avaient pas cédé aux instances du B. I. T. en cette matière. La nécessité de ménager les forces de l'enfant, et aussi la recrudescence du chômage ont enfin triomphé de l'inertie du Parlement.

Durée du travail.

La question de la durée du travail est une de celles qui ont toujours préoccupé la classe ouvrière. Elle est aussi une des plus difficiles à résoudre en raison des principes qu'elle met en jeu et de ses répercussions économiques.

Dès l'aube, des enfants partaient à l'usine pour n'en revenir que le soir très tard ! La loi du 22 Mars 1841 avait décidé que de 8 à 12 ans, ils ne pourraient travailler plus de 8 heures par jour, et de 12 à 16 ans pas plus de 12 heures. Elle échoua à peu près

complètement. La loi du 19 Septembre 1848 qui avait pour objet d'imposer une même limite aux adultes employés dans les établissements où se trouvaient des enfants dont le travail ne pouvait dépasser 12 heures, demeura lettre morte, jusqu'à ce que la loi du 16 Février 1883 vint confier aux inspecteurs le soin de veiller à son observation.

Les lois du 19 Mai 1874 et du 2 Novembre 1892 apportèrent de nouveaux tempéraments à la durée du travail du personnel protégé. La loi de 1892 décida que :

Des enfants de 13 à 16 ans ne pourraient travailler plus de 10 heures par jour, les enfants de 16 à 18 ans et les femmes de plus de 18 ans pas plus de 11 heures, les adultes travaillant dans les manufactures 12 heures.

Cette réglementation qui obligeait à tenir compte non seulement de l'âge ou du sexe du personnel, mais encore de la nature des établissements souleva de violentes critiques.

Ce nouveau régime ne pouvait, disait-on, qu'être préjudiciable à la prospérité industrielle et aux salaires des ouvriers. De nombreux industriels se privèrent du concours des enfants. La plupart s'obstinèrent à exiger un travail de onze heures réalisant ainsi, contrairement aux espérances du législateur, la journée de travail la plus longue. Ils eurent aussi recours au système des équipes alternantes.

Les difficultés de contrôle étaient grandes pour les inspecteurs. Par ailleurs, cette réglementation, là où elle était observée, avait le fâcheux inconvénient d'obliger les enfants à réintégrer le domicile avant les parents.

La loi du 30 mars 1900 vint opérer un nivellement en imposant une durée de travail égale pour tous là où étaient employés des femmes, des enfants et des adultes. Les industriels pour éluder son application, plutôt que de réduire la journée de travail, placèrent dans des locaux différents ou renvoyèrent les femmes

et enfants dont la présence imposait au reste du personnel une même limitation de travail à dix heures. Cependant les rapports de la Commission Supérieure attestent l'heureuse répercussion de la réglementation nouvelle. En vue de parer à la réduction correspondante qui devait affecter la production, elle provoqua des recherches qui permirent de sérieux perfectionnements dans l'outillage.

L'application de cette loi ne devait pas tarder à se généraliser. Le nombre de contraventions allait en diminuant. Il était de 6.121 en 1903, de 3.365 en 1909 et de 2.603 seulement en 1913.

Un mouvement en faveur de l'extension de la journée de dix heures se dessina. Il atteignit les établissements qui auraient pu légalement exiger de leur personnel douze heures de travail. En 1910, 73 % des entreprises avaient la journée de dix heures ou même une journée plus courte. En 1919, les longues journées de onze à douze heures avaient pratiquement disparu. L'unification de la durée de la journée de travail s'imposait. Elle fut réalisée par la loi du 23 avril 1919.

Celle-ci posa en principe que la durée du travail de l'un ou l'autre sexe ne pourrait excéder soit 8 heures par jour, soit 48 heures par semaine, soit une limitation équivalente établie sur une période de temps autre que la semaine.

Cette loi fut en sorte imposée au pays par une pression morale. De vives craintes s'élevèrent quant à ses répercussions économiques. N'allait-elle pas handicaper l'industrie française? Cela était d'autant plus à redouter que la plupart des pays concurrents n'avaient pas adopté semblable mesure.

Le législateur avait prévu une mise en vigueur progressive de la nouvelle réglementation. Il fallait permettre aux industriels de transformer leurs installations, leur outillage, afin de compenser, dans une certaine mesure, la perte résultant de la dimi-

nution des heures de travail. Dans ce but, les intéressés furent invités à s'entendre par des contrats collectifs. Des règlements d'administration publique devaient déterminer par catégories professionnelles pour l'ensemble du territoire ou par régions, les dates et les conditions d'application, règlements pris d'office ou à la demande d'une ou plusieurs organisations patronales ou ouvrières nationales ou régionales intéressées.

Les inspecteurs firent de très louables efforts pour généraliser l'application de cette loi. Ils entreprirent une série de conférences. Réunissant patrons et ouvriers, ils obtinrent la conclusion de multiples accords syndicaux. Ces accords en fixant uniformément pour tous les industriels adhérents, la période de travail et de repos, les dérogations, les modes d'utilisation des heures supplémentaires, eurent le grand avantage de faciliter le contrôle.

Il y eut de nombreuses difficultés d'adaptation du nouveau régime à certaines branches d'industries, notamment aux chemins de fer et à la marine marchande. Cependant cette législation a progressivement étendu son domaine, peu à peu les résistances patronales se sont évanouies, les statistiques révèlent une diminution constante des infractions.

	Contraventions relevées	Procès-verbaux dressés
1930	27.021	2.497
1931	21.121	2.039
1932	19.490	1.992
1933	18.365	1.961
1934	13.225	1.148

On s'est accoutumé à ce régime, car on a pu se rendre compte que 8 heures de travail bien employés permettent d'obtenir un rendement suffisant. Avec les méthodes actuelles, la rationalisation du travail, l'ouvrier ne gaspille pas son temps et quand il

a fait ses 8 heures à l'usine, il a donné à peu près tout ce qui lui est possible comme force de travail.

Presque tous les établissements ont été amenés à instituer la semaine de 48 heures. Pour diminuer les frais généraux et tenir compte des exigences techniques particulières de leur industrie, ils ont dû établir, tantôt la journée de huit heures, tantôt celle de neuf heures, tantôt celle de dix heures.

Cette limitation de la durée du travail, le congé du samedi après-midi semble avoir eu de très heureuses répercussions sur la santé de l'ouvrier. C'est ce qui ressort de l'enquête entreprise, par le ministère du travail sur l'utilisation des loisirs ainsi créés.¹

Au cours de la discussion de cette loi, divers orateurs avaient insisté sur la nécessité de prendre des mesures en vue d'assurer une bonne utilisation des loisirs qu'elle devait procurer aux salariés. Par une circulaire du 27 mai 1919, le ministère du Travail signalait cette nécessité aux inspecteurs du travail. Il les invitait à appeler l'attention des organisations patronales et ouvrières sur le moyen d'y parvenir: création de terrains de jeux, installation de salles de lectures, etc.

Cette enquête du Ministère du Travail a révélé toute la bonne volonté, la généreuse activité des industriels pour procurer à leurs ouvriers des distractions saines, réconfortantes, reposantes, des moyens d'action morale, intellectuelle et artistique: sociétés de gymnastique, représentations théâtrales, salles de lecture, initiatives qui tendent à satisfaire les goûts variés des ouvriers des divers âges.

Toutes ces réalisations sont fort appréciées par les ouvriers et produisent d'heureux effets sur leur santé. Elles sont un des meilleurs moyens de lutter contre l'alcoolisme, l'oisiveté malsaine. « Le régime des huit heures établi par la loi du 23 avril

¹ Bulletin du Ministère du Travail, 1920-1921-1922.

1919 a donné de féconds résultats, disait M. Godard, délégué gouvernemental français, à la conférence internationale du travail. Il se fonde de plus sur une évolution des mœurs et une transformation méthodique des moyens matériels de production. Le respect des délibérations des organisations patronales et ouvrières intéressées est assuré par une vigilante surveillance de l'inspection du travail. C'est par milliers que se comptent les contraventions qui ont été suivies d'une pénalité. La journée de huit heures est pour réaliser, suivant l'expression de la Déclaration des droits du travail inscrite en tête de la partie 13 du Traité de Versailles, « un régime de travail réellement humain ». La journée de huit heures a amélioré en France la vie de famille et donné un grand essor aux manifestations intéressantes d'une vie sociale s'organisant pour la recherche de la santé par la culture physique, du savoir par les cours professionnels et généraux, par la lecture des distractions intelligentes. »

Cette loi a incontestablement assuré le relèvement du niveau physique, intellectuel et moral des ouvriers. La réclamation de la semaine de quarante heures ne reposait plus sur les mêmes nécessités. De nombreuses discussions ont eu lieu tant à Genève qu'ailleurs. La loi du 21 juin 1936 ratifiant le projet des conventions internationales adopté par la C. I. T. lors de sa 19ème session, en juin 1936, a été principalement dictée par le souci de lutter contre le chômage.

De même que pour la loi de 1919 le législateur a prévu des transitions et ménagé des étapes. Les modalités d'application seront fixées par des décrets ultérieurs rendus en conseil des ministres après avis de la section professionnelle ou des sections professionnelles compétentes ou du conseil national économique, décrets pris d'office ou à la demande d'une ou plusieurs organisations ouvrières ou patronales intéressées.

Travail de nuit

Le travail nocturne est beaucoup plus épuisant que le travail de jour et présente, en outre, des inconvénients moraux. La loi de 1874 l'avait interdit aux enfants de moins de 16 ans et aux filles mineures, dans les usines et manufactures. Il fut ensuite prohibé par la loi de 1892 pour les garçons de moins de 18 ans et les femmes de tout âge. Cette interdiction ne s'appliquait qu'au travail industriel et non au travail commercial.

Aux termes du nouvel art. 21 du Livre II du Code du Travail, le travail de nuit est également interdit pour les enfants de moins de 18 ans dans les entreprises de transport.

L'arrêt de Cassation du 12 juillet 1902, en décidant que seuls des indices révélant d'une manière certaine les infractions aux lois protectrices, permettrait à l'inspecteur l'accès d'un atelier quelconque pendant la nuit, limitait son intervention à des cas assez rares. Néanmoins de nombreuses contraventions étaient alors relevées: 1534 en 1900, 1349 en 1901, 1910 en 1913, tandis qu'elles ne s'élevaient plus qu'à 304 en 1930, à 36 en 1931, à 33 en 1932. La seule comparaison de ces chiffres nous donne une idée des progrès réalisés dans l'application des lois protectrices de la femme et de l'enfant. Les infractions deviennent de plus en plus rares. Les patrons eux-mêmes se rendent compte que le travail de nuit offre de sérieux dangers, au point de vue physiologique et au point de vue moral. Le système des veillées qui donna lieu à de graves abus, spécialement dans la couture, va disparaissant. Elles ne sont plus autorisées que pour la confection des chapeaux et des vêtements de grand deuil.

Le travail de nuit n'est pas interdit aux adultes. Il n'y a d'exception que pour ceux employés à la fabrication du pain ou de la pâtisserie.

Cette interdiction du travail de nuit apportée par la loi du 28

mars 1919 a soulevé de grosses difficultés. Elles sont dues à la discrimination faite entre le travail du patron qu'elle tolère et celui de l'ouvrier qu'elle défend. Le problème de l'accès du fournil par l'inspecteur a été résolu affirmativement par la Cour de Cassation dans ses arrêts du 6 Août 1921 et 24 Juin 1922. Il est donc admis que celui-ci peut pénétrer la nuit chez un boulanger pour vérifier s'il n'emploie pas d'ouvriers.

Pour l'application de cette loi, les inspecteurs se sont toujours heurtés à une grande résistance des patrons, motivée par la concurrence de ceux qui travaillent seuls. Certains boulangers peuvent en effet assurer la fabrication du pain exigé par la clientèle seuls ou aidés des membres de leur famille, tandis que beaucoup d'autres ne le peuvent pas, en raison de leur santé ou de l'importance de l'entreprise. La majorité patronale est opposée à toute réglementation. Quelques divergences subsistent, étant donné que tous ne commencent pas leur travail à la même heure, ceci dépend du genre de clientèle qu'ils ont à satisfaire, mais en principe la plupart n'admettent pas cette interdiction pour des raisons tirées d'abord de cette concurrence inévitable et aussi de la nécessité de satisfaire les besoins du consommateur. En supprimant tout travail nocturne, celui-ci en effet ne pourrait avoir du pain frais aux heures où il le demande, malgré les progrès accomplis dans les méthodes de panification. D'autre part, le travail de jour ayant pour résultat de baisser la qualité du pain, engendrerait nécessairement une diminution de la consommation et accentuerait ainsi la crise du blé.

Les ouvriers sont toujours partisans de la suppression intégrale du travail de nuit, bien que les conditions dans lesquelles il s'effectue se soient améliorées. L'utilisation du pétrin mécanique, des méthodes de travail modernes permettent l'adoption du système des équipes. L'institution du repos hebdomadaire, la limitation des heures de travail, le bénéfice des congés payés,

indépendamment de toutes les autres améliorations d'ordre général, ont beaucoup modifié leur situation. Cependant leurs revendications demeurent sur ce chapitre, une application stricte de la loi en vigueur est exigée. Il est difficile d'adopter une solution en présence de cette opposition, opposition qui se retrouve aussi bien devant le conseil supérieur du travail que devant la confédération générale des travailleurs et devant le parlement.

Les statistiques permettent cependant de conclure que cette loi est mieux appliquée. Les infractions particulièrement nombreuses de 1924 à 1929 sont en voie de regression sensible.

	Contraventions relevées	Procès verbaux dressés
1930	1.047	640
1931	949	576
1932	441	251
1933	764	241
1934	875	588

Son observation rigoureuse est difficile à obtenir, la fraude est ici encouragée par la concurrence de patrons boulangers travaillant seuls. Par ailleurs, en raison du grand nombre de fournils et de l'insuffisance de son effectif, l'inspection du travail ne peut assurer un contrôle pleinement efficace.

Repos hebdomadaire

Le repos hebdomadaire est une grande restriction à la liberté de travailler ou de faire travailler. De tout temps on a reconnu qu'il était indispensable à l'homme, pour réparer ses forces, goûter les joies de la famille, cultiver son intelligence. « Le repos hebdomadaire, dit très justement M. Jay, apparaît comme une impérieuse exigence de la famille et de la cité ».

Dans l'ancien régime, il était obligatoire pour tous. Le travail

était interdit les dimanches et jours de fêtes. Ces dispositions, supprimées lors de la Révolution, furent reprises sous la restauration.

Après 1830, le repos hebdomadaire ne fut pas obligatoire. La loi de 1892 l'exigea seulement pour les femmes et enfants employés dans l'industrie, un jour quelconque de la semaine.

Enfin, la loi du 13 juillet 1906, étendit la règle du repos hebdomadaire à tous les ouvriers et employés, repos qui doit être donné le dimanche en principe. Elle n'interdit pas de travailler ce jour-là, mais de faire travailler.

Des protestations indignées accueillirent cette loi qui avait été votée à l'unanimité au parlement. Les répercussions économiques devaient en être fatales. Elles devaient entraîner une réduction sensible de la production et mettre le pays en état d'infériorité sur le marché international. Les uns étaient décidés à ne pas l'appliquer, d'autres à la combattre. Les commerçants particulièrement rebelles faisaient valoir les intérêts de la clientèle. Certains ouvriers même n'admettant pas une atteinte à leur liberté, ne lui témoignèrent pas une grande sympathie. Cependant la plupart lui firent bon accueil. Ils étaient soutenus par des catholiques et des philanthropes à qui l'organisation des ligues des acheteurs permettait de prêcher en faveur de l'application intégrale de la loi.

Se conformant aux circulaires, les inspecteurs durent, les premiers temps, se montrer bienveillants et ne sévir qu'après avoir épuisé tous les moyens de conciliations.

L'interprétation donnée par la jurisprudence à l'application de cette loi ne fut pas de nature à faciliter leur tâche. La Cour de cassation admit le retour aux extras ⁽¹⁾, ce qui permettait à un patron de ne pas fermer le dimanche, et de faire travail-

¹ Cour de Cassation, 2 février 1901. D. P. 1907. I. 105.

ler à condition de recourir à un personnel autre que celui de la semaine. La loi interdisait d'employer un salarié plus de six jours dans un même établissement, mais celui-ci pouvait ainsi trouver à s'occuper ailleurs pendant le septième jour.

Le conseil d'Etat, en outre, par un arrêt du 29 novembre 1912, permit aux grands magasins d'ouvrir le dimanche certains rayons pour les faire bénéficier des autorisations accordées à leurs concurrents en boutiques. Une grande partie du personnel se trouvait alors soumise au repos par roulement.

Le législateur avait pour but d'obtenir le repos dominical. Or, l'abus des dérogations eut pour résultat de généraliser le repos par roulement. Ce système a de fâcheux inconvénients, il facilite la fraude et rend extrêmement difficile la surveillance. Comment l'inspecteur pourrait-il vérifier si tous les magasins ouverts se conforment à la loi et dans quelles conditions. Le repos n'étant pas accordé le même jour à tous les travailleurs, son contrôle demeurera pratiquement impossible si, d'accord avec le patron, ceux-ci gardent le silence sur les infractions commises.

L'idée de la fermeture obligatoire le dimanche, seul moyen de réaliser le repos collectif, gagna peu à peu les esprits. Au lendemain de la guerre, le conseil d'Etat déclara que la loi de huit heures et la semaine anglaise constituaient des faits nouveaux justifiant le retrait des autorisations accordées. Les ouvriers et employés ayant désormais plus de loisirs pouvaient s'approvisionner en semaine, la généralisation de la fermeture le dimanche était donc possible sans trop d'inconvénients.

La loi du 29 décembre 1923, en posant le principe de la fermeture obligatoire le dimanche, marqua l'aboutissement d'une réforme depuis longtemps sollicitée. Elle introduisit dans notre droit le principe de l'organisation professionnelle. Le préfet peut désormais imposer la fermeture quand des accords

sont intervenus entre les syndicats patronaux et ouvriers intéressés.

La volonté du législateur a été d'empêcher la concurrence faite aux établissements fermés le jour de repos collectif, par l'ouverture de ceux exploités par le patron, seul ou aidé des membres de sa famille.

Ceci n'alla pas sans soulever de grandes difficultés. Les pharmaciens n'hésitèrent pas à contester cette loi devant la Cour suprême.

Pour désarmer l'opposition, les inspecteurs firent de nombreuses conférences dans lesquelles ils exposèrent les avantages de la nouvelle législation; sur leur initiative furent constitués des syndicats et conclus de multiples accords.

Grâce à leur propagande, l'institution du repos hebdomadaire, qui avait soulevé tant de protestations véhémentes est entrée dans les mœurs. Les infractions relevées sont plus nombreuses.

	Contraventions relevées	Procès-verbaux dressés
1930	3.331	929
1931	4.011	1.071
1932	2.940	862
1933	3.791	1.072
1934	4.285	1.335

Mais on ne saurait en déduire que la loi est moins respectée. Elle est mieux connue et les inspecteurs sévissent d'autant plus. La fermeture obligatoire s'applique désormais à des catégories industrielles et commerciales toujours plus nombreuses. En 1933, sur 331.270 établissements industriels, la répartition s'établissait comme suit:

régime normal: repos collectif du dimanche	317.198
régime exceptionnel:	
repos collectif autre jour que dimanche	2.193
repos collectif du dimanche midi au lundi midi ...	448
repos collectif du dimanche après-midi avec repos compensateur... ..	1.099
repos par roulement	9.602
repos spéciaux dans les usines à feu continu (décret 31.2.10)	730

De grands progrès ont donc été réalisés. Le repos collectif du dimanche est devenu le régime normal. Le patron doit se reposer comme son personnel. Au moins dans les entreprises commerciales, la suppression du repos par roulement serait désirable. Ceci aurait l'avantage de supprimer la concurrence et de simplifier considérablement le contrôle.

Hygiène et sécurité.

S'il est un domaine où le salarié a besoin de protection c'est assurément celui de l'hygiène et de la sécurité. Il peut sans danger immédiat user de ses forces, travailler au delà de la limite légale, mais il ne pourrait sans courir de grands risques travailler en un lieu malsain, ou approcher des machines non munies de dispositifs protecteurs. Des maladies professionnelles de toute sorte: saturnisme, mercurisme, phosphorisme, charbon, tuberculose, le menacent à l'usine. L'extrême complexité du machinisme engendre tous les jours la possibilité d'accidents: accidents fortuits: rupture de tuyaux, incendie, explosion d'une chaudière, etc.; accidents dûs aussi à l'insuffisante protection de l'outillage, à la négligence de l'ouvrier lui-même, sa mauvaise adaptation technique ou physiologique au travail qui lui est confié.

La loi de 1892 interdit aux femmes et aux enfants de travailler dans les mines, minières, carrières et dans les industries où l'on utilise le plomb, l'arsenic, le phosphore blanc, matières essentiellement dangereuses.

Ces mesures de portée restreinte furent généralisées par la loi du 12 juin 1893, qui contenait une réglementation d'ensemble visant les établissements industriels, tant du point de vue de l'hygiène que de la sécurité. Son champ d'application fut étendu au commerce par la loi du 11 juillet 1903, dont les dispositions ont été complétées par les lois du 31 décembre 1912 (extension des prescriptions légales aux théâtres, cirques, etc) et du 6 mars 1917 (interdiction de l'alcool dans les usines). Ces diverses lois ont été incorporées au Code du Travail (Livre II, art. 65 à 70) et complétées par une série de règlements d'administration publique.

Dans ce domaine la tâche de l'inspecteur est devenue particulièrement délicate. Il n'est plus un simple agent, chargé de réprimer les infractions aux lois protectrices. Son rôle est ici essentiellement préventif.

Afin de protéger l'ouvrier contre les multiples dangers qui le menacent, de sérieuses connaissances techniques lui sont indispensables tant au point de vue de l'hygiène que de la sécurité. Il doit se tenir au courant des modifications incessantes apportées à l'outillage, aux procédés de fabrication et veiller à ce que le travailleur soit préservé des nouveaux risques.

L'éducation des ouvriers s'impose; par négligence ou ignorance, ceux-ci n'utilisent pas toujours les moyens mis à leurs dispositions pour satisfaire aux règles d'hygiène et de sécurité.

D'autre part beaucoup de chefs d'entreprises, de petits patrons surtout, répugnent à modifier leur outillage ou bien hésitent devant les frais importants que peuvent nécessiter certaines améliorations.

L'inspecteur doit ici user de beaucoup de persuasion; convaincre l'industriel de l'utilité d'une mesure préventive, lui montrer les avantages considérables qui en résultent pour ses employés et pour lui-même: satisfaction morale d'avoir fait ce qu'il doit pour épargner la vie de son personnel, de lui avoir fait contracter des habitudes au point de vue de l'hygiène qu'il transportera dans sa famille, dont il ne pourra plus se passer et qui lui donneront une plus grande conscience de sa dignité. D'autre part les modifications réalisées se traduisent en définitive par des avantages pécuniaires. Se sentant en sécurité, l'ouvrier travaille avec plus de confiance, plus d'entrain, plus de plaisir et son rendement en est meilleur.

Les inspecteurs ont fort bien compris les exigences de leur mission préventive. Ils se sont consacrés journellement à cette tâche éducatrice. Elle leur est facilitée dans une certaine mesure depuis la loi de 1928 prescrivant la déclaration préalable des établissements. Cette déclaration leur permet l'envoi d'une sorte de memento des textes appliqués, principalement au point de vue de l'hygiène et de la sécurité. Il arrive souvent que les patrons sollicitent à cette occasion, leur avis sur les mesures qu'ils doivent adopter.

Ils assurent aussi l'éducation collective des employeurs et employés par des conférences. Groupant les représentants des deux classes, ils ont pu obtenir souvent des ententes, des programmes d'améliorations indispensables.

Par leur adroite influence personnelle, les inspecteurs ont su entraîner dans l'œuvre de la prévention les industriels les plus réfractaires.

Les rapports annuels du ministre du commerce et de l'industrie avant la guerre constatent que, grâce à leur surveillance de plus en plus étroite, les conditions du travail ont fait des progrès remarquables, que les mesures relatives à l'hygiène ou

à la sécurité pénètrent de plus en plus dans les usages industriels. Les patrons acceptent volontiers les mesures qui leur sont imposées et même réclament plus fréquemment que par le passé l'avis de l'inspecteur quand ils procèdent à de nouvelles installations. Les locaux de dimensions réduites ont été agrandis, mieux éclairés et mieux aérés. Les usines ont été munies d'appareils de ventilation destinés à recueillir les poussières pour les conduire dehors ou dans des chambres spéciales, de hottes pour supprimer les dégagements de gaz et les vapeurs insalubres. De même les prescriptions relatives au nettoyage du sol, au jointoiement des pavés, à l'assainissement des locaux, sont de mieux en mieux respectées. Les mesures de sécurité sont également appliquées, des améliorations sensibles se font chaque jour. C'est dans les échafaudages que les infractions se révèlent plus fréquentes.

Après la guerre, la vigilance des inspecteurs a continué à s'exercer dans ce domaine. Au point de vue de l'hygiène, les progrès obtenus sont incontestables. Les diverses prescriptions relatives à la propreté, la ventilation des locaux, l'aspiration des vapeurs ont contribué, dans une mesure appréciable, à la prophylaxie de la tuberculose, ainsi que des intoxications de produits ou de gaz nocifs ¹. En matière de sécurité, les résultats obtenus ne sont pas moins heureux. Des perfectionnements ont été réalisés, grâce à la réglementation minutieuse et aussi à la mise en vigueur de la loi du 9 avril 1898. Les déclarations d'accidents toujours plus nombreuses sont faites aux inspecteurs :

412.278 en 1910

656.35 en 1920

1.036.121 en 1930.

Grâce aux statistiques, aux enquêtes permettant d'en con-

¹ Pic, traité de législation industrielle.

naître les causes, les circonstances, la fréquence, la prévention contre les accidents s'est développée considérablement.

Les dispositions relatives à l'hygiène et à la sécurité sont en général mieux connues des intéressés, tandis qu'en 1913, le nombre des mises en demeure s'élevait à 33.474, il n'était que de 10.679 en 1932. D'autre part, le nombre des infractions est en diminution constante.

	Contraventions relevées	Procès-verbaux dressés
1930	1.083	724
1931	1.062	745
1932	810	524
1933	614	370
1934	545	357

Quoique des progrès notables aient été réalisés, c'est dans la petite industrie et dans le petit commerce que l'inspecteur rencontre le plus de difficultés. Il se heurte à la négligence du patron que favorise souvent l'inertie du personnel. Des visites fréquentes et inopinées seraient ici particulièrement nécessaires.

Dans l'ensemble, cette législation a incontestablement déterminé un mouvement dans le sens de la transformation des installations industrielles, tant au point de vue de l'hygiène que de la sécurité. En collaboration étroite avec les industriels, les inspecteurs sont arrivés à faire organiser un très grand nombre de comités de sécurité qui sont d'excellents instruments de progrès. Ils sont chargés d'étudier les conditions de sécurité du travail et de tirer des accidents les enseignements qu'ils comportent pour leur prévention.

Aujourd'hui, dans nombre d'établissements, tels que Schneider, Michelin, Berliez, etc., les chefs d'entreprise se préoccupent d'améliorer les conditions matérielles afin de soustraire le per-

sonnel aux risques de maladie et d'accident. Un service médical y est institué, qui a pour but d'examiner l'ouvrier à son embauchage et de le surveiller au cours de son travail. L'apprentissage y est soigneusement organisé aux usines Michelin, Schneider, Bergougnan, aux Etablissements métallurgiques de Raxent-Marquise, de Lorraine Dietrich, etc. (1).

Très souvent le patron s'occupe lui-même du perfectionnement de son entreprise, mais dans les grands établissements, où se trouvent des milliers d'employés, une personne de compétence éprouvée doit être placée à la tête des services industriels et il est souvent fait appel à la collaboration des surintendantes pour assurer le service social.

Il reste sans nul doute encore beaucoup à faire et l'évolution de la technique requiert sans cesse de nouvelles adaptations. On peut cependant affirmer que de sérieux progrès ont été réalisés, grâce à la vigilance des inspecteurs du travail et aux prescriptions minutieusement détaillées.

Des initiatives privées précèdent souvent les interventions législatives et vont même au-delà, suivant les progrès de l'hygiène, pour en faire bénéficier les ouvriers. Dès 1867, Engel Dolfuss de Mulhouse, prenait l'initiative en vue de créer la première association d'industriels pour prévenir les accidents, alors qu'aucun pays n'avait encore étudié cette question. Depuis, se sont constituées diverses associations dans le but de répandre les notions d'hygiène à l'atelier et les nombreux dispositifs qui en assurent la sécurité.

Les inspecteurs du travail ne se bornent pas à surveiller et faciliter l'observation des lois protégeant les travailleurs, tâche dont l'importance est primordiale.

Ils jouent à l'égard du gouvernement le rôle d'informateurs

1 Bulletin Ministère du Travail 1921.

sociaux. Leurs rapports, qui témoignent généralement d'un labeur intense et de connaissances étendues, éclairent le législateur et l'opinion publique sur l'application des lois. En même temps qu'ils font connaître les conditions toujours nouvelles de vie économique, ils dénoncent les lacunes, les imperfections de la réglementation existante. Ils suggèrent les moyens d'y remédier, émettent les propositions qui seraient de nature à assurer de meilleures conditions du travail. Par leur expérience pratique, ils apportent aux pouvoirs publics une collaboration précieuse et permettent ainsi les progrès de la législation sociale.

L'inspection du travail n'est donc pas seulement un organe d'application et de police, mais aussi un organe de création et de progrès. Elle est devenue également, comme nous allons le voir un organe de médiation.

CHAPITRE VII.

RELATIONS DES INSPECTEURS AVEC LES PATRONS ET LES OUVRIERS

Les rapports de l'inspection du travail avec les patrons et les ouvriers, à l'origine dépourvus d'aménité ont subi, nous devons le reconnaître à la louange de ce corps, une très heureuse évolution.

Les inspecteurs ont compris que pour obtenir le respect des lois, ils ne devaient pas s'en tenir à une action strictement répressive. L'ignorance étant souvent à l'origine des infractions, l'éducation des assujettis et des intéressés leur est apparue indispensable. Ils l'ont entreprise par de nombreuses conférences.

Cette méthode, en même temps qu'elle faisait pénétrer dans les esprits le sentiment de l'utilité de l'œuvre qu'ils sont chargés d'accomplir, leur a permis d'acquérir un ascendant moral tel, qu'aujourd'hui patrons et ouvriers, reconnaissant leur impartialité, acceptent volontiers leur médiation dans les différends qui s'élèvent entre eux.

Les premières relations exigèrent beaucoup de tact, de prudence. Une circulaire du 1 février 1897 trace aux inspecteurs leur ligne de conduite :

« Lors de sa première visite, l'inspecteur doit user de la plus grande urbanité, ne doit user de son droit d'entrée qu'avec cet esprit de conduite qui ne peut qu'augmenter son autorité morale et la valeur de son intervention, en même temps que ga-

rantir l'efficacité des répressions quand elles sont rendues nécessaires. » Les chefs d'entreprises ne peuvent en effet être disposés à accueillir favorablement une incursion étrangère dans leurs établissements. Aussi multiples furent, à l'origine, les procédés auxquels ils eurent recours pour déjouer la surveillance de l'inspecteur. Les rapports de la commission supérieure en donnaient de nombreux exemples.

« Une sonnerie électrique avertissait le personnel de l'arrivée des inspecteurs. Les enfants disparaissaient par une trappe et étaient enfermés dans une cave sous le four. Une prime leur était payée pour passer prestement sous la dite trappe, ce qui ne manquait pas d'exciter leur zèle et leur agilité, aussi était-il difficile pour ne pas dire impossible d'arriver assez tôt pour les surprendre. » ⁽¹⁾.

Une nouvelle circulaire du 3 septembre 1906 invite les inspecteurs à faire connaître aux assujettis la réglementation nouvelle, leur donner toutes explications utiles avant de recourir aux mesures de coercition.

Se conformant aux instructions données, les inspecteurs ont apporté dans leurs rapports toute la patience, l'aménité voulues, ils n'ont pas marchandé leurs conseils et ont fini ainsi par convaincre. Désormais, les délits d'obstacle sont rares, on relève :

32 procès-verbaux en 1920, pour délits d'obstacle

73	»	en 1925,	»	»
29	»	en 1930,	»	»
40	»	en 1931,	»	»
20	»	en 1932,	»	»
32	»	en 1933,	»	»
33	»	en 1934,	»	»

¹ Rapport de la Commission Supérieure 1903.

Grâce aux nombreuses conférences données pour éclairer les industriels sur les bienfaits de la législation protectrice, l'utilité de ce corps n'est plus contestée aujourd'hui.

Ceux-ci ont fini par reconnaître son impartialité et sa compétence. Non seulement, l'inspecteur n'est plus accueilli avec hostilité, mais il est devenu un auxiliaire précieux, le conseiller juridique et technique du patron. Celui-ci de plus en plus fait appel à son jugement, à sa compétence, lorsqu'il doit par exemple modifier l'aménagement de ses locaux ou procéder à de nouvelles installations.

Du côté des travailleurs, les relations se sont aussi bien modifiées.

Contrairement à ce qu'elle était en droit d'attendre dans un milieu qu'elle a pour but de protéger, l'inspection du travail s'est heurtée à des sentiments de méfiance, d'indifférence, particulièrement accentués chez les femmes, qui sont toujours moins renseignées que les hommes sur les droits dont elles bénéficient. Souvent les ouvriers favorisaient la dissimulation des contraventions, les lois étant alors qualifiées d'inutiles et d'inoportantes.

Les inspecteurs ont fait de grands efforts pour vaincre ces préventions injustifiées. Ils les ont éclairés dans la mesure où cela leur était possible, par des instructions individuelles et aussi par des conférences.

Désormais, l'ouvrier n'hésite pas à se mettre en relation avec l'inspecteur et l'aborde plus facilement. Celui-ci reçoit fréquemment des plaintes et des visites ayant pour objet de lui signaler des infractions, des causes de danger, dont l'importance aurait pu lui échapper, ou qui auraient nécessité de plus longues recherches.

Cette collaboration très précieuse est cependant plus efficacement utilisée par l'intermédiaire des organes: Bourses, syndi-

cats, unions de syndicats, auxquels les travailleurs ont confié la défense de leurs intérêts. A l'usine, à l'atelier, en effet, l'ouvrier, craignant les représailles du patron, ne répondra qu'avec réserve aux questions de l'inspecteur et n'osera prendre l'initiative de révéler ouvertement une contravention qu'il aura constatée.

Sans doute peut-il faire une dénonciation écrite, mais il est à craindre qu'elle ne soit injustifiée, motivée par son ignorance, une mauvaise interprétation des prescriptions légales, ou dictée par des griefs personnels. Aussi l'inspecteur est-il mieux instruit par le secrétaire du syndicat. Celui-ci mieux renseigné expliquera à l'ouvrier le mal fondé d'une plainte, filtrera les dénonciations et signalera les abus réels.

Une circulaire du ministre du Commerce du 19 janvier 1900 invite le service à entrer en relations suivies avec ces organes.

« La découverte des infractions ne doit pas être abandonnée pour la plus large part au hasard des rencontres heureuses, mais elle doit être le résultat d'une préparation méthodique et sûre pour laquelle il convient d'envisager comme indispensable l'aide des travailleurs qui sont les témoins constants de ces infractions. »

Une nouvelle circulaire du 22 novembre 1906 signale aux inspecteurs combien l'aide des travailleurs devient indispensable quand il s'agit de l'application de la loi du 13 juillet 1906 sur le repos hebdomadaire. Ces infractions ne peuvent avoir lieu que le dimanche, étant donné leur caractère intermittent, il est pratiquement impossible à l'inspecteur d'effectuer le jour-là une surveillance effective de l'ensemble des établissements assujettis.

D'excellentes et efficaces relations se sont donc établies avec les représentants des classes ouvrières. A la demande de ces derniers, de nombreuses conférences ont été faites. Les inspecteurs exposant les détails de la législation, en ont fa-

cilité la compréhension. Ils ont ainsi gagné la confiance des travailleurs et tiré admirablement parti de leur concours, concours essentiellement utile en matière d'hygiène et de sécurité. Etant donné l'expérience qu'il a du milieu où il travaille l'ouvrier discernera des causes d'accidents, susceptibles d'être révélées seulement par un examen attentif et prolongé, auquel ne peut malheureusement pas toujours se livrer l'inspecteur.

Se conformant aux instructions ministérielles, les inspecteurs ont groupé les représentants des employeurs et des employés et favorisé ainsi des ententes en vue d'apporter des améliorations dans certaines branches industrielles; ils ont pu aussi obtenir comme nous l'avons vu des accords syndicaux devenus indispensables pour l'application de la loi de 8 heures et de la loi sur le repos hebdomadaire. A la suite de ces conférences, les organisations professionnelles se sont engagées à faire l'éducation de leurs membres et à imposer le respect des décisions prises.

Cette méthode fréquemment employée, a eu pour résultat d'aplanir les difficultés.

Elle a eu en outre l'heureux effet de conférer aux inspecteurs une grande autorité morale et de permettre ainsi leur intervention dans les différends élevés sur les conditions du travail.

La loi du 27 Décembre 1892 a confié aux Juges de Paix la tâche de conciliation et d'arbitrage en cette matière. Elle prévoit des comités de conciliation occasionnels constitués seulement en cas de conflit avec l'assentiment des parties. Ils se composent de leurs représentants et sont convoqués par le Juge de Paix, qui en assume la direction avec voix consultative. Si la conciliation échoue, il peut essayer de provoquer un arbitrage dont le conseil est désigné par les parties. Acceptée par celles-ci, la sentence vaut contrat collectif.

Ce système n'a pas eu beaucoup de succès. De 1893 à 1920 il

n'a été recouru à cette procédure facultative que pour 18 % des conflits et c'est seulement dans la moitié des cas, que l'on est arrivé à une solution amiable. Cette proportion a diminué au cours des dernières années. L'application de la loi de 1892 se révèle surtout insuffisante en cas de conflits généralisés, comme il s'en présente très souvent aujourd'hui.

De nombreuses interventions complémentaires ont été relevées; de 1893 à 1920 on a compté: 1038 interventions des Préfets et sous-Préfets, 669 des Maires, 96 du Ministre du Travail, 87 des Inspecteurs du travail.

Au cours des années qui ont suivi, l'importance de ces interventions s'est accrue, ainsi que nous permettent de le constater les chiffres suivants: ⁽¹⁾

	1922	1923	1924	1925	1926	1927	1928
Ministre du Travail	2	14	9	15	37	1	5
Inspecteurs	52	66	88	74	149	21	29
Préfets	12	22	23	29	71	20	25
Sous-Préfets	12	19	33	35	64	10	25
Maires	24	25	43	39	121	29	20
Ingénieurs des Ponts et Chaussées ...	1	1	2	4	1	1	1
Administration de la Marine	1	1	3	3	1	3	6
Commissaire de Po- lice	3	4	4	2	8	4	8
Ministre des Travaux Publics		3	2	9	19	1	2
Juges de Paix... ..	48	70	97	90	177	25	71

Tandis qu'avant 1920, l'inspecteur du travail venait au dernier

¹ Bulletin Ministère du Travail 1932, p. 49.

rang, nous pouvons constater qu'au cours de la période ci-dessus envisagée, après le Juge de Paix, médiateur officiel, il est intervenu plus fréquemment que tout autre fonctionnaire.

La comparaison du nombre des conciliations obtenues avec les interventions qui se sont produites dans des grèves, en 1927 et 1928 par exemple, est encore plus significative.

	Interventions obtenues		Conciliations.	
	1927	1928	1927	1928
Inspecteurs du Travail	18	26	10	17
Préfets	16	23	9	16
Sous-Préfets	9	22	5	16
Maires	29	22	21	11
Commissaires de Police	5	7	1	6
Juges de Paix	25	69	10	22

Il convient de noter que la proportion des conciliations obtenues par les inspecteurs est plus forte que celle des conciliations obtenues par les juges de paix. Elle s'élève pour ces derniers à 40 % en 1927, à 32 % en 1928, tandis qu'elle atteint pour les inspecteurs 55 % en 1927, 65 % en 1928.

A l'heure actuelle, les inspecteurs sont appelés à résoudre la plupart des conflits soulevés par l'exécution des conventions collectives établies en vertu de la loi du 26 juin 1936. La circulaire du 3 Juillet 1936, relative à l'institution dans chaque département d'une commission paritaire de conciliation, envisage la délégation d'un inspecteur, d'un ingénieur ou d'un sous-préfet pour le règlement des conflits en première instance.

Les faits eux-mêmes paraissent démontrer que l'inspecteur est le mieux qualifié pour intervenir dans les conflits opposant employeurs et salariés. Grâce à ses efforts persévérants il a su gagner

leur confiance. Ceux-ci reconnaissent maintenant sa valeur technique et son impartialité.

D'autre part, en contact permanent avec les deux parties, il connaît leurs possibilités, leurs besoins respectifs. L'exercice de sa fonction lui permet d'acquérir l'expérience voulue en matière économique, sociale et juridique, pour exercer efficacement cet arbitrage.

L'inspecteur du travail ne nous apparaît donc plus comme un simple agent verbalisateur. Il a compris que par sa situation, il était à même de remplir, à côté de sa mission tutélaire, une mission pacificatrice.

Parti d'une humble activité de police, il joue désormais un rôle social et économique de premier plan.

Il s'efforce de résoudre les difficultés et tend à unir en un ensemble productif les groupes sociaux luttant entre eux au sein de l'Etat.

Nous avons pu apprécier l'activité déployée, les résultats obtenus par l'inspection et rendre hommage à la manière très élevée dont elle a conçu son rôle. Mais ne pourrait-on rendre plus féconds les efforts réalisés par ce service en apportant quelques améliorations à son état actuel ?

III^e PARTIE.

REFORMES ENVISAGEES

Toutes les mesures de protection ne sauraient atteindre pleinement leur but dans un pays où n'existe pas un corps d'inspecteurs, suffisamment nombreux, compétent et bien armé pour en imposer l'observation intégrale.

En France, la composition, la compétence, les pouvoirs de ce service ont souvent fait l'objet de critiques. Nous allons les examiner successivement à ces divers points de vue.

CHAPITRE I.

NOMBRE DES INSPECTEURS

L'insuffisance numérique de ce corps est notoire. Entre sa composition actuelle et l'importance de la besogne qu'il doit assumer il existe une disproportion frappante. Disproportion fréquemment signalée par la Commission supérieure avant la guerre, et qui se trouve aujourd'hui exagérée par le très grand nombre d'attributions nouvelles confiées aux inspecteurs.

En 1892, 105 agents devaient veiller à l'application de deux lois, celle du 2 novembre 1892 et du 9 septembre 1848.

Or, nous avons vu combien sont multiples et variées les prescriptions que doivent actuellement faire observer 150 inspecteurs et inspectrices. Comment supposer qu'ils puissent, malgré tous leurs efforts, assurer un contrôle permanent et efficace dans tous les établissements assujettis. Leur domaine d'investigation s'élargit chaque jour par suite de l'extension de la ré-

glementation légale par voie de décrets, et le travail de bureau qui en résulte accessoirement alourdit beaucoup leur tâche.

Pour obtenir d'un industriel le respect absolu de la législation protectrice, plusieurs visites annuelles seraient indispensables. Or, non seulement un inspecteur ne peut en effectuer que de très rares, mais il lui est matériellement impossible de visiter toutes les entreprises de sa section.

De cette insuffisance numérique résultent des conséquences déplorable. Elle a pour corollaire un manque absolu d'équité dans l'application des lois. Elle crée une inégalité de situation entre les assujettis. Les patrons en règle se trouvent lésés vis-à-vis de ceux qui peuvent se soustraire aux exigences légales.

Autant que possible, les inspecteurs exerceront leur surveillance dans les établissements les plus importants. Les moyennes et petites entreprises y échapperont souvent. Or, c'est là que les prescriptions sont le plus méconnues. Ces inconvénients sont aggravées lorsqu'elles offrent des causes particulières de danger. Cela engendre un légitime mécontentement du personnel dont la santé, la vie, est menacée. Il en résulte chez lui, ne se sentant pas suffisamment protégé, un manque de confiance préjudiciable à la valeur de son rendement et aussi au concours qu'il pourrait très utilement apporter au service dans la découverte des infractions.

Pour que l'inspecteur puisse remplir consciencieusement sa mission préventive et répressive, il faut que ses heures ne soient pas comptées. La nécessité d'effectuer un minimum de visites par mois l'obligera à ne pas s'y attarder, à se contenter souvent d'un examen rapide, superficiel et peu fructueux. Il importe qu'une grande latitude lui soit accordée. L'importance de sa circonscription devrait être réduite. Cela lui permettrait de faire non plus des visites très rares, et par suite peu efficaces, mais de tenir en quelque sorte le patron « en haleine », de

l'obliger à se conformer strictement aux prescriptions légales, en faisant peser sur lui la menace continue de visites inopinées.

Il conviendrait aussi que les enquêtes au sujet des accidents du travail soient faites dans le plus bref délai; pour que leur utilité soit réelle, elles doivent être immédiates. Or, pour économiser du temps, l'inspecteur ne s'y livrera que le jour où il fera ses visites de contrôle.

Ne visitant pas tous les établissements de son ressort, il ne pourra dresser des statistiques rigoureusement exactes, ce qui rendra incertaines les conclusions au point de vue des conséquences économiques et sociales des lois de protection ouvrière.

D'autres inconvénients résultent d'une pareille insuffisance numérique. Pendant le congé de l'inspecteur, aucune suppléance n'ayant été prévue, son service demeure en souffrance. Il doit à son retour se débarrasser de tout le travail accumulé, ce qui entraîne une véritable désorganisation pouvant se prolonger pendant plusieurs semaines.

Pour parer à ces divers inconvénients, la collaboration des officiers de police judiciaire a été proposée. Mais l'expérience a démontré qu'elle ne pouvait être suffisante. Ceux-ci n'ont pas la compétence voulue et, d'autre part, leurs attributions sont assez nombreuses pour absorber leur activité.

On a suggéré aussi la création de contrôleurs du travail, adjoints aux inspecteurs et dont la fonction serait éminemment répressive. Il est en effet une partie de leur besogne qui n'exige aucune capacité spéciale. La constatation des infractions aux lois relatives à l'emploi des enfants, des femmes, au repos hebdomadaire, à la durée du travail, au travail de nuit, etc. est directe et relativement facile. Il n'en est plus de même en matière d'hygiène et de sécurité, où le contrôle extrêmement délicat requiert des connaissances étendues et variées.

Les contrôleurs auraient une mission de police à remplir, leur tâche se bornerait à surveiller l'application des lois répressives.

Cette institution soulagerait incontestablement le service, mais ne faut-il pas craindre que son homogénéité ne soit compromise, que son fonctionnement ne soit entravé par des exigences contradictoires?

Comme palliatif à l'insuffisance numérique de ce corps, on a également proposé de rendre plus étroite que celle qui existe la collaboration ouvrière.

Malgré sa compétence et son dévouement, l'inspecteur ne peut exercer un contrôle minutieux, apprécier les dangers multiples et particuliers à chaque entreprise. Une longue expérience lui est nécessaire pour connaître le milieu où se déploie son activité. Le travailleur, en raison des connaissances pratiques qu'il acquiert dans l'exercice de son métier, pourrait lui apporter un concours utile et alléger considérablement sa besogne.

Cette collaboration peut revêtir divers aspects. Elle peut être obtenue : par la création d'assistants, en mettant à la disposition des ouvriers un registre, et enfin par l'institution de délégués ouvriers.

En vue de l'adjonction de contrôleurs aux inspecteurs du travail, divers projets ont été conçus. Dans une séance de la Chambre du 9 novembre 1903, un groupe de députés déposa un projet connu sous le nom de projet Breton, qui envisageait la nomination de contrôleurs après un concours. Les candidats devaient être préalablement inscrits sur une liste de présentation dressée par le département, après une élection à laquelle prenaient part tous les membres âgés de plus de 18 ans.

Ce projet ne fut pas accepté.

En 1905, la Commission permanente étudia les moyens de faire pénétrer des éléments ouvriers dans le corps de l'inspection :

« L'ouvrier inspecteur du travail aura, dans l'exercice de sa fonction, plus de connaissances pour remarquer des infractions aux lois et aux garanties de la sécurité ouvrière qu'il en aura lui-même connu par son passage à l'atelier, à l'usine ; qu'il sera en rapports constants avec le syndicat ouvrier professionnel, où il puisera des indications lui facilitant sa tâche de recherche. Il aura plus de moyens de connaître, par ses collègues travaillant, les infractions aux lois dont il a charge de surveillance. L'ouvrier se confiera d'autant plus facilement dans l'énumération des abus dont il est souvent victime, qu'il saura se trouver en présence d'un inspecteur qui a été de même condition que lui, en qui il a confiance, et que ses révélations ne le feront pas soupçonner par son patron. ⁽¹⁾.

L'unanimité de la commission se prononça en faveur de cette collaboration des travailleurs, et posa le principe de la dualité de concours pour en favoriser le recrutement.

Le Conseil supérieur émit des vœux dans le même sens : deux concours devraient être organisés, dont l'un aurait un caractère essentiellement pratique, s'adressant à des personnes ayant 10 années de pratique industrielle ou commerciale. Ne seraient admis à concourir que les candidats syndiqués depuis au moins trois ans, et agréés à la majorité des voix représentées par les les syndicats ouvriers de la corporation.

La création de ces assistants n'est pas encore admise. Cette solution est tentante, mais elle offre, dit-on, le danger de faire « glisser inconsciemment l'inspection du travail vers une situation normalement diminuée, pour peu que, faute de limiter strictement le rôle de ses assistants, on laisse leur incompétence déborder la compétence des inspecteurs du travail qui, disons-le hautement à la louange de ce corps, ont su acquérir progressi-

¹ Rapport Bourderon 1906.

vement une autorité que les inexpériences du début pouvaient empêcher de laisser prévoir. » (1).

Convient-il de mettre un registre à la disposition des ouvriers, sur lequel ils consigneraient leurs observations relatives aux conditions dans lesquelles s'effectue leur travail?

C'est ce qui a été réalisé par un décret du 9 août 1925, dans les chantiers de bâtiments et de travaux publics. L'employeur est tenu de mettre sur le chantier, ou au siège de l'entreprise, un registre à la disposition du personnel, leur permettant d'y inscrire ses observations concernant l'état du matériel ou l'existence de causes susceptibles de compromettre sa sécurité.

Le chef d'entreprise peut consigner également ses observations sur ce registre que l'inspecteur doit examiner à chacune de ses visites.

L'extension de cette mesure aux industries dangereuses et insalubres a été fréquemment sollicitée. Les ouvriers sont ici constamment exposés. Ils sont à même de faire judicieusement des remarques et de suggérer les améliorations susceptibles d'être apportées.

On a répondu que cela ferait double emploi avec les moyens donnés aux travailleurs de contribuer à l'application de mesures protectrices par l'intermédiaire des syndicats, et aussi par leurs relations directes avec l'inspecteur, procédés de collaboration faciles et qui permettent d'éviter tout heurt avec le patron.

Il est enfin une dernière question très importante qui a été soulevée à diverses reprises. Comme dans les mines, ne pourrait-on, dans les établissements industriels et commerciaux, instituer des délégués choisis par les ouvriers qui surveilleraient l'application des mesures édictées en leur faveur.

La loi du 8 juillet 1890 autorise, dans les mines, minières et

¹ Rapport Boudet, présenté au nom de la majorité patronale, 31ème session du conseil supérieur, 1927.

carrières, l'élection par des mineurs de délégués dont les pouvoirs ont été renforcés par la loi du 3 janvier 1933. Ils sont chargés de veiller à la sécurité du milieu en effectuant des visites périodiques et en consignnant les résultats sur un registre mis à leur disposition par le chef d'entreprise.

Tandis que les inspecteurs ne peuvent effectuer qu'un contrôle intermittent, les délégués seraient à demeure et, par suite, à même d'exercer une surveillance continue et plus efficace. Ils auraient pour mission de signaler les dangers, les causes d'insalubrité de l'exploitation et d'insécurité; en cas d'accident, de retracer exactement les conditions dans lesquelles il a eu lieu, de relever toutes les infractions aux lois et décrets réglementant le travail.

La tâche des inspecteurs se trouverait singulièrement allégée. Ils sauraient, en arrivant dans un établissement, où porter leur attention et perdraient beaucoup moins de temps aux recherches des contraventions, que des ouvriers délégués pourraient immédiatement leur signaler.

Ceux-ci pourraient attirer l'attention des industriels eux-mêmes sur des infractions qui peuvent se commettre à leur insu. Par ailleurs, ces derniers sentant peser sur eux un contrôle permanent, seraient moins portés à enfreindre les prescriptions légales.

Les services rendus par les délégués mineurs en France, l'exemple des pays étrangers qui ont adopté cette institution, militent en faveur de l'extension d'une pareille mesure, au moins dans les industries insalubres et dangereuses.

Tout argument d'analogie doit être écarté, déclarent les délégués patronaux, on ne saurait comparer des entreprises industrielles ou commerciales avec des exploitations minières. Le travail dans les mines présente des conditions particulières. Des fissures peuvent se produire à tout instant, d'où la nécessité d'un

contrôle ininterrompu. D'autre part, vu la similitude et le nombre restreint des exploitations, les délégués peuvent y acquérir très vite une connaissance précise des conditions et des dangers du travail.

Dans les industries, les conditions de fabrication, la technique, les causes d'accidents et de maladies varient d'une usine à l'autre, et à l'intérieur même de chaque catégorie professionnelle. Il faudrait élire plusieurs délégués spécialistes, un seul ne pouvant avoir une compétence suffisante en dehors de sa propre spécialité. Sans doute pourraient-ils signaler les infractions aux règles élémentaires de l'hygiène et de la sécurité, mais leur impuissance serait grande en présence de questions plus délicates, dont la solution requiert des connaissances approfondies.

Il est de toute évidence, d'autre part, que l'ouvrier se préoccupe avant tout des salaires, de la durée du travail. Il se montre facilement négligent en matière d'hygiène et de sécurité, le danger ne lui apparaissant pas immédiat.

Au surplus, en matière d'enquête, il manquerait à ces délégués non seulement la compétence, mais aussi l'impartialité voulue. Ne faut-il pas craindre leurs exigences incessantes ou mal fondées, qui pourraient devenir des sources de conflit avec le patron?

Un projet de loi, du 7 mai 1907, déposé par M. Viviani envisageait la nomination de délégués dans les établissements industriels ou commerciaux, occupant au moins 100 ouvriers ou employés.

Il fut vainement repris et déposé le 8 décembre 1925 par M. Goniaux.

En novembre 1927, lors de sa 3^{ème} session, le Conseil supérieur du Travail ayant étudié les moyens de remédier à l'insuffisance numérique du service de l'inspection, émit les vœux suivants:

1°) que le nombre des inspecteurs soit augmenté;

2°) qu'il soit créé auprès du service de l'inspection des assistants à compétence limitée, recrutés par un concours adéquat, agissant sous la direction et la responsabilité des inspecteurs du travail;

3°) que l'administration prenne les dispositions qui lui apparaîtront les meilleures pour que les inspecteurs du travail soient déchargés de tous travaux de bureau, de telle façon qu'ils puissent consacrer plus de temps à l'accomplissement de leur mission essentielle;

4°) qu'il soit institué dans les industries dangereuses ou insalubres un registre où les ouvriers puissent consigner leurs observations sur l'application des dispositions légales et réglementaires concernant l'hygiène et la sécurité;

5°) qu'il soit institué des délégués à l'hygiène et la sécurité dans les industries dangereuses ou insalubres, dont l'action devra s'étendre à tous les établissements et industries désignés, quelle que soit l'importance du personnel employé. Ceux-ci auront les mêmes pouvoirs que les délégués mineurs. Ils seront désignés par le ministère du travail qui demandera des propositions aux diverses organisations professionnelles ouvrières de l'industrie et de la circonscription envisagées.

S'inspirant de cet avant-projet, M. Goniaux souleva de nouveau la question le 7 Juin 1928. Des influences diverses et notamment celles des Chambres de commerce firent ajourner l'adoption de cette institution.

La loi récente du 24 juin 1936 a réalisé une étape. Elle déclare que, désormais, les conventions collectives pourront envisager dans les établissements occupant plus de 10 personnes « l'institution de délégués élus par le personnel, ayant qualité pour présenter à la direction des réclamations individuelles qui n'auraient pas été directement satisfaites, relativement à l'appli-

cation des tarifs de salaires, au Code du Travail, et autres lois et règlements concernant la protection ouvrière, l'hygiène et la sécurité. »

En l'état actuel des choses, étant donné l'esprit de tension qui règne, on est amené à se demander si l'adoption d'un pareil système n'est pas susceptible d'aggraver l'animosité existante.

Protégé par la convention collective qui est devenue la charte de la profession, l'ouvrier n'a pas à redouter, comme autrefois, le déplaisir du chef d'entreprise et ses représailles. Mais, dans l'accomplissement de son devoir d'auxiliaire de l'inspecteur, ne risque-t-il pas de manquer d'équité et de se livrer à une surveillance tracassière préjudiciable au bon fonctionnement de l'entreprise ?

Il nous paraît, en général, préférable de confier l'application des lois à des tiers indépendants, qui n'ayant aucun intérêt en jeu, exerceront leur fonction avec toute l'impartialité voulue.

Le véritable remède à l'impuissance du service chargé de contrôler l'application des lois réside, nous semble-t-il, dans un renforcement sérieux de son effectif. Pour faire œuvre utile, protéger la masse laborieuse toute entière en veillant à l'observation générale et absolue des mesures qui sont édictées en sa faveur, le nombre des inspecteurs devrait être considérablement accru.

Il serait aussi désirable que les indemnités de bureau soient augmentées de façon à leur permettre de se décharger, au moins partiellement, du travail matériel très absorbant, et qui n'exige aucune capacité spéciale. Ainsi délivrés, leur liberté d'action serait plus grande. Ils pourraient plus utilement et plus entièrement se consacrer à la réalisation de leur mission tutélaire.

CHAPITRE II

COMPETENCE DES INSPECTEURS

A l'exemple de ce qui se passe en Angleterre, en Belgique, ne pourrait-on modifier la compétence actuelle de ce service par l'adjonction de spécialistes?

La compétence est un facteur essentiel de l'autorité et de la confiance dont l'inspecteur doit jouir pour exercer sa fonction. L'évolution industrielle pose tous les jours de nouveaux problèmes techniques. On ne saurait lui demander de les résoudre tous en raison de leur complexité. L'inspecteur doit être à la fois juriste, ingénieur, médecin, électricien, etc. On ne peut demander tout cela à une seule personne.

Il faut, disent les uns, confier la surveillance des établissements industriels et commerciaux à des spécialistes.

Ce système ne nous paraît pas susceptible de donner des résultats efficaces. Le corps ainsi divisé et subdivisé ne serait pas homogène et son fonctionnement en serait complexe. Plusieurs visites seraient nécessaires dans une même entreprise pour des objets différents, chaque spécialiste n'examinant qu'à son point de vue.

Ceci exigerait un personnel fort nombreux. De plus, n'y aurait-il pas lieu de redouter les contradictions, les empiètements même involontaires?

Ce système aurait en outre pour résultat d'énervier le chef

d'entreprise et de rendre impossible la bonne entente indispensable en pareille matière.

Le recrutement actuel exige des candidats des notions générales d'électricité, de droit, d'économie, d'hygiène, notions superficielles sans doute, mais qui les rendent capables d'acquiescer un supplément ultérieur de connaissances grâce à leurs études personnelles et pratiques.

Quoique très étendues, ces connaissances peuvent cependant être insuffisantes pour la solution de problèmes difficiles qui se posent à eux et engagent leur responsabilité en même temps qu'ils mettent en jeu la vie et la santé des travailleurs.

Nombreuses sont les dispositions qui laissent l'inspecteur juger « de la convenance, de la suffisance, de l'efficacité » des précautions à prendre. L'inspecteur divisionnaire peut ne pas être mieux renseigné et alors qui apportera une solution équitable? Souvent l'industriel est tenu de communiquer le schéma de ses installations, des renseignements techniques destinés à assurer le contrôle de l'inspecteur, et celui-ci aura besoin de beaucoup de loisirs et de recherches pour déchiffrer ces documents.

Des questions délicates d'interprétation peuvent se poser également qui exigent une culture juridique approfondie. La solution des problèmes soulevés par les installations électriques, le mécanisme compliqué des machines, la pose d'appareils protecteurs, demandent souvent une compétence particulière.

Il semble qu'à cet effet, on pourrait utilement créer à côté du service de l'inspection, un comité dont les membres seraient recrutés parmi des spécialistes éminents ; ceux-ci n'effectueraient de visites, que sur la demande d'un inspecteur faisant appel à leur compétence pour l'examen de questions particulièrement délicates. Leur concours serait d'une grande

efficacité et l'inspecteur ne verrait pas son autorité compromise en faisant preuve d'une ignorance légitime, mais qui peut ne pas apparaître comme telle aux yeux de l'industriel exigeant.

Il est un domaine cependant où la spécialisation paraît devoir s'imposer. C'est celui de l'inspection de l'hygiène et de l'inspection médicale du salarié.

L'inspection du travail a été amenée à se préoccuper non seulement des accidents menaçant le travailleur, mais aussi de divers facteurs nocifs qui minent progressivement et imperceptiblement sa santé. Or, les maladies professionnelles, leur relation avec les opérations industrielles qui les causent, seraient mieux connues grâce aux études continues d'inspecteurs médecins.

On sait à quel point un inspecteur est absorbé par ses multiples fonctions, le temps qu'il peut consacrer à la surveillance de l'hygiène est certainement insuffisant. De plus, s'il est à même de vérifier l'observation des mesures concernant l'hygiène du local, il ne lui est pas toujours facile de déceler les causes des maladies professionnelles. Il doit veiller à l'emploi des enfants, exiger le certificat d'aptitude physique, mais il ne pourra en contrôler l'exactitude qu'en faisant appel à un médecin. Comment pourrait-il se rendre compte que des travaux inoffensifs en apparence, sont nuisibles à certains organismes? Seul un examen médical sérieux permettrait de découvrir les dangers auxquels ils sont exposés.

Poincaré écrivait dans son traité d'hygiène industrielle :

« Les ouvriers devraient être soumis à des visites médicales hebdomadaires, et les médecins renverraient immédiatement tout sujet présentant les prodromes d'intoxication. »

Un certain nombre de pays ont organisé cette inspection médicale des usines.

En Angleterre, la première loi sur l'inspection du travail, loi Althorp du 29 août 1933, prévoyait la nomination de quatre inspecteurs dont un était médecin. Par la suite, le service de l'inspection a toujours compris des médecins.

En Suisse, une loi de 1864 réglementant le travail des femmes et des enfants désignait trois inspecteurs, dont un était médecin.

En Prusse, la première loi sociale instituait une commission locale qui devait comprendre des médecins.

En Belgique, nous l'avons vu, une place très large est faite aux médecins dans le service de l'inspection.

Dans les pays, où n'existe pas une inspection médicale, les médecins du service d'hygiène publique ont également la surveillance des fabriques, particulièrement en matière d'évacuation des eaux usées, de prévention des épidémies, de protection du voisinage. En Allemagne, ils sont même chargés de la surveillance des travailleurs.

En 1926, une réunion internationale des inspecteurs-médecins a eu lieu à Dusseldorf. Elle a procédé à l'examen des principes sur lesquels devrait reposer l'organisation de l'inspection médicale dans les différents pays.

Elle devrait autant que possible avoir accès dans tous les endroits où s'effectue le travail, liberté d'enquête par tous les moyens, liberté d'exprimer son opinion vis-à-vis des autorités responsables. Elle devrait être consultée sur toutes les questions relatives à la santé des ouvriers, jouir d'une indépendance absolue, disposer d'une autorité suffisante pour assurer l'exécution des dispositions réglementaires. Des règles basées sur le principe d'égalité administrative devront assurer la collaboration des médecins avec les autres fonctionnaires chargés de l'inspection.

Cette réunion eut également pour objet de faire renaître

l'activité de la commission internationale permanente pour l'étude des maladies professionnelles instituée en 1906, et de créer dans son sein une section réunissant tous les médecins du travail dans les différents pays. Cette association aurait pour mission d'organiser d'une manière durable le travail des inspecteurs-médecins, de permettre un échange des expériences faites, des résultats obtenus et d'assurer tout un mouvement de dissémination scientifique.

Un Comité d'inspection médicale appartenant à la commission internationale fut créé à cet effet.

En France la création d'une inspection médicale a souvent été demandée par la Commission d'hygiène industrielle. Elle a été demandée aussi avec insistance en vue de la prophylaxie de la tuberculose dans les ateliers, par la Commission permanente de préservation contre la tuberculose, du ministère de l'Intérieur. Ces médecins-inspecteurs pourraient, à son avis, être placés sous l'autorité des inspecteurs divisionnaires et recrutés par voie de concours.

Un autre projet envisageait l'utilisation comme médecins-conseils de certains savants qualifiés par leurs travaux et pourvus d'une situation indépendante: professeurs de facultés, ou médecins placés à la tête des bureaux d'hygiène.

Les projets déposés n'étant pas encore réalisés, on y supplée par la création de commissions et d'instituts universitaires.

Divers motifs sont allégués pour expliquer cette carence. Les raisons financières sont aisément réfutables par le seul examen des avantages qui résultent d'une semblable institution.

La Grande-Bretagne nous en donne un bel exemple. L'économie des frais réalisée grâce à la réduction des cas d'intoxication est supérieure à l'ensemble des traitements alloués aux médecins-inspecteurs.

On conçoit difficilement, comme le fait remarquer Over-

berj, qu'un pays affecte des sommes considérables aux dépenses militaires et ne fasse aucun effort pour prendre des mesures qui n'ont d'autre but que de lui assurer une population sainement constituée. Ces ouvriers physiquement dégradés pourront-ils faire de vaillants soldats ? et, d'autre part, une nation dont la classe laborieuse est débilitée pourra-t-elle soutenir la concurrence économique sur le marché international ?

Les améliorations nécessitées exigeront sans doute des sacrifices de la part des industriels, mais ne seront-ils pas compensés par la supériorité du rendement d'un personnel en bonne santé ?

L'activité du médecin, par ailleurs, ne semble pas devoir porter préjudice à l'inspecteur. Une bonne et sincère collaboration le soulagerait et lui permettrait d'exercer plus efficacement son activité dans d'autres domaines.

Là où elle a été organisée, l'inspection médicale a fait œuvre très féconde dans la domaine de la santé publique. Les dépenses qu'elle a entraînées ont été compensées d'une manière très large et socialement inappréciable par la réduction de la morbidité et de l'invalidité, et par la possibilité de choisir parmi les mesures de protection celles qui sont vraiment nécessaires.

Les objections faites peuvent aussi se réfuter en invoquant le droit de la société de préserver l'individu. Les exigences de l'intérêt social justifient les diverses mesures restrictives de la liberté du travail et de faire travailler, ne pourrait-on les invoquer avec plus d'énergie encore quand il s'agit de la santé individuelle ? M. Monod a fort bien dit que « la liberté de ne pas être infecté de maladies contagieuses vaut bien celle de les répandre ».

CHAPITRE III.

POUVOIRS DES INSPECTEURS

L'inspection, aussi bien organisée et aussi compétente soit-elle, demeure impuissante à réaliser son but si des obstacles viennent entraver son fonctionnement.

La jurisprudence, ainsi que nous avons eu l'occasion de le voir, n'a pas toujours facilité sa tâche, notamment par l'interprétation restrictive qu'elle faisait de son droit d'entrée dans les établissements.

Pendant longtemps, les chambres réunies lui en ont refusé l'accès la nuit. Et le patron avait toute licence pour éluder l'application des lois, le principe de l'inviolabilité du domicile assurant son impunité.

La théorie des indices extérieurs énoncée dans l'arrêt de la Cour de cassation de 1902 était beaucoup plus admissible. L'inspecteur ayant recueilli des faits lui permettant de soupçonner une fraude, il est tout naturel que lui soit reconnu son droit d'en assurer la répression. Le lui refuser c'était encourager la violation de mesures protectrices et tolérer au préjudice de patrons consciencieux, une concurrence déloyale.

On peut aller plus loin et accorder à l'inspecteur comme l'a fait en 1922 la Cour de cassation le droit absolu de pénétrer la nuit comme le jour dans un établissement quelconque. L'inviolabilité du domicile ne serait pas atteinte, celui-ci étant gé-

néralement séparé du local où s'effectue le travail. Se sachant exposé à des visites nocturnes, le patron sera ainsi moins tenté d'enfreindre la loi.

Il est une autre pratique nuisible au bon fonctionnement du service: l'amnistie. Cette mesure, qui a pour effet de permettre le classement de procès-verbaux sans y donner suite, et se renouvelle périodiquement, est ici critiquable.

Elle ne saurait d'abord être accueillie favorablement par la classe ouvrière, dont la protection est déjà imparfaite.

Cette pratique est de nature à encourager la fraude, les abus de la puissance patronale. En outre, les iniquités déplorables résultent du fait que pour les mêmes contraventions relevées à des époques différentes, des industriels seront condamnés et d'autres relaxés. Il peut se faire aussi qu'un patron mal informé, ignorant l'amnistie, s'imagine que les poursuites ont été abandonnées en raison du mal fondé des contraventions relevées à son encontre.

Outre ces fâcheux résultats, la loi d'amnistie a pour conséquence d'entraver considérablement l'action des inspecteurs. Ils perdent de leur autorité en montrant ainsi leur impuissance à obtenir une exécution parfaite des prescriptions légales.

De pareilles interventions, tolérables au point de vue politique, ne sont beaucoup moins dans le domaine social où le législateur ne saurait atteindre pleinement son but, que par une application uniforme, équitable, des mesures édictées.

ATELIERS DE FAMILLE

Nous avons mentionné précédemment au nombre des établissements qui échappent au contrôle de l'inspection, l'atelier de famille. Ce régime de faveur est-il équitable? Dans un pays soucieux d'assurer à la classe laborieuse un sort meilleur par une législation protectrice, il importe de trouver une solution au problème ainsi posé. Ne convient-il pas de se demander quelle peut être l'influence du travail à domicile sur cette législation et si l'exemption dont il bénéficie ne constitue pas « la fissure par laquelle s'évanouissent en fumée tous les résultats que l'on attendait de la surveillance et de l'organisation légale des usines et des fabriques » ⁽¹⁾

Le travail à domicile ne s'effectue pas toujours dans les mêmes conditions. Il y a tout d'abord, l'industrie autonome exercée par un ouvrier artisan, seul maître, tant au point de vue de la fabrication des produits que de leur écoulement.

Il existe une autre modalité dans laquelle l'artisan garde l'initiative de la production, mais doit recourir à un commissionnaire qui lui offre des débouchés.

Nous avons enfin le travail à domicile pour le compte du grand patron, qui selon Karl Marx, « dirige le travailleur par des fils invisibles ».

Celui-ci fait à l'ouvrier des commandes, lui donne la matiè-



¹ Pic et Amieux. Le travail à domicile en France.

re à transformer, les types et les modèles à reproduire, écoule la marchandise. C'est un procédé qui est devenu un rouage normal du mécanisme productif moderne. Le fabricant y a volontiers recours dans la mesure où son industrie le lui permet. Multiples sont les avantages qu'il en tire.

Son personnel étant ainsi disséminé, il n'a pas besoin d'exposer des frais souvent considérables, en vue de la création et de l'entretien d'établissements vastes. Echappant à toute discipline légale, il jouit dans son exploitation d'une liberté illimitée. D'autre part, les salaires inférieurs qu'il impose aux travailleurs isolés, contribuent à diminuer son prix de revient.

Grâce à cette déconcentration, la marge de ses bénéfices en est considérablement accrue. Dans les branches industrielles où la production n'est pas régulière, un autre avantage résulte pour le patron du fait que, étant assuré de retrouver en temps voulu le personnel nécessaire, il n'a pas besoin de garder des ouvriers pendant la morte-saison.

Vis-à-vis de l'ouvrier, et plus encore de l'ouvrière, ce genre de travail n'est pas sans attrait. N'est-il pas agréable de gagner sa vie, ou d'augmenter ses ressources en restant chez soi, au foyer que l'on aime, si mesquin soit-il ! Ils échappent à toute promiscuité, à toute surveillance, et cela leur donne l'illusion d'être indépendants, d'obéir à une discipline volontaire. Combien de personnes déclassées, appauvries, qui n'oseraient pas aller à l'usine, persuadées que le travail manuel est humiliant, saisissent avec empressement l'occasion de travailler sans qu'on le sache, d'ajouter un petit salaire d'appoint à leur revenu insuffisant !

Respectant la liberté individuelle, l'inviolabilité du domicile, le législateur décida que l'individu travaillant chez lui seul ou aidé des membres de sa famille échapperait à toute réglementation. Il n'en est plus de même s'il fait appel à la collaboration

d'une personne étrangère. Dans ce cas, l'atelier, perd son caractère familial et en raison de la concurrence ruineuse qu'il peut faire aux établissements assujettis, doit être astreint aux mêmes obligations que ces derniers.

Lorsque l'industrie exercée dans l'atelier est dangereuse, insalubre, ou qu'elle nécessite l'emploi de moteurs mécaniques, le chef est tenu d'observer les prescriptions relatives à l'hygiène, la sécurité et de se soumettre aux investigations de l'inspecteur du travail.

Sauf dans ces deux cas, l'atelier de famille est donc soustrait à l'application des mesures protectrices édictées en faveur du travailleur.

Une organisation nouvelle a pu ainsi se développer et a permis à beaucoup de fabricants de bénéficier de ce régime exceptionnel, d'éluder plus particulièrement l'application des lois relatives: à la durée du travail, l'âge d'admission des enfants, le travail de nuit. Ces établissements échappant au contrôle des inspecteurs, il est difficile de donner une idée, même approximative, de leur nombre et de leur importance. Les rapports annuels publiés par la Commission supérieure avant la guerre signalaient leur progression constante et les nombreux abus en résultant.

Ce sont surtout les industries du vêtement, la lingerie, les dentelles, les travaux sur bois, les articles de luxe, qui motivent la création de ces organismes. La lingerie a fait l'objet d'enquêtes spéciales: en 1858, puis de 1905 à 1908 une enquête menée par le ministère du Travail, a touché 25.000 personnes, embrassé 24 départements et consigné ses résultats dans quatre gros volumes. En 1913, la fleur artificielle; en 1914, la chaussure, ont été l'objet d'investigations analogues. Des rapports ont été aussi fréquemment demandés aux inspecteurs et inspectrices du travail.

En raison des inconvénients multiples inhérents à cette for-

me d'organisation du travail, on s'est demandé s'il ne conviendrait pas d'y porter remède. L'accord jusqu'ici n'a pu être réalisé.

En 1929, le Conseil supérieur fit une enquête auprès des Chambres de commerce des organisations patronales et ouvrières et des commissions départementales. Le questionnaire portait principalement sur l'opportunité de la réglementation des ateliers de famille.

La majorité se prononça pour le statu quo. Presque toutes les chambres de commerce s'opposèrent à l'extension du régime légal; se déclarèrent en faveur: deux organisations professionnelles ouvrières et dix commissions départementales.

Cinq chambres de commerce et une commission départementale préconisèrent l'obligation de se conformer à la réglementation légale, uniquement pour les ateliers employant une force motrice ou des personnes étrangères à la famille.

Le Conseil supérieur demandait également quelles étaient les dispositions qu'il conviendrait de faire observer.

Une chambre de commerce, deux organisations ouvrières, huit commissions départementales, se prononcèrent pour la limitation des heures de travail.

Une autre question, enfin, portait sur les moyens de contrôler l'observation des prescriptions légales. Il ne fut donné à ce sujet aucune suggestion intéressante pour et contre le maintien du régime exceptionnel dont bénéficient les ateliers de famille.

Nous allons brièvement examiner l'argumentation donnée pour et contre le maintien du régime exceptionnel dont bénéficient les ateliers de famille.

On ne saurait, disent les uns, sous prétexte de contrôle, porter atteinte aux principes sacro-saints de la liberté individuelle, de l'inviolabilité du domicile.

Le père, la mère de famille ne sont-ils pas libres d'aménager

leur intérieur, de subvenir aux besoins du foyer, sans avoir à subir une intrusion étrangère qui peut devenir humiliante et vexatoire? Ce mode de travail en commun assure la cohésion familiale, resserre les liens, accroît l'intimité des divers membres, en même temps qu'il préserve la femme, l'enfant, de la promiscuité malsaine de l'atelier.

Au point de vue économique, cette forme de production convient le mieux à la fabrication des articles de luxe exigeant avec un sens artistique développé un travail minutieux qui confère à l'objet sa valeur. Délivré de toute contrainte extérieure, l'ouvrier peut donner libre cours à sa fantaisie, il travaille avec plus de goût et son œuvre en est meilleure.

Le surmenage résulte uniquement du travail exigé par les industries saisonnières. En temps ordinaire, le travail tardif est compensé par des repos dans la journée, et, d'autre part, les divers membres, en se relayant, évitent de s'épuiser.

Il serait en outre pratiquement difficile d'assurer l'application des lois sociales; le contrôle des inspecteurs, dont la mission est déjà bien complexe, ne serait-il pas très fastidieux et inefficace?

Ces diverses raisons, fort appréciables, ne nous paraissent cependant pas devoir résister à l'argumentation des partisans adverses, qui, se basant sur les multiples inconvénients engendrés par ce mode de production, réclament énergiquement la réglementation de l'atelier de famille et le contrôle des inspecteurs.

Nombreux sont les abus auxquels donne lieu ce régime de faveur et son influence est néfaste à divers points de vue. Combien de personnes, acculées à la nécessité de gagner leur vie, accepteront le salaire qu'il plaira à l'industriel de leur octroyer. Elles se contenteront d'un revenu modique, quelquefois insuffisant pour entretenir leur famille. D'autres ne discute-

ront pas davantage les exigences patronales, ce genre de travail leur étant un moyen de se procurer des ressources complémentaires. Cela est d'une influence pernicieuse sur le marché du travail. Il en résulte entre les travailleurs à domicile et le personnel des établissements surveillés une concurrence au rabais qui provoque et entretient des jalousies, un antagonisme déplorable.

Il est un autre inconvénient non moins regrettable économiquement. Une prime fort avantageuse est donnée au patron assoiffé de lucre, indifférent au bien-être social. Son prix de revient, inférieur à celui des industries similaires réglementées, lui permet de les concurrencer avantageusement, de donner à sa production un essor qu'elles ne peuvent atteindre. Une pareille injustice encourage les autres industriels à se dérober, autant que possible, à la réglementation légale. Le but poursuivi par le législateur se trouve ainsi mis en échec, une partie de la classe laborieuse étant injustement privée des bienfaits de notre insuffisante législation protectrice.

Pour compenser la modicité de son salaire, l'ouvrier à domicile en sera réduit à prolonger son labeur très tard dans la nuit. C'est aussi au prix d'un travail excessif qu'il pourra compenser l'insuffisance de son outillage, en présence d'industries concurrentes mieux organisées.

Un des gros arguments opposés à la réglementation est celui de la liberté du chef de famille qui doit rester entière. Mais ce droit paternel ne reçoit-il pas des restrictions quand il s'agit, par exemple, de l'instruction des enfants? Ne peut-on en apporter de nouvelles, lorsque le père ignorant, ou insouciant, abuse de son autorité au détriment de leur santé?

Comment ne pas reconnaître en outre, que dans un appartement exigu, composé souvent d'une seule pièce servant de chambre à coucher et de cuisine, l'aménagement d'un atelier aussi ru-

dimentaire soit-il, constitue une dangereuse atteinte aux règles élémentaires de l'hygiène?

Loin d'être la source d'énergies fécondes, le logis devient un foyer d'anémie de tuberculose. Ce labeur intensif, déréglé qui énerve, épuise l'individu, n'est pas de nature à engendrer la cohésion familiale. Celle-ci ne semble pas faite uniquement du travail côte à côte. N'est-ce pas aux heures de loisir que l'on goûte plus particulièrement les douceurs du foyer. Aux heures de travail désintéressé, de causerie, l'esprit alors délivré de toute préoccupation matérielle, se délasse et se retrempe agréablement dans l'atmosphère familiale.

Les Anglais ont baptisé ce mode de production « Sweating System » : Système qui fait suer de travail jusqu'à l'épuisement. Le surmenage auquel est invinciblement porté le travailleur à domicile a pour conséquence fatale l'étiollement de la race. L'Etat ne peut demeurer indifférent, au nom de l'intérêt général qu'il a pour mission de défendre, il a non seulement le droit mais le devoir d'intervenir.

L'extension des mesures tutélaires aux ateliers de famille, conformément au vœu émis par le Conseil Supérieur, paraît donc s'imposer. Leur soumission à une discipline légale ne serait pas une innovation: elle est admise, nous l'avons vu, lorsqu'ils comportent des étrangers à la famille, lorsqu'on y utilise un moteur mécanique ou qu'on y exerce une industrie dangereuse.

Le législateur est également intervenu dans ce domaine en vue de permettre à l'ouvrière de gagner sa vie dans les mêmes conditions qu'à l'atelier, sans fournir un surcroît de travail. La loi du 10 juillet 1915, visant les ouvrières dans l'industrie du vêtement, avait pour but de compenser le défaut de réglementation de la durée du travail, en lui assurant des tarifs de façon qui lui permettent de gagner, pour un nombre égal d'heures, un salaire égal à celui de l'ouvrière en atelier.

Sans doute, cette loi n'a-t-elle pas atteint son but. Echappant à toute surveillance, les ouvrières à domicile, pour accroître leur revenu, ont tendance à accepter des commandes qu'elles ne peuvent exécuter qu'au prix d'un labeur excessif. La remise du travail est incertaine, irrégulière et l'exécution doit en être hâtive, pour satisfaire rapidement une clientèle exigeante et capricieuse.

Afin d'enrayer les abus que ces travailleuses font de leurs propres forces, il est indispensable, croyons-nous, de compléter cette œuvre de protection ébauchée.

A cela, on objecte encore les difficultés que soulève la découverte des ateliers clandestins, disséminés dans les grandes villes, et aussi, en les supposant connus, l'impossibilité pratique d'un contrôle rigoureux. Ces obstacles ne nous paraissent pas infranchissables. On pourrait, à l'instar de la législation anglo-saxonne, adopter le principe de la déclaration obligatoire par l'industriel du nom et du domicile de l'ouvrier travaillant hors de l'usine ou de l'atelier.

En Angleterre, le *Factory And Work Shorp* de 1891 fait de cette déclaration une obligation pour tout industriel qui emploie un ouvrier hors de chez lui. Un act de 1895 permet aux inspecteurs de notifier au patron que ses ouvriers à domicile travaillent dans des conditions malsaines, et celui-ci doit alors leur retirer l'ouvrage. Un nouvel act de 1901 a rendu plus étroites encore ces mesures protectrices.

En Nouvelle-Zélande, les inspecteurs visitent tous les ateliers de famille enregistrés, effectuent les améliorations et les désinfections nécessaires aux frais de l'entrepreneur.

Les articles qui proviennent d'ateliers non enregistrés portent une étiquette dénonçant les conditions défectueuses dans lesquelles ils ont été fabriqués.

En France, nous ne trouvons aucune mesure analogue, mais des projets et des vœux multiples. En 1902, la commission dé-

partementale de l'Aube émettait le vœu que: « tout patron occupant des personnes en dehors de la fabrique ou du magasin, établissent et tiennent à jour une liste indiquant le nom et l'adresse de ces personnes, la désignation des locaux où elles travaillent, le nombre et la nature des machines occupées. Cette liste serait envoyée à l'inspecteur du travail le 1^{er} janvier de chaque année et communiquée à toute réquisition.

« Que l'exception dont jouit l'atelier de famille soit supprimée, que la loi existante soit applicable à tous les ateliers sans distinction ». (1)

De son côté, la Commission supérieure renouvelait, à diverses reprises, le vœu que le législateur recherchât si les ateliers de famille, tout au moins ceux qui sont industriellement organisés, ne devraient pas être astreints à d'autres obligations qu'à celles de la loi sur l'hygiène et la sécurité.

En effet, dans les ateliers qui utilisent des moteurs mécaniques, les abus sont plus graves, en raison de la facilité qu'ont les membres d'une famille de se succéder, la machine fonctionne sans interruption et permet une concurrence ruineuse vis-à-vis des industries similaires.

Au moyen de deux dispositions indiquées par la Commission supérieure, M. Doumergue, ministre du Commerce et de l'Industrie, en préparant son projet de loi sur la réglementation du travail, déposé le 10 juin 1906, essaya d'apporter une solution aux difficultés créées par le travail à domicile. Il envisageait d'abord l'assujettissement à l'inspection pour le contrôle des heures de travail, des ateliers utilisant un moteur.

Pour les autres, tout chef d'établissement devait tenir un registre indiquant les noms et domicile de toutes les personnes occupées par eux, qui serait présenté à l'inspecteur du travail à toute réquisition.

1 Rapport de la Commission Supérieure, 1902.

L'adoption de ce système ou celui de la déclaration obligatoire aurait l'avantage de permettre le recensement des ateliers de famille. L'inspecteur pourrait alors y exercer son contrôle et mettre fin à cette pratique consistant à éluder, par la constitution d'ateliers, les prescriptions légales, pratique aussi répréhensible au point de vue social que le fait de contrevenir directement à ces prescriptions.

La solution de ce problème fait surgir également la nécessité impérieuse d'accroître le nombre des inspecteurs du travail. Grandes seront à coup sûr, les difficultés de surveillance. Mais ils sauront à n'en pas douter, — l'expérience nous en a donné d'excellentes preuves — user du tact, de la délicatesse, de l'autorité qu'exige l'accomplissement d'une mission aussi délicate.

CONCLUSION

On ne saurait nier les modifications profondes survenues dans la situation faite à la classe laborieuse. La condition actuelle de l'ouvrier ne ressemble en rien à ce qu'elle était il y a une cinquantaine d'années. Par étapes successives le législateur l'a entouré d'un réseau de dispositions qui lui assurent un minimum de protection indispensable.

Souvent les initiatives individuelles l'ont précédé dans la voie du progrès et lui ont montré les réformes à accomplir. Les lois internationales elles-même, lui ont indiqué les améliorations nécessaires au bien être social.

S'il faut se féliciter des progrès accomplis, on doit néanmoins reconnaître qu'il reste encore beaucoup à faire. L'évolution industrielle est continue et dynamique. Une nouvelle adaptation des lois s'impose chaque jour. Par ailleurs la réglementation existante est loin d'être parfaite. Il reste encore beaucoup à réaliser pour satisfaire les exigences de notre sentiment de la justice. Il importe dans l'intérêt du travailleur, du pays, de la société, que soient apportées des améliorations progressives. Une heureuse évolution est en cours. Des lois protectrices sont édictées chaque jour plus nombreuses.

Mais ces mesures inspirées par l'intérêt que prend un gouvernement au sort de la classe laborieuse, ne risquent-elles pas de demeurer purement décoratives, s'il ne prend soin d'en assurer l'exécution générale et absolue?

Tous les salariés ont également droit à sa tutelle. Une atteinte à ce principe constitue un dol pour eux. Or il est malheureusement de toute évidence, que tous ne sont pas également protégés.

« Que fait l'inspection du travail, cette belle endormie ? » lisait-on dans un quotidien. L'injustice de ce reproche ne peut s'expliquer que par une méconnaissance absolue de la valeur des efforts réalisés par l'inspection. Son impuissance à protéger la masse laborieuse tout entière est manifeste. Mais comment pourrait-on affirmer que sa composition est suffisante pour faire respecter les lois sociales que nous avons énumérées et dont le champ d'application est toujours plus vaste ?

De tout temps, elle a fait preuve d'une compétence technique remarquable et d'un dévouement illimité. L'œuvre accomplie, malgré les difficultés sans nombre, en est l'éloquent témoignage. Si les lois tutélaires comme disait M. Cauwès « ont amélioré le sort de ceux qui par leur travail créent tous les éléments du bien-être et réalisent tant de merveille de force et de beauté, il faut attribuer cela à la collaboration des inspecteurs du travail. »

Cet organisme a été amené à jouer un rôle social dont il convient de souligner l'importance.

Créé pour défendre les intérêts du salarié, veiller à ce que lui soient faites des conditions de vie humaine, il assume en outre une tâche de conciliation et d'arbitrage. Il s'efforce d'améliorer les rapports entre employeurs et employés, de substituer à l'antagonisme des deux classes, générateur de ruines, une collaboration active et sincère indispensable à l'essor économique du pays.

Mais la grandeur de cette fin exige des moyens proportionnés. Afin que ce service étende sa protection à tous les travailleurs sans exception et poursuive efficacement son œuvre médiatrice, il importe que son effectif soit accru.

On ne saurait trop insister sur cette nécessité. Dans un Etat soucieux du bien-être de la classe laborieuse, des intérêts généraux du pays, présents et à venir, il incombe aux pouvoirs publics de prendre les mesures qu'exige la réalisation parfaite d'une telle mission.

Vu:

Le Doyen,
Edgar ALLIX

Vu:

Le Président
William OUALID.

Vu et permis d'imprimer,
Le Recteur de l'Académie de Paris,
CHARLETY.

BIBLIOGRAPHIE

OUVRAGES

- BACQUIE. — *Inspecteurs des manufactures sous l'ancien régime*, 1927.
- BECHAUX. — *Revendications ouvrières en France*.
- BOURDERON. — *Rapport sur l'inspection du travail*.
- BUREAU INTERNATIONAL DU TRAVAIL. — *L'inspection du travail dans les divers pays d'Europe*, 1923.
- JAY. — *Le travail. Evolution et régime légal*.
- JAY. — *Protection légale des travailleurs*.
- LAGRESILLE. — *Commentaire de la loi du 11 novembre 1892*.
- LOIS, DECRETS, ARRETES concernant la réglementation du travail, 1934.
- LORIN. — *Rapport sur la collaboration des ouvriers organisés à l'inspection du travail. Association pour la protection légale des travailleurs*, 1909.
- MESNARD. — *Du travail des femmes et des enfants dans l'industrie. Loi de 1892-1894*.
- OVERBERG. — *Inspecteurs des manufactures*.
- PETIT. — *Rapport sur l'inspection du travail, sa réforme. Association nationale pour la protection des travailleurs*, 1909.
- PIC. — *Traité de législation industrielle*, 1932.
- PIC et AMIEUX. — *Le travail à domicile en France*.
- RAZOUS. — *Réglementation du travail industriel*, 1901.
- ROUQUET. — *Traité de l'Inspection du Travail*, 1902.
- TALLON. — *Loi de 1874*.

THESES

- BARON. — *Loi de Huit heures*, Paris, 1929.
- BEC. — *La législation de l'Inspection du Travail*, Rennes, 1907.
- BRODEL. — *Collaboration des ouvriers à l'Inspection du Travail*, Paris, 1911.
- COLMART. — *De l'Inspection du Travail en France*, Paris, 1899.
- DURAND. — *L'Inspection du Travail en France de 1841 à 1902*, Paris, 1902.

HUGUES. — *L'Inspection du Travail*, Paris, 1907.

LARBES. — *Inspection du Travail*, Toulouse, 1932.

MONNERAIS. — *L'Inspection du Travail*, Rennes, 1928.

RAPPENEAU. — *La fermeture obligatoire au public des établissements assujettis au repos hebdomadaire*, Dijon, 1932.

SUSINI. — *L'Inspection du Travail en Belgique*, Paris, 1903.

VILLATE LACHERET. — *Les Inspectrices du Travail en France*, Paris, 1919.

Comptes-rendus des sessions du Conseil Supérieur du Travail.

Rapports de la Commission Supérieure sur l'application des lois réglementant le travail.

Bulletins du Ministère du Travail.

Bulletins de l'Inspection du Travail.

TABLE DES MATIERES

INTRODUCTION	...	5
PREMIERE PARTIE. — DROIT COMPARE 15		
CHAPITRE I. — <i>L'Inspection du Travail en Angleterre</i>	...	21
CHAPITRE II. — <i>L'Inspection du Travail en Belgique</i>	...	29
DEUXIEME PARTIE. — L'INSPECTION DU TRAVAIL EN FRANCE 37		
CHAPITRE I. — <i>Faut-il considérer les Inspecteurs des manufactures comme les ancêtres des inspecteurs actuels?</i>	...	39
CHAPITRE II. — <i>Historique de l'Inspection du Travail</i>	...	46
Essai d'une organisation. Loi de 1841	...	46
Première organisation. Loi de 1874	...	50
CHAPITRE III. — <i>Organisation actuelle du service</i>	...	57
Composition — Recrutement — Résidence traitements — Organismes concourants .		
CHAPITRE IV. — <i>Attributions et Pouvoirs des Inspecteurs</i>	...	70
Attributions .	...	70
Etablissements assujettis	...	72
Droit de visite	...	74
Mise en demeure	...	81
Procès-verbaux	...	83
Pénalités	...	88
Délits d'obstacle	...	90
CHAPITRE V. — <i>Fonctionnement</i>	...	93

CHAPITRE VI. — <i>Résultats</i>	101
Age d'admission des enfants	102
Durée du travail	104
Travail de nuit	110
Repos hebdomadaire	112
Hygiène et sécurité	116

CHAPITRE VII. — <i>Relations des Inspecteurs avec les Patrons</i> <i>et les ouvriers</i>	123
--	-----

TROISIEME PARTIE. — REFORMES ENVISAGEES

CHAPITRE I. — <i>Nombre des Inspecteurs</i>	133
CHAPITRE II. — <i>Compétence</i>	143
CHAPITRE III. — <i>Pouvoirs</i>	148
<i>Ateliers de famille</i>	151
CONCLUSION	161

